BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

9

30 juin 2022

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2: Editions Page deux

SYLLEPSE ÉDITIONS

SPARTACUS

essf

Contre Temps

NewPolitics

Entre les lignes entre les mots

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Les utopiques Cahier de réflexions

A l'encontre La Brèche

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.
Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières,* ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre : https://alencontre.org/
Centre Tricontinental : www.cetri.be/
ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org
Éditions Page 2 : https://alencontre.org/
Éditions Spartacus : www.editions-spartacus.fr
Éditions Syllepse : www.syllepse.net
Entre les lignes, entre les mots : https://entreleslignesentrelesmots.blog/
Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org
Les Utopiques : lesutopiques.org
M Éditeur : https://m-editeur.info/
New Politics : newpol.org/
Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 9, 30 JUIN 2022
ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES – 75020 PARIS
ISBN : 979-10-399-0080-5
Illustrations : DR ; p. 132, d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.

TABLE DES MATIÈRES

L'ABSTRACTION CONTRE LE DROIT DES PEUPLES
5

PENDANT LA GUERRE, LA LUTTE CONTINUE

OUVRIERS UKRAINIENS REFUGIÉS, EXPLOITÉS AUX PAYS-BAS
9

BÉLARUS
LOUKACHENKO MET L'ÉDITION EN CAGE
10

LE BUREAU DU PROCUREUR GÉNÉRAL VEUT LIQUIDER LE MOUVEMENT SYNDICAL INDÉPENDANT
11

UKRAINE
ARCELORMITTAL-KRYVYI RIH SUSPEND LA CONVENTION COLLECTIVE
12

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

LES TRAINS DANS LA GUERRE
15

UKRAINE
TERRITOIRES OCCUPÉS : LA GUERRE DES PARTISANS S'ORGANISE
21

DONBASS
L'ART D'UTILISER LA LANGUE DE BOIS DE LA BUREAUCRATIE RUSSE POUR ÉVITER L'ARMÉE
23

TROIS COMBATTANTS INTERNATIONAUX PRISONNIERS DE GUERRE CONDAMNÉS À MORT
25

LA PAROLE À L'ATELIER FÉMINISTE

NOTRE HISTOIRE
29

NOS ACTIVITÉS
30

HORIZONTAL, OUVERT ET INCLUSIF : COMMENT NOUS APPLIQUONS NOS PRINCIPES À NOS ACTIVITÉS
40

UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE DE JEUNESSE
42

TROIS INITIATIVES DE L'ATELIER FÉMINISTE
45

PRISES DE POSITION

CONVOI SYNDICAL DE SOLIDARITÉ
48

UNE GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE
49

UNE CARTOGRAPHIE IDENTITAIRE DE L'UKRAINE EN TEMPS DE GUERRE : THÈSE-ANTITHÈSE-SYNTHÈSE ?
57

UNE GUERRE ÉTRANGE OÙ ON INTERDIT À L'UKRAINE QUE POUTINE « SOIT HUMILIÉ »
63

GUERRE EN UKRAINE, QUELS CRIMES ? QUELS JUGES ?
68

UN DÉNI D'AUTONOMIE AU NOM DE LA GÉOPOLITIQUE OU DE LA PAIX
73

POUR LA DÉFENSE DES DROITS REPRODUCTIFS DES FEMMES UKRAINIENNES EN UKRAINE, EN POLOGNE, DANS TOUTE L'EUROPE ET AU-DELÀ : UNE LUTTE FÉMINISTE GLOBALE
78

UNE GUERRE D'AGRESSION « GRAND RUSSE »
80

LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH

CONSTRUIRE LA RÉSISTANCE POPULAIRE À L'AGRESSION DE L'IMPÉRIALISME RUSSE
87

BOÎTE ALERTES

« UKRAINE CETTE GUERRE-CI »
100

BELLA CIAO, DROPKICK MURPHYS ET O'HAMSTERS
102

UNE DÉFAITE UKRAINIENNE PÈSERAIT LOURDEMENT SUR NOS ÉPAULES
106

« MON SANG S'EST MÊLÉ AU SABLE ET À LA FUMÉE DE MARIOUPIOL »
108

ÉRADICATION DE LA CULTURE ET MAIN BASSE SUR L'OR DES SCYTHES
120

DES MUNITIONS POUR L'UKRAINE
126

L'ABSTRACTION CONTRE LE DROIT DES PEUPLES

DIDIER EPSZTAJN[1]

À force d'abstraction, certain·es inventent une géopolitique dénuée d'êtres humains, et semblent, en particulier, oublier les Ukrainien·nes bombardé·es, massacré·es, déporté·es, réfugié·es et aussi résistant·es… C'est pourtant le présent et l'avenir des populations ukrainiennes qui devraient être au centre des politiques posées par le crime d'agression.

Comme hier les populations vietnamiennes, irakiennes ou libyennes assaillies et meurtries par les armées étasuniennes, les populations afghanes par les armées «soviétiques» puis américaines avant celles des talibans, comme les populations birmanes ou syriennes détruites par leurs propres dictateurs (avec, ne l'oublions pas, l'appui du gouvernement russe), les populations ukrainiennes agressées font face aux armées de l'État russe réellement envahissantes et criminelles.

Le refus russe de dire la guerre devrait nous rappeler celui de l'État français contre les populations algériennes luttant pour leur autodétermination. Les gouvernements impérialistes contestent toujours, y compris par les armes, le droit à la décolonisation. Les populations ainsi agressées ont le droit de se défendre par tous les moyens efficaces et nous devons, ici et ailleurs, nous positionner clairement pour rendre concret ce droit et effectifs les moyens de ces résistances.

Nous savons que la militarisation des sociétés est un frein aux processus d'émancipation. Nous connaissons la place du complexe militaro-policier dans le fonctionnement du capitalisme, la concurrence exacerbée entre impérialismes dans le cadre d'une mondialisation sur le dos des peuples. La guerre de Poutine a de dramatiques conséquences sur l'alimentation mondiale, sans oublier l'amplification de la dégradation climatique. Est-ce une raison pour perdre le fil d'un raisonnement politique et adopter une position de type munichoise (les concessions territoriales à Hitler – l'abandon de la Tchécoslovaquie – n'ont pas permis d'éviter la Seconde Guerre mondiale). Comment ne pas conseiller la relecture du texte d'Étienne Balibar, «Le pacifisme n'est pas une option[2]».

Les rouges-bruns, les néocampistes et leur anti-impérialisme des imbéciles[3] soutiennent ou justifient les actions de Vladimir Poutine au nom de la critique de l'impérialisme américain ou de l'OTAN. De leur point de vue, les populations ukrainiennes ne sont jamais des sujets de droit, des sujets autonomes, de libres citoyen·nes. Cette négation des Ukrainien·nes se double de la négation même des réalités impérialistes et colonisatrices de l'État russe, en droite ligne de leur soutien apporté aux dictateurs et leurs politiques criminelles – que cela soit Staline, les Khmers rouges, Bachar el-Assad, pour ne citer qu'eux.

S'ajoute aujourd'hui aux fracas mensongers une musique qui n'est pas sans évoquer celle d'un certain

1. Didier Epsztajn est membre des Brigades éditoriales de solidarité et animateur du blog Entre les lignes entre les mots.

2. www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte-et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraine-2.pdf.

3. Leila Al-Shami, «L'anti-impérialisme des imbéciles», https://entreleslignesentrelesmots.blog/2022/03/20/lanti-imperialisme-des-imbeciles/.

esprit munichois. Notre ami Yorgos Mitralias[1] aborde avec humour l'étrangeté des raisonnements de certain·es. Reprenons l'exemple de la guerre du Vietnam ou de la guerre d'Algérie. Si certain·es avaient déjà prôné la paix et non la victoire des peuples d'Indochine ou d'Algérie, c'est bien la combinaison des résistances armées et des campagnes de soutien internationales qui a permis les défaites des impérialismes étasuniens et français. Et hier comme aujourd'hui, notre appui aux populations résistantes aux agressions peut s'exprimer simplement : retrait immédiat et sans condition des troupes d'occupations de l'ensemble du territoire et exigences de réparations.

Nous partons des résistances et des mobilisations pour un autre avenir que celui dressé par le fracas des armes, sans rien céder sur le droit des populations ukrainiennes, ni de celles et ceux bélarussses ou russes qui s'opposent aux pouvoirs militarisés. Il ne s'agit donc ni de raisonner Vladimir Poutine ou d'autres, ni de discours sur la rationalité de la paix, ni de négociations sous le feu des armes de l'armée russe.

Réconcilier la morale et la politique ne peut se faire sur les cadavres ukrainiens !

1. Voir Yorgos Mitralias, « Une guerre étrange où on interdit à l'Ukraine que Poutine "soit humilié" », p. 63.

Bélarus
Une poussette et des policiers

Le 13 juin, le tribunal de district de Rechytsa s'est penché sur une étrange pièce à conviction : une poussette. La prévenue, Hanna Vasilieva, était accusée d'avoir fait obstacle à la circulation d'une voiture de police au moyen… de son landau et ainsi « porter gravement atteinte l'ordre public ». L'acte d'accusation précise que « sur la route de Rechitsa, [Hanna Vasilieva] a rejoint d'autres personnes et a activement entravé le mouvement de la voiture officielle ATS Rechitsa, en utilisant une poussette, l'obligeant à arrêter la circulation et à modifier davantage sa route ». Reconnue coupable sur la base de la partie 1 de l'art. 342 du Code criminel, elle a été condamnée à « deux ans de restriction de liberté sans être envoyée dans un établissement correctionnel ».

Katya Gritseva, dessin pour le projet en Ukraine «Organiser des mouvements sociaux», avec le soutien de la Fondation Rosa-Luxemburg.

PENDANT LA GUERRE,
LA LUTTE CONTINUE

OUVRIERS UKRAINIENS REFUGIÉS, EXPLOITÉS AUX PAYS-BAS

«Complètement immoral et répréhensible.» Henry Stroek de CNV Vakmensen [CNV, Fédération nationale des syndicats chrétiens] n'a pas de mots pour qualifier les «contrats de travail» d'un groupe d'employés ukrainiens, qui travaillent actuellement dans la pépinière Vreugdenhil Bulps & Plants à s-Gravenzande (Westland). «Vous ne pouvez pas en croire vos yeux quand vous voyez ce qui est écrit.» Il indique, par exemple, qu'en cas de violation des règles, les employés peuvent être expulsés vers l'Ukraine. «*Depotarcia*», déporté, c'est littéralement écrit, là!

L'équipe de la CNV a reçu un rapport concernant un groupe de plus de 30 travailleurs ukrainiens Westland. «Nous avons rendu visite aux personnes à domicile. Au début, ils se sont cachés et étaient terrifiés, dit Stroek. Grâce aux femmes qui parlaient polonais de notre équipe, nous avons finalement réussi à gagner leur confiance. Nous avons été choqués par les textes dégradants figurant dans les contrats qu'ils ont signés.»

AMENDES ET MENACES

L'équipe du CNV dispose de contrats (et de leur traduction), que les Ukrainiens ont signés en Pologne avec la société Janpol. Cette entreprise a donné, selon les employés, 1 000 zlotys (= environ 220 euros) en guise d'aide pour le transport vers les Pays-Bas, après quoi ils ont été mis au travail par l'intermédiaire de AUB Van Bergen Personeelsdiensten chez Vreugdenhil Bulbs & Plants vers le 1er mai. Les contrats contenaient de nombreuses clauses répressives (déduction de 20 % de la rémunération après avoir commis des erreurs), un avertissement pour avoir parlé à des personnes aux Pays- Bas de leurs conditions de travail (amende de 500 euros) et menace d'une «déportation» en Ukraine en cas de violation des clauses des contrats. En outre, tant qu'ils travaillent aux Pays-Bas, les Ukrainiens – qui sont systématiquement qualifiés de «contractants» et non d'«employés» dans les contrats – doivent payer chaque mois à Janpol des frais administratifs de 50 euros. [...]

SITUATION D'URGENCE

CNV Vakmensen estime que cette situation relève d'une urgence humanitaire, qui doit être résolue le plus rapidement possible. Stroek explique: «Les gens ont peur et n'ont pratiquement pas de moyens financiers. Ils ne recevront leur premier paiement que vers le 20 juin. Nous exigeons que Vreugdenhil Bulbs & Plants – qui est le principal responsable – offre immédiatement à ces personnes un contrat décent, au moins pour six mois. Et prévoit une avance de 250 euros, pour que les gens soient sortis du pire des pétrins. En ce qui nous concerne, les contrats qu'ils ont signés ils doivent aller maintenant directement à la déchiqueteuse.»

DÉPLACEMENT D'AUTRES TRAVAILLEURS

Maintenant que le gouvernement néerlandais a décidé que les Ukrainiens pouvaient rester et travailler aux Pays-Bas, plusieurs sociétés y voient une opportunité, note M. Stroek. La pénurie de personnel

est une forte incitation à recruter des Ukrainiens. Ils ne sont pas encore familiarisés avec les règles en vigueur aux Pays-Bas et, en raison de la guerre dans leur propre pays, ils sont encore plus dépendants de l'employeur néerlandais. En conséquence, vous constatez que les travailleurs migrants qui se présentent aujourd'hui découvrent que leur contrat est résilié, qu'il n'est pas prolongé ou qu'ils sont intimidés. En plus de leur emploi, ils perdent également leur logement. [...]

CNV Vakmensen demande également une action du gouvernement (inspection du travail/SZW) et du gouvernement régional (municipalités). Il est incompréhensible que des Ukrainiens puissent travailler de cette manière dans la municipalité de Westland. Nous attendons du gouvernement qu'il prenne ses responsabilités et qu'il réprime ce type de situation illégale. Car malheureusement, il ne s'agit pas d'un incident isolé, nous en sommes convaincus.

2 JUIN 2022

PUBLIÉ PAR LE SITE DU CNV
Traduction Patrick Le Tréhondat

BÉLARUS

LOUKACHENKO MET L'ÉDITION EN CAGE

PATRICK LE TRÉHONDAT

Le symbole est fort : *1984,* de l'auteur antistalinien George Orwell, est désormais interdit au Bélarus depuis le 19 mai dernier. Ce titre a été publié pour la première fois ce pays en 1992. Depuis, une trentaine d'auteurs sont également interdits à la vente, les bibliothèques publiques sont épurées de leurs titres. En avril et mai 2022, quatre maisons d'édition indépendantes ont vu leurs activités suspendues : Goliaths, Medisont, Limarius et Knigazbor. Le cas le plus emblématique est celui de l'éditeur Andrey Yanushkevich. Lorsque celui-ci a édité le roman *Dogs of Europe* d'Alhierd Bacharevič[1], l'ensemble de l'impression a été confisquée et le 17 mai 2022, le tribunal du district de Minsk a déclaré ce livre comme extrémiste et les comptes bancaires de l'éditeur ont été bloqués. Sans se décourager, l'éditeur a tenté le 16 mai 2022 d'ouvrir une librairie appelée Knihauka à Minsk.

Le jour de l'inauguration, des nervis de Loukachenko se sont rendus à la librairie pour l'invectiver l'accusant de vendre de la «mauvaise» littérature qui «glorifie le nazisme», tout en filmant leur action. L'après-midi même, la librairie a été perquisitionnée par le KGB, le nom des services sécurité bélarus. Au cours de la perquisition, 200 livres ont été confisqués, dont *Fahrenheit 451,* de Ray Bradbury. L'éditeur Andrey Yanushkevich et la critique littéraire et blogueuse Nasta Karnackaja, par ailleurs employée

1. *Dogs of Europe,* dystopie sur l'adhésion et la résistance à la dictature. Cette pièce de théâtre sera présentée au Théâtre national de l'Odéon en décembre prochain. Son auteur est réfugié politique en Grande-Bretagne depuis 2011.

de la librairie, ont été arrêtés. Cette dernière a été libérée début juin après vingt-trois jours de détention, soit treize jours pour hooliganisme et dix jours pour désobéissance à la police.

L'éditeur Andrey Yanushkevich, quant à lui, a été libéré après vingt-huit jours de prison. Il venait de purger sa troisième détention administrative sous divers motifs. Yanushkevich est le principal éditeur privé de littérature biélorusse ces dernières années, publiant à la fois de la littérature moderne et des classiques, et est particulièrement connu pour ses traductions de littérature étrangère populaire en Bélarus, comme la série Harry Potter. Peut-être un motif supplémentaire pour le KGB de penser que l'éditeur est au service du MI-6 anglais.

LE BUREAU DU PROCUREUR GÉNÉRAL VEUT LIQUIDER LE MOUVEMENT SYNDICAL INDÉPENDANT

Le procureur général du Bélarus a adressé une requête à la Cour suprême concernant la cessation des activités du Syndicat libre du Bélarus (SPB), du Syndicat libre des métallurgistes (SPM), du Syndicat indépendant des mineurs (NPG), du Syndicat biélorusse des travailleurs de l'industrie radio-électronique (REP). Tous ces syndicats font partie du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BDKP), dont le procureur général Shved demande également la fermeture.

L'agence affirme que les activités des syndicats indépendants sont de nature politique et que ses dirigeants se sont livrés à des «activités destructrices». Sur tous les faits, des affaires pénales sont en cours.

Rappelons qu'auparavant presque tous les dirigeants de ces syndicats avaient été arrêtés. Y compris les employés de bureau, les militants. Environ deux douzaines de représentants du mouvement syndical indépendant du Bélarus sont derrière les barreaux. Des dizaines et des dizaines de militants syndicaux ont subi des perquisitions et des interrogatoires ces derniers mois et sont soumis à un accord de non-divulgation.

Si tous les syndicats ci-dessus sont liquidés (leurs principales organisations n'étaient pas seulement à Minsk, mais aussi à Brest, Grodno, Mozyr, Novopolotsk, Novolukoml, Soligorsk – dans tout le Bélarus et dans les plus grandes entreprises du pays, y compris Belaruskali, Naftan, «Grodno Azot», etc.), et qui se sont engagés pendant des décennies dans la défense des droits des travailleurs, ainsi que dans la dénonciation des violations des droits des membres de leurs organisations, cela signifie que personne dans le pays ne pourra remplir cette mission. Seule la FTUB restera – une fédération pro-gouvernementale, aux congrès de laquelle Alexandre Loukachenko prend traditionnellement la parole, et dont la direction des activités est extrêmement claire pour tout le monde.

PUBLIÉ PAR GAZETABY, 10 JUIN

Traduction Patrick Le Tréhondat

www.laboursolidarity.org/Le-bureau-du-procureur-general

UKRAINE

ARCELORMITTAL-KRYVYI RIH SUSPEND LA CONVENTION COLLECTIVE

L'administration d'ArcelorMittal-Kryvyi Rih a suspendu la convention collective en vigueur sans le consentement et l'approbation des principaux représentants des syndicats opérant dans l'usine. Le responsable syndical de Kryvorizka du syndicat indépendant des travailleurs des mines d'Ukraine, Yuriy Samoilov, a précisé à ce sujet :

> La direction s'appuie sur le fait que l'entreprise a subi les conséquences de l'agression russe et que seule une partie de sa production est désormais opérationnelle. Dans ce contexte, il a été décidé de suspendre pour l'instant certaines clauses de la convention collective qui, selon l'administration et les propriétaires, ne sont plus pertinentes.

Selon l'ordonnance émise par la direction d'ArcelorMittal-Kryvyi Rih, pendant la période de la loi martiale, le paiement des congés annuels et des autres dépenses pour la participation à des événements culturels, récréatifs et sportifs n'est plus effectué. En outre, les travailleurs se sont également retrouvés sans droits sous prétexte que certains centres de santé et installations se trouvaient dans les territoires occupés.

Le syndicat ne cache pas son indignation face à de tels agissements de l'administration, ainsi que le fait que certains cadres mettent délibérément ou inconsciemment en danger des travailleurs sur les réseaux sociaux à propos de la reprise du travail de certaines unités de production de l'usine.

Comme l'a déclaré à juste titre Yuriy Samoilov, l'ennemi n'a pas cessé ses frappes sur le territoire de l'Ukraine, y compris sur la région de Dnipropetrovsk, il convient donc de faire preuve de vigilance et de prudence. Quant à l'annulation de plusieurs clauses de la convention collective actuelle, le coordinateur principal du syndicat se bat pour que l'administration remplisse ses obligations. Au cours de l'année écoulée et de toutes les années précédentes, elle a réalisé de gros bénéfices en employant des travailleurs et en leur versant des salaires nettement inférieurs à ceux perçus par leurs collègues des entreprises de la société à l'étranger.

PUBLIÉ PAR KVPU, 13 JUIN 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

www.laboursolidarity.org/Ukraine-ArcelorMittal-Kryvyi-Rih

Katya Gritseva, dessin pour le projet en Ukraine «Organiser des mouvements sociaux», avec le soutien de la Fondation Rosa-Luxemburg.

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

LES TRAINS DANS LA GUERRE

ALENA TKALIC[1]

Depuis le début de la guerre, les chemins de fer ukrainiens, Ukrzaliznytsia (UZ), ont transporté des centaines de milliers d'Ukrainien·nes sous les bombardements et les tirs d'artillerie et des centaines d'unités militaires des forces armées. Les conducteurs, les chefs de train, les répartiteurs et le personnel technique ont souvent travaillé sans jours de repos et au péril de leur vie.

Les chemins de fer ont été le principal moyen d'évacuation des personnes fuyant la guerre. Ukrzaliznytsia a géré la moitié du flux de réfugiés, supportant une charge sans précédent, malgré la dépréciation catastrophique du matériel roulant et le bombardement constant des infrastructures ferroviaires. La véritable tragédie a été l'attaque de la gare de Kramatorsk le 8 avril 2022, où 57 personnes ont été tuées, dont deux travailleurs de l'UZ. Pourtant, ce jour-là, onze trains ont réussi à passer vers des régions plus sûres à l'ouest du pays

La demande de trains d'évacuation a maintenant considérablement diminué, par exemple, un seul train circulant depuis Pokrovsk, dans la région de Donetsk. Au total, l'UZ a évacué plus de 4 millions de personnes au cours des trois mois de guerre, dont un demi-million vers des pays de l'Union européenne. La plupart des gens ont quitté Kiev et Kharkiv. Ils se sont rendus principalement à Lviv et à Uzhgorod, mais aussi en Pologne, en Slovaquie, en République tchèque et en Hongrie.

1. Alena Tkalic est une journaliste ukrainienne indépendante, animatrice du site socportal.info.

COMMENT L'UZ A RÉUSSI À ÊTRE EFFICACE DANS DES CONDITIONS DE GUERRE

Sur le front intérieur et dans les territoires libérés, l'UZ a repris progressivement ses activités, et l'évacuation des voyageurs reste gratuite. En outre, les VIP en Ukraine sont également transportés en train. Par exemple, Boris Johnson, Ursula von der Leyen et les présidents de la Pologne et des Pays baltes.

«Personne ne s'attendait à ce que nous devions gérer ce matériel roulant à 400 % de ses capacités et à devoir l'adapter d'une manière ou d'une autre. Si un compartiment pouvait accueillir quatre personnes, au début de l'évacuation, il n'était pas rare d'en avoir aujourd'hui dix à quinze. Nous achetons dans l'urgence des wagons. Pour tout dire, la plupart des équipements sont de la ferraille. Mais maintenant, c'est utile», déclare Oleg Shkolyar, cheminot et membre du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine (Vlibnoi profsozbilka zaliznychniki Ukrainy, VPZU).

Dans cette situation d'urgence, la position de l'entreprise publique a joué en faveur d'UZ et, contrairement aux transporteurs privés, elle a fait un travail efficace. «Il y a une forte centralisation du chemin de fer et des règles strictes pour la sécurité du trafic, développées depuis l'époque soviétique. Nous pouvons maintenant voir à quel point c'est efficace et comment on peut gérer les évacuations. Et ce, malgré un matériel roulant et une infrastructure usés. Plus de 90 % des locomotives ukrainiennes ont été construites il y a plus de cinquante ans et, de fait, on ne fait que les entretenir depuis longtemps», explique l'économiste et rédacteur en chef de *Spilne,* Alexander Kravchuk, qui a travaillé auparavant

comme conducteur et a obtenu un doctorat en économie à l'UZ. «La plupart des équipements sont de la ferraille. Mais pour l'instant, ça aide», ajoute-t-il.

Selon lui, le chemin de fer constitue sans aucun doute une installation stratégique qui permet, entre autres, de transférer rapidement des troupes et des moyens matériels. Dans des conditions de guerre, l'UZ est en contact constant avec les forces armées et coordonne son travail avec les militaires.

«Les trains ne vont pas vers les points chauds. Ils doivent déplacer et décharger les gens dans de petites stations. Ils sont avertis par des régulateurs qui reçoivent des instructions des forces armées ukrainiennes. Sans un ordre des forces armées, le chemin de fer ne peut pas décider seul où aller et où ne pas aller», explique un cheminot.

Selon l'UZ, une vingtaine de gares sont désormais hors service, principalement dans le Donbass, la région de Kharkiv et dans le sud temporairement occupé. En mars, des bombardements ont également touché des stations dans les régions de Kyiv, Tchernihiv et Sumy, ainsi qu'à Polesye. Un pont ferroviaire dans la région d'Odessa, de Dnipro et un certain nombre d'installations dans l'ouest du pays ont été la cible de tirs.

«Korosten a été bombardé (située vers le Bélarus). Mais les trains roulent. À Kharkiv, c'est difficile, la station Lozovaya y a été bombardée, l'infrastructure a été endommagée. À Liman, un train a été attaqué, un agent a été tué. À Mykolaiv, la gare ferroviaire a été endommagée. Popasna a également été endommagé» explique Shkolyar.

La gare de Kramatorsk ne fonctionne toujours pas. Mais, selon un cheminot, l'UZ répare les sections endommagées assez rapidement. Le 20 mai, par exemple, l'infrastructure ferroviaire près de la ville de Malyn, dans la région de Zhytomyr, a été bombardée par des roquettes. Dès le 22 mai, les trains, du moins les trains de passagers, ont continué à circuler sur ce tronçon, et le retard n'a été que d'une heure. Le 1er juin, quatre missiles russes ont endommagé des infrastructures ferroviaires dans la région de Lviv. Les retards des trains du côté de Zakarpattia ont été de dix à onze heures.

«Les réparations des rails sont gérées par l'unité de voie locale. Même s'il s'agit de dommages importants, rails et traverses, ils le font eux-mêmes. S'il s'agit d'un remblai avec de la terre, avec de la pierre concassée, alors plusieurs unités sont impliquées. Ils ont tout : les gens, les matériaux, les machines. Ils sont capables d'y faire face. Il n'y a jamais eu de situations où il n'y avait personne pour réparer les voies», précise Shkolyar.

Selon Shkolyar, l'UZ a également réussi à retirer des trains et des équipements de réparation des points chauds :

> Du dépôt de réparation de Korosten, qui a été bombardé par les frappes aériennes, toutes les machines de réparation des locomotives ont été retirées d'urgence. Les ateliers de réparation ont été démantelés et cachés dans des dépôts dans les villes où c'est plus calme. La relocalisation industrielle est en cours. Ils essaient de déplacer les ateliers afin que les équipements ne soient pas mis hors service en raison d'une occupation [par les Russes].

Toutefois, selon le ministre ukrainien des infrastructures, Oleksandr Kubrakov, en mai 2022, environ 23 % du réseau ferroviaire avaient été perdus dans les combats.

COMMENT SE DÉROULE L'ÉVACUATION

Anna, une conductrice, était dans le premier train d'évacuation. Le 27 février, son train quitte

Zhmerinka pour la capitale afin de transporter des personnes vers les régions occidentales. Elle a ensuite passé deux semaines sur les rails.

«Un nombre infini de personnes. Ils étaient tous debout et assis sur les genoux les uns des autres. Mais tout le monde a compris qu'ils devaient partir. Des bénévoles ont donné de l'eau et de la nourriture à chaque arrêt. Ils savaient où les enfants allaient. Nos responsables les ont informés et leur ont donné toutes les informations. Et ils ont apporté tout ce dont nous avions besoin. Nous avons roulé sans lumière, afin d'être moins visibles. Il y a eu des fois où quelqu'un est tombé malade. Nous avons cherché un médecin ou quelqu'un avec une trousse de premiers soins parmi les passagers. La plupart du temps, la panique faisait perdre toute lucidité aux gens», dit Anna. Selon elle, il n'y a heureusement pas eu trop d'incidents graves ou d'attaques ennemies contre son train:

> Mais nous avons été pris sous les bombardements. Et alors qu'un autre train était en route, les voies ont été bombardées juste devant. Et tout le monde s'est mis à l'abri en attendant que les voies soient réparées. Il y a des abris dans les gares, il y a des abris pour cacher les gens au cas où… Dieu nous en préserve.

Comme elle le souligne, elle se souviendra toute sa vie des scènes des premières évacuations:

> Quand tu vas à Lviv, les voyageurs ressemblaient à des fourmis les unes sur les autres. Personne ne pouvait s'allonger où se reposer, les enfants pleuraient, personne ne savait ce qui allait se passer. Je ne veux pas que ça continue.

Ivanka, elle, parle de l'aide apportée par les volontaires lors de l'évacuation des passagers. Elle est à la gare de Lviv depuis les premiers jours de la guerre. La volontaire raconte:

> J'ai été évacué à Lviv à la fin du mois de février. Je travaille avec de jeunes enfants, je l'ai fait toute ma vie et j'ai tout de suite su que mon métier dans cette guerre était d'aider les enfants. À la gare, il y avait de grandes tentes de la Croix-Rouge et une sorte de salle pour les mères et les bébés. Personne n'a vérifié si j'avais une formation. Ils ont juste dit: «Voici des mères avec des enfants, allez-y.» Je courais chercher de l'eau pour préparer du porridge, du lait en bouteille. Soutenir mentalement, émotionnellement. Faire des câlins, lire des contes de fées aux enfants. J'ai tenu le bébé pendant que sa mère changeait sa couche. Finalement, la gare a été un peu équipée. Au début, c'était des tentes avec une montagne de couvertures sur le sol.

Les premiers jours à la station, dit-elle, les choses étaient chaotiques et sans grande coordination. Puis, les gens se sont surtout organisés en petits groupes.

«Nous avons créé un espace en ligne de discussion et avons essayé de coordonner les activités. Nous devions travailler 24 heures sur 24 et ne pas avoir dix personnes qui viennent dans la journée et personne la nuit. Mais en général, tout ce mouvement dans la gare a fonctionné comme un mécanisme unique», dit Ivanka.

D'après la jeune fille, il n'y avait aucune communication avec les volontaires des autres stations et gares. «Nous avons mis de l'eau et des biscuits dans les wagons [NDLR: qui continuaient plus à l'ouest], surtout pour les mères avec des enfants. Nous avons également fourni tout le nécessaire pour le voyage à ceux qui considéraient Lviv comme une étape. Et les gens avaient besoin de tout. Certains n'avaient pas de valises. Parfois, ils voyageaient même en pantalon de pyjama», raconte Ivanka.

Toutefois, le travail de l'UZ a été soutenu non seulement par des bénévoles, mais aussi par de grandes organisations internationales, par exemple, Médecins

sans frontières (MSF) qui a offert au chemin de fer un train médical spécialement équipé de huit voitures, doté d'une unité de soins intensifs séparée, de concentrateurs d'oxygène, de défibrillateurs, d'un système de surveillance cardiaque et d'autres appareils.

Mais dans un train d'évacuation normal, les passagers peuvent connaître des difficultés. Tout d'abord, on ne sait pas toujours exactement où, à quelle heure et d'où partent ces trains. Selon l'UZ, si les autorités locales assurent le transport des citoyens vers les gares, elles ne parviennent pas toujours à le faire efficacement. Volodymyr [NDLR : prénom modifié] a raconté son expérience en tant que passager du train d'évacuation.

«Au début de la guerre, je devais voyager de Khmelnitsky à Zaporijia. La seule option pour rentrer était de prendre le train d'évacuation. Ces trains circulaient deux à trois fois par jour, sans horaire. Quelques milliers de personnes sont venues à la gare et ont attendu l'arrivée du train. Beaucoup de gens ne se souciaient pas savoir où ils allaient. Il y avait des trains, par exemple, pour Rakhiv. Les gens ne savaient pas où c'était, mais il leur suffisait de savoir que c'était quelque part dans l'Ouest», explique Vladimir.

Selon lui, les femmes et les enfants ont été embarqués en priorité, puis les personnes âgées ont été autorisées à entrer, suivies des hommes.

«Je voyageais avec ma femme. Le train est arrivé à quai, et il y avait beaucoup de pression. Il y avait beaucoup de gens à bord. Il y avait quatre personnes sur chaque couchette inférieure, deux avec des enfants sur les couchettes supérieures. Beaucoup de gens se sont assis par terre dans le couloir. Ma femme a pu prendre une place relativement confortable à l'étage, en prenant avec elle l'enfant du voisin. En tant qu'homme, je devais rester debout dans l'embrasure de la porte pendant vingt-quatre heures pour ne pas occuper l'espace utile», raconte Vladimir.

Selon lui, l'embarquement s'est accompagné de pleurs et de cris d'enfants et, à plusieurs reprises, on a failli en venir à une bagarre. Mais vu le nombre de personnes par mètre carré, les gens ont fait ce qu'ils pouvaient les uns pour les autres se souvient Vladimir : «Nous avons essayé de nous entraider. Nous avons abandonné nos sièges. La conductrice commençait à s'énerver. À la moindre question, elle criait d'une voix rauque à tout le wagon : "Ne me demandez rien !" Tout cela, dit-il, ressemblait à ce que tout le monde avait vu dans les films sur la Seconde Guerre mondiale.»

«Les gens dormaient par terre dans les bras de leurs voisins, accablés par la chaleur, les enfants pleuraient, les femmes racontaient comment la guerre les avait rattrapées. Lorsque des villes étaient traversées et que les communications n'étaient pas coupées, chacun essayait d'appeler ses proches, et il était possible de s'informer en ligne sur les combats auprès de témoins oculaires. Il y avait beaucoup de nourrissons, leurs mères les berçant dans leurs bras et chantant des chansons. J'ai finalement eu l'impression d'être dans un film lorsqu'une mère a commencé à chanter à son bébé une chanson sur l'air de *Katyusha*. Les paroles étaient improvisées et sans rime, quelque chose comme "Notre papa est parti, nous n'allons nulle part, mais tu dors, ne t'inquiète pas, tout ira bien". Je m'en souviendrai pour le reste de ma vie. Le train a roulé sans interruption toute la nuit, mais le matin, à Khmelnitsky, il s'est arrêté pour que les bénévoles de la gare puissent donner de l'eau, des couches et de la nourriture. Nous avons réussi à ouvrir la porte nous-mêmes et à sauter hors du wagon», raconte Volodymyr.

QUI PAIE POUR L'ÉVACUATION ?

Après le début de la guerre, les liaisons ferroviaires avec le Belarus et la Fédération de Russie ont complètement cessé, tandis qu'avec les pays de l'UE, elles sont devenues beaucoup plus denses. Ukrzaliznytsia promet d'organiser à la fin de la guerre des itinéraires permettant aux Ukrainiens de rentrer chez eux.

«Avant la guerre, il y avait des "ajouts" aux trains. Au train Kyiv-Uzhgorod ou Kyiv-Lviv, deux ou trois voitures ont été ajoutées, à destination de la Pologne, de l'Allemagne ou de l'Autriche. Mais aujourd'hui, ce ne sont plus des ajouts, c'est un train en entier», explique Oleh Shkolyar.

L'évacuation à bord des trains est gratuite. En mai, les passagers voyageant dans les trains d'évacuation ont commencé à recevoir une aide unique, 3 000 UAH par enfant et 2 000 UAH par adulte (environ 100 et 65 euros respectivement). Il s'agit d'une décision conjointe du bureau du président, du ministère de la politique sociale, du ministère des infrastructures, du ministère du numérique, d'Ukrposhta et d'Ukrzaliznytsia, et de fonds qui proviennent d'une aide caritative.

Ukrzaliznytsya finance elle-même l'évacuation par trains, conformément à un décret du cabinet des ministres sur la loi martiale du 24 février. Dans le même temps, le principal poste de recettes des chemins de fer ukrainiens, le transport de marchandises, a fortement diminué. En réponse à la demande d'Open Democracy, UZ explique que les volumes de fret augmentent progressivement : en mars, ils étaient de 8,3 millions de tonnes, en avril, 9,2 millions de tonnes. Mais d'une manière ou d'une autre, c'est presque trois fois moins que les chiffres d'avant-guerre.

«Nous avons travaillé principalement pour le transit, produits pétroliers, gaz liquéfié, engrais minéraux. Le transit s'est fait vers les ports de Nikolaev et d'Odessa. Mais aujourd'hui, il n'y a presque plus de transit, du moins beaucoup moins important par rapport à ce qu'il était auparavant», déclare Oleksandr Skiba, un militant du syndicat VPZU et de l'organisation Sotsialnyy Rukh (Mouvement social).

Selon lui, les travailleurs avaient l'habitude de prendre leur poste après 16-18 heures d'attente. Désormais, l'intervalle entre deux voyages peut être de plus de trois jours. Comme le souligne Oleksandr, pendant la phase chaude de l'évacuation, il y avait une pénurie de conducteurs. Et ceux qui s'occupaient auparavant du transport de marchandises se sont tournés vers d'autres lignes : «Et les gens ont été transportés. Et des trains militaires aussi. Maintenant le flux principal a disparu.»

Selon son collègue Oleg Shkolyar, à une époque de grave pénurie de personnel, l'UZ a employé des étudiants pour les trains d'évacuation en tant que contrôleurs, «qui connaissaient déjà la théorie, mais n'avaient aucune pratique» :

«Aucun équipement de protection n'a été donné aux chefs de train, aux conducteurs de train et aux assistants d'évacuation. Et il n'y avait pas d'information sur leur réception, leur port et leur stockage», déclare Shkolyar. De plus, dit-il, le président du conseil d'administration d'Ukrzaliznytsia, Oleksandr Kamyshyn, a annulé les paiements des heures supplémentaires et n'a laissé que le salaire de base.

«Néanmoins, tous les membres du conseil de surveillance *(Naglyadovyy Rada)* restent à leur place, ils reçoivent des primes. Et on ne sait pas clairement qui est responsable de quoi», s'indigne M. Skiba. En outre, à la mi-mai, le cabinet des ministres a

augmenté le nombre de membres du conseil d'administration de l'UZ.

Selon une source proche de la direction d'UZ, il n'y avait pas de plan d'évacuation clair au début de la guerre, et de nombreux chefs de gare et de dépôt ont disparu. Un autre problème était que toutes les gares ne disposaient pas de grands dépôts où les trains pouvaient stationner ou rester inutilisés pendant une longue période. Par conséquent, le trafic ferroviaire doit être constant, sinon l'ensemble du système est paralysé. Le fait que le chemin de fer ait continué à fonctionner sans heurts est tout à l'honneur des répartiteurs qui ont assumé la part du lion de la responsabilité.

L'UKRZALIZNYTSIA ET LE FRONT

Selon l'analyste militaire autrichien Tom Cooper, la forte confrontation avec les occupants dans certaines parties du Donbass est due au fait que d'importantes jonctions ferroviaires y ont été prises au cours des huit années précédentes [du conflit]. L'armée russe dépend de l'approvisionnement en renforts par les chemins de fer et se porte beaucoup moins bien sans eux, ce qui a été l'une des raisons de la retraite des occupants russes près de Kiev. Cependant, les forces armées ukrainiennes tentent maintenant de couper l'une des importantes jonctions ferroviaires à la frontière qui mène au Donbass dans une contre-offensive près de Kharkiv. La récente série de tirs de missiles russes constitue toutefois une tentative de couper les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine, qui arrivent néanmoins grâce à l'UZ.

Si l'UZ ne divulgue pas les détails de la logistique militaire pour des raisons évidentes, pour de nombreux cheminots, la participation à la défense est devenue une affaire personnelle.

Maintenant, selon Anna, une conductrice, elle travaille sur les trains qui transportent les forces armées. Son fils aîné est également dans l'armée : « Mon enfant défend l'Ukraine. [...] En 2014, les conducteurs étaient des hommes, les femmes n'étaient pas autorisées. Et maintenant il y a une grande différence en général. Maintenant, tout le monde est beaucoup plus uni, on essaie de s'entraider », dit la conductrice.

Le cheminot Oleh Shkolyar affirme que certains employés de l'UZ sont partis défendre leur patrie : « Si une unité de travail est suffisamment dotée en personnel, les gens se portent volontaires pour rejoindre les forces armées, la défense militaire. »

Quelque 7 300 cheminots ont été mobilisés dans les forces armées, selon le magazine *Forbes* ukrainien. En mai, 118 employés d'UZ sont morts lors d'opérations militaires. La chaîne Telegram de l'UZcompte une soixantaine de messages à propos des tués, mobilisés ou civils. Parmi eux se trouvent quatre femmes.

La responsable de la gare de Chelyuskin, dans la région de Zaporizhzhya, Halyna Batiyevska, a ététuée par les occupants à son domicile. Nataliya Degtyar, gardienne à la gare de Volnovakha, a été tuée par des éclats d'obus. La contrôleuse Elena Mikhiyenko a été abattue alors qu'elle tentait de quitter Tchernihiv en voiture, et Natalia Babicheva a été tuée par le bombardement d'un train d'évacuation à Liman.

Le travail des cheminots dans de telles conditions relève d'un véritable héroïsme, qui n'est cependant pas toujours reconnu à sa juste valeur. Il en va de même dans d'autres secteurs, où les rémunérations ont été sensiblement réduites.

16 JUIN 2022

PUBLIÉ PAR *OPEN DEMOCRACY*
Traduction Léonie Davidovitch

UKRAINE

TERRITOIRES OCCUPÉS : LA GUERRE DES PARTISANS S'ORGANISE

PATRICK LE TRÉHONDAT

Il est rare de voir un site gouvernemental vous apprendre comment déclencher un incendie ou une explosion au gaz. L'Ukraine fait exception avec le site du Centre de la résistance nationale[1]. Ce centre se veut un outil pratique pour la guerre de partisans qui s'est ouverte dans les territoires occupés par les troupes russes (environ 25 % du territoire national ukrainien). Le Centre de la résistance nationale annonce clairement les objectifs :

> Chacun de nous peut résister à l'ennemi et contribuer à la victoire. Ensemble, nous allons transformer la vie des ennemis en enfer. Afin de devenir le vengeur invisible, ce sera la plus grande peur des occupants, vous devez connaître les tactiques, les premiers secours, la sécurité sur Internet, l'autodéfense, les armes à feu et la résistance non violente. Nous avons préparé un cours pédagogique «Résistance citoyenne sur les territoires occupés». Vous pouvez le télécharger au format PDF. Mais faites attention ! Supprimez-le immédiatement après l'avoir lu ou cachez-le quelque part sur votre appareil.

Plus loin le Centre précise :

> Nous sommes la résistance ukrainienne. Ce site Web est créé par les forces d'opérations spéciales des forces armées ukrainiennes, afin de soutenir et de coordonner tous ceux qui désirent lutter pour la libération de notre terre des occupants russes et la liberté. Avec les forces armées ukrainiennes, nous détruirons et tuerons tous les occupants, même dans l'obscurité. Nous le ferons dans des lieux et à des moments où l'ennemi ne s'y attendra pas. Nous vous apprendrons comment effectuer une reconnaissance et comment collecter des informations et transmettre les données sur l'ennemi. Nous montrerons comment mener une résistance citoyenne, lorsque vous vous retrouvez dans une situation où vous n'avez pas d'arme… Oui, nous combattons un ennemi puissant, qui nous dépasse en nombre et peut prendre le contrôle de notre ville pendant un certain temps. Mais il ne pourra jamais tenir ces villes, car dans chaque maison nous l'attendrons. Nous libérerons chaque morceau de notre terre, étape par étape. Ensemble, nous transformons la vie de nos ennemis en enfer !

La brochure évoquée plus haut, 19 pages sous forme de fichier PDF téléchargeable, donne des conseils pratiques très détaillés sur les «méthodes passives de sensibilisation de la communauté» et les «méthodes actives de sensibilisation de la communauté. Sabotage». Au titre des méthodes passives, il est indiqué que celles-ci «ont un effet matériel et moral. Action matérielle : réduction de la production, détérioration de la qualité des produits, etc. Action

1. Voir Patrick Silberstein, «Ensemble, nous transformerons la vie de nos ennemis en enfer !», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 7, p. 82.

morale : perception par les occupants de l'insécurité, de l'isolement et de l'hostilité ».

Les modes d'action sont déclinés par métiers. « Si vous êtes un employé de bureau sous l'administration de la puissance occupante », « Si vous êtes médecin, pharmacien ou infirmière » etc. Au chapitre du sabotage, il est indiqué : « Le simple sabotage est plus qu'une simple malveillance. Le sabotage doit toujours consister en des actions qui auront pour conséquence de nuire aux ressources et aux moyens de subsistance de la force occupante. »

> « Les entrepôts, les casernes, les bureaux, les hôtels et les usines sont des cibles parfaites pour un simple sabotage. Elles sont extrêmement sensibles aux dommages, notamment par le feu. Et si elles sont endommagées, cela pose un problème relativement important pour l'occupant ».

Des conseils pratiques suivent. Par exemple, « il est facile de déclencher des incendies dans les pièces en sous-sol où il n'y a pas de témoins et où sont souvent entreposés des matériaux faciles à brûler (par exemple, de vieux meubles, des produits inflammables, etc.) ». Les possibilités de sabotage sont détaillées d'un point de technique selon les objectifs par exemple : transformateurs, turbines, transport ferroviaire, véhicules à moteur, etc.

UNE LISTE NON EXHAUSTIVE DES ACTIONS RECENSÉES

- 30 avril : Berdiansk, l'armée partisane de Berdiansk a déclaré : « Occupants russes et leurs collaborateurs, vous pensez avoir établi le contrôle de Berdiansk ? Vous n'avez aucune idée du piège à souris dans lequel vous êtes intervenu. Nous, l'armée partisane de Berdiansk, augmentons déjà nos forces et sommes prêts à sortir de l'ombre. »
- 25 avril : Kremenna, province de Lougansk, le conseil municipal et le poste de police ont été frappés par des explosions, faisant de nombreuses victimes.
- 26 avril : province de Kherson, 80 soldats auraient été tués.
- 28 avril : Akimovka, province de Zaporizhzhya, un pont ferroviaire a été détruit.
- 25 mai : des tracts sont apparus à Berdiansk, Tokmak, Melitopol, Velykiy Burluk : « Soldat russe, si vous ne voulez pas être un nazi du 21e siècle, alors quittez notre terre ! Sinon, le sort des soldats de Hitler et un tribunal de Nuremberg vous attendent ! »
- 17 mai : Melitopol, deux officiers sont tués.
- 18 mai : près de Melitopol, des voies ferrées sont détruites et un train militaire déraille.
- 18 mai : Melitopol, attaque à la grenade contre un poste de commandement militaire, suivie d'une fusillade.
- 22 mai : près de Melitopol, des stations radar ont été détruites.
- 22 mai : Energodar, province de Zaporizhzhya, tentative d'assassinat infructueuse contre le maire collaborationniste Andrii Shevchyk.
- 23 mai : à Melitopol, des voies ferrées sont endommagées et le transport d'une cargaison d'armes et de munitions est perturbé.
- 23 mai : une explosion a éclaté dimanche matin à Energodar, occupée par la Russie. Parmi les victimes se trouve Andriy Shevchyk, un protégé de l'administration d'occupation. L'explosion s'est produite sous le porche d'un immeuble de la rue Kurchatov, où vit la mère du chef autoproclamé d'Energodar, Shevchik. Les habitants signalent également des coups de fusils automatiques après l'explosion. En plus du maire, ses gardes du corps ont également été blessés. Tous les collaborateurs ont été hospitalisés avec des blessures plus ou moins graves.

■ 17 juin : dans Alushta occupée, des patriotes inconnus ont distribué des tracts disant : « Nous rendrons la Crimée et chaque parcelle de notre terre. » Le tract invitait également à ne pas oublier que la « Crimée est l'Ukraine » (photos à l'appui).

■ À Berdyansk, les occupants ne peuvent pas ouvrir les écoles et les jardins d'enfants faute de personnel, car les éducateurs ont refusé de coopérer avec eux. Malgré les pressions constantes, les intimidations et les menaces de l'ennemi, la grande majorité des enseignants d'aujourd'hui ont refusé de travailler pour les Russes. Ainsi, sur les 16 écoles maternelles opérant dans la ville, six chefs ont accepté de coopérer avec les occupants. Sur près de 800 employés des jardins d'enfants, 200 ont accepté de coopérer… Il convient également de noter que sur 85 employés du Département du travail et de la protection sociale du comité exécutif de Berdiansk, seuls cinq ont accepté de coopérer avec les Russes. Tous les autres ont refusé non seulement de coopérer. Comme nous l'avons écrit précédemment, c'est à cause du refus massif des Ukrainiens de coopérer que les Russes sont contraints d'amener sur place des travailleurs de Russie.

Le quotidien britannique *The Guardian,* revenant sur l'explosion à la voiture piégée, le lundi 30 mai à Melitopol (sous occupation russe), faisant deux blessés, constatait début juin que « les partisans ukrainiens dans les zones occupées du pays multiplient les attaques et les efforts de sabotage contre les forces russes et leurs collaborateurs locaux, les actions clandestines organisées semblant se répandre ».

20 JUIN 2022

LE SITE DU CENTRE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE (EN UKRAINIEN ET ANGLAIS)

DONBASS

L'ART D'UTILISER LA LANGUE DE BOIS DE LA BUREAUCRATIE RUSSE POUR ÉVITER L'ARMÉE

D'APRÈS UN FIL DE TWEETS DE KAMIL GALEEV

Ce ne sont pas les soldats réguliers russes qui portent le fardeau principal de la guerre dans l'est de l'Ukraine. Ce sont les troupes des États fantoches pro-russes de la République populaire de Donetsk (RPD) et de la République populaire de Lougansk (RPL). Or, récemment, des soldats des 105e et 107e régiments de la RPD ont refusé de se battre

Lorsque la Fédération de Russie a pris le contrôle de certaines parties des oblasts de Donetsk et de Lougansk, elle ne les a ni annexés ni réunis. Elle a créé deux États qui sont formellement (dans la rhétorique officielle russe) souverains et distincts. Cette décision s'est retournée contre la Russie avec le refus des combattants de la RPD de se rendre dans la République de Lougansk pour se battre.

Sur une vidéo, des combattants des 107e régiments de la RPD ont exprimé leur refus d'aller combattre en

usant d'astuces procédurales. Après avoir passé trois mois à se battre à Marioupol – où ils ont eu 40 % de pertes, selon leurs déclarations –, ils se plaignent que leurs commandants veulent les envoyer combattre dans la RPL, qui est, disent-ils, une «République complètement différente». [...]

Il serait erroné de considérer ces déclarations comme l'affirmation d'une certaine «identité de Donetsk» qui serait distincte de celle de Louhansk. La motivation de ces gars est claire : ils disent ouvertement qu'ils ne veulent pas être de la «chair à canon» et qu'ils sont des «non-mercenaires» (бессребренники), qui n'ont même pas reçu de solde pour avoir été envoyés combattre à Marioupol.

COMMENT ÉVITER D'ÊTRE DE LA CHAIR A CANON ?

Eh bien, en exploitant correctement la nature de l'État russe (et de ses marionnettes du Donetsk et de Lougansk). En effet, l'État russe n'est pas dirigé par des caprices personnels, mais plutôt par des procédures.

Tous les arguments utilisés par les soldats s'appuient sur les procédures réglementaires : «Nous sommes des citoyens de la République populaire de Donetsk envoyés dans une République complètement différente» ; «Ils nous ont classés comme "volontaires cosaques", ce que nous ne sommes pas» ; «Ils nous ont mobilisés sans nous avoir fait passer la visite médicale préalable obligatoire» ; «Ils veulent nous empêcher de porter plainte auprès de l'avocat militaire.»

Les combattants d'une autre unité, le 105e régiment d'infanterie de la RPD ont également enregistré en vidéo leur plainte. C'est encore mieux. Pour ceux qui comprennent le russe, ils peuvent profiter d'un magnifique exemple de «*kantselarit*» *(канцелярит)*[1], la langue de bois hyperformelle des paperasses bureaucratiques et que personne ne parle dans la vraie vie (sauf si vous voulez faire rire les gens)[2].

«Nous ne sommes pas des soldats. Nous étions des étudiants et des ouvriers de diverses entreprises qui ont été mobilisés de force dans l'armée de la RPD ; ils nous ont dit que nous ne ferions que maintenir l'ordre public dans les territoires «libérés» ou que nous nous tiendrons en troisième ligne de défense. Connerie. Ils nous ont envoyés attaquer Marioupol à leur place» ; «Ils veulent nous envoyer combattre dans la RPL. Mais nous sommes des citoyens de la RPD, pas de la RPL.»

Ironiquement, les nouvelles sur ces troubles dans l'armée de la RPD sont confirmées par l'ultranationaliste et militariste Evgeniy Mikhailov dans son journal en ligne[3].

Que nous apprend l'histoire de l'agitation dans l'armée de la République populaire de Donestk ? Eh bien, tout d'abord, beaucoup de membres de l'armée de la RPD ne veulent plus se battre. Ils ont été mobilisés de force et maintenant leur mécontentement a atteint le point où ils ont osé montrer une désobéissance ouverte. Le combat est trop risqué.

En fait, les combats peuvent être beaucoup plus risqués pour les troupes de la RPD que pour les soldats réguliers russes. Le gouvernement russe est beaucoup plus à l'aise de les utiliser comme chair à canon plutôt que d'utiliser les citoyens russes. Après tout, les victimes de la RPD et de la RPL ne sont même pas décomptées comme des victimes «russes».

1. Littéralement «employé de bureau», rond-de-cuir, bureaucrate.
2. https://twitter.com/i/status/1529589302593716224.
3. Ancien gouverneur de l'oblast de Pskov, ancien chef adjoint de l'administration présidentielle de Poutine et ancien ministre de la République populaire de Donetsk.

De ce fait, les autorités ont mobilisé à Donetsk tous ceux qu'ils ne pouvaient pas attraper dans la rue ou au travail, puis on les a envoyés attaquer les fortifications ukrainiennes. […]

Ça craint vraiment d'être une recrue de la RPD envoyée à l'assaut de l'Azovstal avec seulement un vieux fusil Mosinka de la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, ces recrues peuvent absolument essayer d'éviter d'être utilisées comme chair à canon si elles comprennent la nature du régime russe. Qui est très procédurier. Et même très très très procédurier.

Sur les trois branches des forces pro-russes combattant en Ukraine, l'armée russe est la plus procédurale, les troupes tchétchènes sont les moins procédurales, les armées de Donetsk et Lougansk étant passées du statut de «seigneurs de guerre sans règle» à celle de bureaucraties procédurières au fil des ans.

Comment pouvez-vous protester contre les décisions d'une bureaucratie ? En soulignant évidemment que les exigences réglementaires ne sont pas respectées ! […] Encore une fois, ces gars essaient de se battre contre les décisions procédurales par des moyens procéduraux. Les décisions de leurs commandants sont illégales et pourtant, elles sont tenues de respecter les procédures. Vous pouvez donc les contester. […]

Les conscrits de la RPD considèrent l'État russe comme une énorme machine, fonctionnant selon un algorithme qui peut absolument être piraté. Il suffit de ne pas protester ouvertement et de trouver des prétextes procéduraux pour ne pas suivre ses ordres. Essayez d'être créatif, ça marche !

INITIATIVE DE SOLIDARITÉ OLGA TARATUTA, 6 JUIN 2022

Version légèrement adaptée par la rédaction.

TROIS COMBATTANTS INTERNATIONAUX PRISONNIERS DE GUERRE CONDAMNÉS À MORT

HALYA COYNASH[1]

[…] Trois ressortissants étrangers – deux Britanniques (Shaun Pinner, 48 ans et Aiden Aslin, 28 ans) et un Marocain (Brahim Saadoun) – qui combattaient pour l'Ukraine à Marioupol ont été condamnés à mort par un «tribunal» de la République autoproclamé de Donetsk. Le 18 avril, Pinner et Aslin ont été montrés à la télévision d'État russe pour demander leur échange contre Viktor Medvedchuk, le politicien ukrainien pro-russe lié à Poutine, jugé en Ukraine pour trahison. Tout porte à croire que ces vidéos ont été réalisées sous la contrainte.

Avant l'invasion, les deux Britanniques vivaient en Ukraine avec leur conjointes ukrainiennes et servaient dans la marine ukrainienne au moment de l'attaque. On sait moins de choses sur Brahim Saadoun, si ce n'est qu'il servait, lui aussi, dans l'armée ukrainienne. Ces hommes sont donc des prisonniers de guerre et leur traduction devant un tribunal constitue une violation de la convention de Genève.

La Russie tente de présenter ces hommes comme des mercenaires, ce qu'ils ne sont pas, et répand des

1. Halya Coynash est membre du groupe de protection des droits humains de Kharkiv.

allégations selon lesquelles Pinner figurait sur une liste de personnes recherchées au Royaume-Uni.

L'agence RIA Novosti, contrôlée par l'État, a affirmé que les hommes avaient admis avoir mené des «actions visant à prendre le pouvoir par la violence» et qu'Aislin avait admis avoir «suivi une formation pour mener des activités terroristes». [...] Le «procès» s'étant déroulé à huis clos, devant un «tribunal» qu'aucun pays démocratique ne reconnaît, il n'y a aucune raison de croire que l'un de ces hommes aurait fait un quelconque «témoignage», sauf sous la contrainte. [...]

Le gouvernement britannique (espérons que son homologue marocain a fait de même) a protesté contre ces «condamnations», lesquelles peuvent faire l'objet d'un appel dans le mois qui suit la sentence.

S'il est, espérons-le, peu probable que la Russie persiste à prononcer ces «condamnations à mort», elles mettent en évidence le danger que courent tous les prisonniers de guerre et otages civils ukrainiens capturés par l'armée russe. Il y a en effet un précédent. [Les Républiques fantoches soumise à la Russie] ont condamné plusieurs prisonniers de guerre ukrainiens pour avoir défendu leur pays. Bohdan Pantyushenko, par exemple, a été condamné à dix-huit ans de prison et Volodymyr Voskoboinyk à trente ans.

Avant même l'invasion, il y avait au moins 300 prisonniers de guerre et otages civils ukrainiens détenus dans le Donbass occupé, mais le chiffre réel est probablement plus élevé. La plupart de ceux dont les condamnations sont connues ont été jugés à huit clos pour «espionnage», bien que la plupart d'entre eux ont probablement été arrêtés pour avoir simplement publié des messages pro-ukrainiens sur les médias sociaux. [...]

UKRAINE SOLIDARITY CAMPAIGN, 19 JUIN

«RAMENEZ NOS MARIS À LA MAISON»

Plus d'une douzaine de femmes de la République de Bouriatie (Fédération de Russie) ont adressé une vidéo à Alexei Tsydenov, le dirigeant de la Bouriatie, pour lui demander de «ramener leurs maris d'Ukraine»:
- «Nos maris souffrent de commotions cérébrales et sont physiquement et moralement épuisés.»
- «Tout le monde a peur et a ordre de se taire. Que la mort de chaque militaire dans cette guerre injuste pèse sur votre conscience.»

«Nous exigeons le retour de nos fils et de nos maris dans leur patrie», écrit Vera Partilkhaeva sur les réseaux sociaux, signifiant au dirigeant: «Avec votre consentement tacite, nos enfants sont assassinés!»

Selon elle, les épouses des soldats de la 5e brigade de chars à Tatsin ont participé à cette adresse alors qu'au moins 30 hommes de cette brigade ont été tués.

Katya Gritseva, dessin pour le projet en Ukraine «Organiser des mouvements sociaux», avec le soutien de la Fondation Rosa-Luxemburg.

LA PAROLE À L'ATELIER FÉMINISTE[1]

1. Feministytchna maïsternia
Les illustrations de l'Atelier féministe sont anonymes et sans titre.

NOTRE HISTOIRE

L'Atelier féministe a été créé en 2014. Il a été fondé par des militantes ayant à la fois une connaissance théorique du féminisme et une expérience pratique obtenue en participant à d'autres initiatives. Leur objectif était de créer un espace où il serait possible de faire des activités manuelles (broderie, tricot, cuisine) et de discuter du féminisme avec d'autres femmes. Aujourd'hui, nous sommes une organisation enregistrée qui travaille dans différentes directions clés afin de contribuer à de profonds changements sociaux. Comment en sommes-nous arrivées là ?

2014

Juin : « Atelier des femmes » au festival de Lviv « Atelier urbain ».

Octobre : nous obtenons un financement pour une année d'activités éducatives du Fonds pour les jeunes féministes FRIDA (depuis, nous l'avons obtenu chaque année jusqu'en 2021).

2015

Janvier : atelier « Qu'est-ce que le féminisme ? ».

8 mars : première campagne de rue à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes.

Février-décembre : projet éducatif « Éducation en matière de genre » qui comprenait dix conférences et expositions d'activistes ukrainiennes à Lviv.

2016

Avril : nous avons obtenu l'enregistrement de l'ONG Atelier féministe et le droit d'utiliser des termes féminins dans les statuts.

Printemps : nous avons créé un site web femwork.org au contenu féministe destiné aux jeunes.

Été : notre travail avec les adolescentes a commencé.

Hiver : nous sommes entrées dans le Top 3 des ONG de Lviv qui ont le plus de succès dans la mise en réseau.

2017

Février : première école d'activisme féministe (elle a également été organisée en 2018) .

Mars : notre première exposition « Femmes au travail ».

Été : nous avons commencé à collaborer avec des musiciens et à organiser des fêtes.

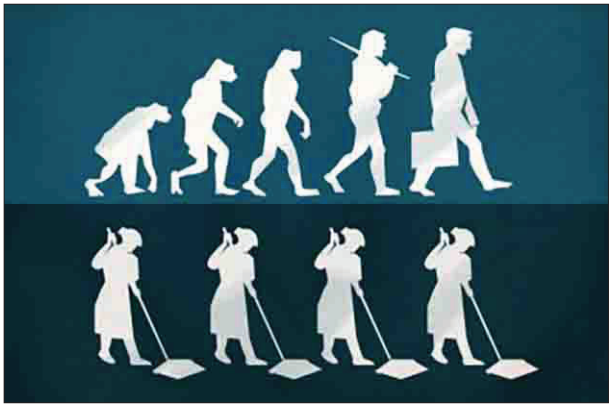
Été : nous avons commencé à réaliser des vidéos sur le féminisme.

Automne : nos premières formations sur les discriminations.

2018

Septembre : nous avons formé un programme d'activités dans le cadre du Bookforum (cela a également été fait en 2019) .

Janvier-décembre : pour la première fois, nous avons organisé la « Résidence de la solidarité », un



projet qui a réuni des féministes ukrainiennes et leur propose un espace pour collaborer et élaborer des savoirs et des produits.

2019

Printemps : projet antimilitariste (не) на часі (Pas le bon moment).

Mars : pour la première fois, nous avons mis en place un programme municipal d'événements féministes organisés pour le 8 Mars « Femmes en action » (promu en 2020 et 2021 comme le programme « Printemps féministe ») .

Été : série de conférences sur les femmes dans l'histoire de l'art « Art (Son) histoire » .

Automne : nous avons été présélectionnées pour le prix international « Avec et pour les filles ».

2020

Printemps : nous avons réformé notre structure organisationnelle avec des postes fonctionnels fixes. : école d'écriture féministe en ligne pour les activistes d'Ukraine et de la CEI.

Printemps : cours de militantisme en ligne pour les féministes de Lviv « FemMedia » .

Été : conférences vidéo sur les femmes dans l'histoire de la photographie « (Son) histoire de la photographie ».

2021

Printemps-automne : école de théorie féministe pour les activistes ukrainiens.

Été 2021-automne 2022 : programme de soutien aux jeunes initiatives féministes ukrainiennes.

NOS ACTIVITÉS

Depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, l'Atelier féministe a élargi la gamme de ses activités. La guerre à grande échelle n'a pas seulement aggravé les problèmes qui existaient déjà dans la société, elle a également ajouté de nouveaux défis et contraint les militantes à ouvrir nouveaux domaines de travail. Baby-sitting, aide au logement, soins aux personnes âgées, soutien psychologique à la communauté - même cette liste d'activités de l'organisation n'est pas exhaustive. Les militantes de l'Atelier féministe parlent de leurs nouveaux domaines de travail et de leurs stratégies de gestion du stress.

KATYA AIDE À L'HÉBERGEMENT

La journée de travail de Katya, militante de l'Atelier féministe, est généralement chaotique : lorsqu'elle allume son ordinateur portable ou prend son téléphone, elle ne sait jamais à quoi s'attendre, quels seront sa destination et ses objectifs pour la journée. Elle n'est pas bavarde lorsqu'il s'agit de se présenter : elle dit qu'elle est étudiante en sociologie à l'université de Lviv. Elle travaille à l'Atelier féministe depuis six mois, elle est responsable, elle aime travailler avec les jeunes et être informée de ce qui se passe. Lorsqu'on lui demande de parler du travail dans l'organisation, elle a beaucoup d'anecdotes et d'histoires à partager.

Aujourd'hui, la principale responsabilité de Katya au sein de l'Atelier féministe est de fournir aux gens un logement et de répondre à leurs besoins fondamentaux. Elle s'occupe des demandes de logement individuel et met actuellement en place un refuge

pour les militant·es d'autres régions d'Ukraine. Il n'est pas étonnant que ce soit Katya qui doive s'occuper de ce travail, dit-elle. Avant même la guerre, elle avait un petit commerce avec son petit ami : ensemble, tous les deux proposaient un appartement à louer à la journée. C'est ainsi qu'elle a acquis des compétences utiles pour son travail actuel : coordonner les processus, communiquer avec les locataires, gérer la bureaucratie.

Depuis le début de la guerre, elle héberge des personnes dans l'appartement de ses ami·es (qui étaient prêt·es à aider mais n'étaient pas prêt·es à gérer les problèmes d'organisation). Elle trouve des locataires en utilisant le bot Save UA.

> Avant la guerre, lorsque les gens venaient à Lviv pour des vacances, tous s'attendaient généralement à ce que l'appartement, bien que loué pour un jour ou deux, ressemble à leur propre maison. C'est pourquoi j'ai essayé de fournir tout le nécessaire, d'apporter de jolies petites choses, se souvient Katya, je suis en train d'appliquer ces mêmes principes dans le refuge dont je suis responsable. Il est désormais très important de se trouver dans un espace qui soit, au moins dans une certaine mesure, confortable et douillet.

C'est ainsi que des couvertures, de la vaisselle et des jeux pour enfants ont trouvé leur chemin vers le refuge temporaire pour personnes déplacées. Les locataires de l'appartement font également leur part, raconte l'activiste. Une petite fille de Zaporijia a reçu plusieurs paquets de lait concentré, mais n'en a pris qu'un seul pour elle, elle a laissé les autres pour les personnes qui vivront ici après elle. Les adultes qui ont emménagé plus tard ont acheté un

sac d'aspirateur. D'autres locataires avaient apporté un aiguiseur de couteaux.

«Ce sont des choses que les gens n'emporteront pas avec eux, mais qui sont nécessaires pour rendre l'appartement plus confortable. Il a fallu un mois et demi pour transformer un appartement à peine habitable en une maison bien équipée où les gens peuvent se sentir bien», ajoute Katya.

Pour élargir la portée de leur aide, l'Atelier féministe féministe et Katya ont ouvert FemApartment pour les activistes d'autres régions qui ont perdu leur logement à cause de l'invasion russe. L'abri est un appartement de trois pièces équipé de tout ce qui est nécessaire à une vie confortable. L'Atelier féministe offre un logement aux femmes désireuses d'aider les autres et de s'engager dans l'activisme. Outre le logement, l'organisation va les aider à mettre en œuvre leurs idées et leur donner la possibilité d'utiliser le bureau. Les militantes peuvent vivre gratuitement dans le refuge jusqu'à six mois, et dans des circonstances particulières, cette période peut être prolongée.

«FemApartment est un endroit où les femmes peuvent se détendre, se ressourcer psychologiquement et physiquement avant de reprendre le travail actif», ajoute Katya.

Ce n'est pas sans raison que les loisirs sont explicitement mentionnés dans les règles. L'étude de la recherche d'un logement a montré que, outre les conditions matérielles, le confort émotionnel est également important. Prenez, par exemple, le couple solitaire de Zaporizhia à qui Katya a récemment fourni un logement.

> Elle a 60 ans, lui 65 ans, tous deux subissaient des attaques [des Russes], se souvient la militante. Nous les avons rencontré·es et avons trouvé un logement pour quelques jours. La femme nous a raconté comment le couple a fait ses valises. Comment quarante ans peuvent-ils tenir dans une seule valise, a-t-elle demandé, et elle a montré plusieurs photos de femmes, quelques photos de leur mariage, et ses bijoux. Tous deux sont resté·es plusieurs jours, je les ai raccompagné·es à la voiture, et nous nous sommes promis·es de nous revoir après la guerre. C'était la première fois que j'entendais de telles histoires et que je réalisais à quel point il est difficile de fuir sa maison, de faire sa valise et de partir sans savoir si l'on pourra revenir.

En plus de ces initiatives, l'Atelier féministe travaille actuellement à la création d'un nouveau centre d'accueil pour les réfugiées et leurs enfants.

IVANKA ET LE BABY-SITTING

Ivanka a rejoint l'Atelier féministe il y a moins d'un mois. C'est sa deuxième guerre. Originaire de l'oblast de Louhansk, elle avait d'abord fui à Kharkiv, échappant à la guerre du Donbass. Maintenant, elle a déménagé à Lviv, car en 2022, Kharkiv a été attaquée.

Végétarienne convaincue ayant fait du stop à travers le monde, l'anarchiste, la féministe et la militante des

droits des animaux ne pouvait pas rester sans rien faire à Lviv. Ivanka a d'abord souffert de la culpabilité du survivant, et pour y faire face, elle a commencé à faire du bénévolat dès son évacuation vers une zone sûre : elle a trié l'aide humanitaire, fabriqué des filets de protection et servi de la nourriture aux gens à la gare. Lorsqu'elle s'est ressaisie, elle a compris quelle était sa force. «J'offrais des services gratuits de garde d'enfants aux femmes déplacées à l'intérieur du pays. Les premiers jours, lorsque j'étais volontaire pour la Croix-Rouge en tant que psychologue pour enfants, j'ai vu que de nombreuses mères étaient émotionnellement épuisées. Elles avaient besoin de quelqu'un·e pour lire des contes de fées aux enfants, pour les apaiser, pour changer leurs couches», explique Ivanka.

Pourquoi le baby-sitting? Déjà à Kharkiv, Ivanka était connue comme une «nounou progressiste qui roule à vélo rose». La militante a une formation d'enseignante, mais elle dit avoir acquis une certaine expérience du travail avec les enfants lorsqu'elle était elle-même encore enfant : elle était la petite-fille aînée qui aidait à distraire les enfants.

«Même en temps de paix, les mères ont constaté que leur vie tournait littéralement autour de leurs enfants : elles devaient toujours être proches d'eux, elles étaient obligées d'ignorer leurs propres besoins. Et puis, c'est devenu encore plus difficile. J'ai vu comment plusieurs familles cherchaient un logement avec un bébé dans les bras», se souvient Ivanka. Et ce n'est pas leur seul problème :

> Les femmes font la queue pour recevoir de l'aide humanitaire, effectuer les procédures d'enregistrement… C'est beaucoup plus facile à faire, quand quelqu'un peut s'occuper de l'enfant pendant quelques heures.

Le plus jeune bébé qu'Ivanka a gardé avait 7 mois, et le plus âgé avait 11 ans. L'activiste dit qu'elle garde surtout des enfants de moins de 10 ans, car ce sont les plus jeunes qui ont un besoin urgent de garde. Ivanka a récemment appris qu'en raison de la guerre, plus de 20 000 enseignants avaient fui le pays. C'est pourquoi elle ne se contente pas de garder les enfants, mais les aide aussi à maîtriser la lecture, l'écriture et les mathématiques.

«Je me rends compte que les personnes évacuées souffrent de stress post-traumatique. Les enfants peuvent avoir peur des bruits forts, avoir peur de quelque chose qui faisait auparavant partie de leur routine», explique Ivanka :

> Je comprends aussi que la méfiance des parents est un problème. À Kharkiv, j'avais une clientèle et je n'avais même pas besoin de rédiger un CV. Et ici, je dois repartir à zéro. Mais le fait que je fasse partie de l'Atelier féministe doit rassurer les parents. Cette plateforme est un gage de sécurité.

Ivanka emmène les enfants en promenade lorsque le temps le permet. Ils ou elles peuvent aussi rester à l'intérieur, soit à la maison, soit dans la salle spéciale de l'Atelier féministe. L'organisation a transformé une salle de bureau en une pièce adaptée au travail avec les enfants : il y a maintenant un projecteur pour les dessins animés, des livres de coloriage, des crayons, des aquarelles, tout ce qui est nécessaire au développement créatif des enfants. La capacité maximale de la salle est de dix enfants.

«Certaines personnes ont du mal à accepter de l'aide, je fais moi-même partie de ces personnes. Mais c'est tellement cool quand quelqu'un vous aide ! Tout le monde mérite de se reposer, et les mères ne font pas exception. Si la nounou garde un enfant pendant quelques heures, cela ne doit pas faire sousestimer les efforts de la mère et cela ne fait pas d'elle une mauvaise personne», ajoute Ivanka.

ANASTASIA-LYUBOV ET L'AIDE AUX MAMIES

Anastasia-Lyubov avoue que la sérénité fait partie de ses priorités. Et même si c'est difficile à trouver en temps de guerre en Ukraine, elle essaie de ne pas l'oublier. Le militantisme se renforce et s'épuise en même temps, dit-elle, «par rapport à l'année précédente, je me sens surénergisée, mais au cours de chaque journée, j'aspire à ne pas perdre toute mon énergie, car je sais qu'il me faudra beaucoup de temps pour me ressourcer. J'organise de courtes pauses: me parler à moi-même, regarder par la fenêtre, boire du thé en ne pensant pas au travail».

Anastasis-Lyubov ajoute que l'énergie que donne le militantisme dépend des tâches particulières et de votre attitude. C'est pourquoi, lorsqu'à la fin du mois de février, on a discuté des axes de travail qui pourraient être pertinents pour l'Atelier féministe, Anastasia-Lyubov a pensé aux grands-mères. Elle dit que la chaleur des mamies, dont elle a elle-même manqué dans son enfance, lui plaît beaucoup, et c'est pourquoi c'est un plaisir de travailler avec elles.

«C'était mon initiative. Les mamies font partie des populations vulnérables. La situation est difficile pour elles, même en temps de paix, et elle l'est encore plus aujourd'hui. J'ai donc pensé que ce serait formidable de leur fournir de la nourriture, de les aider à faire le ménage et de leur parler», ajoute-t-elle.

C'est à la fin du mois de mars que l'Atelier féministe a élaboré un plan d'investissement de volontaires détaillant la communication avec les femmes âgées. Anastasia-Lyubov et d'autres activistes ont alors livré les premiers paquets d'aide humanitaire. Ils ont contacté les mamies la veille: il était important de s'assurer quelle mamie avait besoin d'aide et vivait seule, et il fallait également les prévenir de la visite.

> Les mamies réagissent de différentes manières, rappelle l'activiste, certaines nous remercient et acceptent volontiers ce qu'on leur donne. D'autres commencent à se plaindre que l'État n'a pas fourni l'aide plus tôt, même si nous expliquons que nous ne sommes pas une institution d'État. Le troisième groupe dit qu'il n'a besoin de rien, mentionne les combattant, les réfugiés, les personnes qui en ont plus besoin, mais finit par accepter nos paquets.

Les militantes fournissent de la nourriture aux mamies, mais elles peuvent aussi les aider dans les tâches ménagères: elles peuvent préparer le dîner ou dépoussiérer les meubles. Lorsqu'elles partent, elles donnent toujours aux femmes âgées leurs coordonnées: les mamies peuvent les appeler si le besoin s'en fait sentir. «Notre programme de soutien aux mamies ne se limite pas à une aide matérielle. Nous fournissons également un soutien émotionnel», souligne Anastasia-Lyubov. Les activistes aspirent également à créer de bonnes relations de voisinage, pour aider les femmes âgées à se sentir en sécurité et au bon endroit. «Ce serait formidable si les grands-mères pouvaient trouver un terrain d'entente entre elles et avec les bénévoles. Ce n'est pas facile à réaliser, mais nous y travaillons. Ce serait formidable si les mamies pouvaient se lier d'amitié et se rendre visite», ajoute-t-elle.

Aujourd'hui, l'équipe de l'Atelier féministe continue de rassembler une base de contacts de mamies ayant besoin d'aide en contactant les responsables des coopératives d'habitation. Les activistes ont aussi récemment imprimé des affiches et les ont accrochées dans toute la ville.

«Parfois, les femmes qui ont besoin de notre aide n'utilisent pas de téléphone, c'est pourquoi nous demandons aux personnes qui peuvent connaître

ces mamies de les rediriger vers nous», précise Anastasia-Lyubov.

Les personnes désireuses de rejoindre l'initiative en tant que bénévoles peuvent contacter l'équipe. Aujourd'hui, non seulement les bénévoles se joignent aux activistes lors des visites aux mamies, mais elles contribuent également à la collecte de fonds. Les bénévoles sont des participantes importantes du travail avec les femmes âgées, c'est pourquoi l'Atelier féministe discute avec elles de leurs expériences passées et de leurs projets futurs.

KSENYA ET L'AIDE PSYCHOLOGIQUE

La blogueuse Ksenya a rejoint l'Atelier féministe en 2020. Elle explique qu'elle l'a fait car il est important pour elle de «promouvoir les valeurs d'horizontalité, d'inclusivité, de diversité et d'égalité» par tous les canaux possibles. La militante est désormais responsable de trois domaines de travail: elle crée du contenu pour les médias sociaux, organise des événements et communique avec les militants d'autres villes qui ont besoin du refuge. Elle coordonne également la fourniture d'une aide psychologique.

«Toutes mes responsabilités concernent les émotions et la psychologie, explique Ksenya. Je crois que je suis très douée pour identifier les besoins des gens et leur poser les bonnes questions. C'est d'autant plus important que nous devons tous garder le moral afin de nous rapprocher de la victoire. Et c'est vraiment difficile d'être constamment anxieux, de craindre pour sa vie, pour la vie de ses proches, pour l'avenir de son pays.»

L'un des moyens de faire face au stress est la réunion hebdomadaire d'un groupe de sensibilisation organisé par l'Atelier féministe. Les militantes l'appellent «Worshiping Lilith». Ksenya explique que ce format est né aux États-Unis dans les années 1960.

> Les femmes se réunissent dans un espace sûr en compagnie de dix personnes au maximum et discutent de sujets personnels qui sont en fait toujours politiques. Cela les aide à comprendre que leur expérience n'est pas, en fait, unique explique la militante. Elles discutent des discriminations et des violences dont elles souffrent. Non seulement vous avez la possibilité de comprendre que vous n'êtes pas à blâmer, que cela fait partie du système, mais vous êtes également inspirée pour transformer votre honte en colère ou en énergie que vous pourrez utiliser plus tard pour lutter contre la cause profonde du problème.

Ksenya se souvient d'une fille qui est venue à Lviv d'une autre ville pour visiter «Worshiping Lilith». Elle s'est sentie tellement à l'aise, elle a tellement aimé ça qu'elle a voulu revenir, peu importe ce que lui coûtait de venir à Lviv. Les femmes viennent à «Lilith» pour se détendre, dit Ksenya, pour avoir un espace où elles peuvent être elles-mêmes et discuter de sujets qui ne peuvent pas être abordés avec des amis ou des parents. L'Atelier féministe leur offre un espace sûr. Seuls les membres de la communauté ou leurs amies qui peuvent se porter garantes d'elles peuvent venir à la réunion. Il est important que toutes les participantes partagent les mêmes valeurs et respectent la confidentialité.

«Personne ne s'est vu refuser l'entrée, mais celles qui veulent se joindre à nous doivent comprendre que nous sommes le groupe de femmes et de personnes non binaires qui se sentent à l'aise dans l'espace où vivent les femmes», ajoute Ksenya.

Outre les projets à long terme visant à améliorer la santé mentale, elle est également responsable d'événements ponctuels. Elle organise des projections de films ukrainiens, des ateliers, etc. Parmi les événements récents, il y a eu des ateliers sur le *fast checking*

et les premiers secours dans les situations extrêmes. Ces événements aident les gens à se détendre, à réfléchir à des sujets importants, à changer d'orientation et à acquérir des connaissances utiles. Ils aident également Ksenya à prévenir l'épuisement professionnel.

«Lorsque je vois les résultats immédiats de mon activisme, cela me donne beaucoup d'énergie. Cependant, le militantisme fonctionne souvent avec des processus à long terme. Je vérifie constamment mon état mental pour ne pas me perdre : quand je comprends que j'ai besoin de repos, je fais une pause, j'essaie d'aborder les choses sous un angle différent, et alors ça va mieux», partage Ksenya.

Comme les militantes ont souvent besoin d'une aide psychologique professionnelle, l'Atelier féministe offre dix consultations à celles qui vivent dans le refuge. Ksenya est également chargée de leur trouver des thérapeutes.

L'activiste prévoit de poursuivre le combat sur le front psychologique. Elle affirme que pendant les crises, la situation des populations vulnérables s'aggrave, car tous leurs problèmes s'intensifient.

NASTIA ET LES ACTIVITÉS MÉDIATIQUES

L'Atelier féministe aspire à couvrir tous les problèmes qui se posaient avant la guerre et ceux qui sont apparus pendant l'invasion, en les examinant à travers le prisme féministe, explique la militante Nastia. Elle est responsable du travail médiatique depuis plusieurs années, et elle précise plus il y a d'informations, plus il est facile de se perdre.

«Il est important pour nous que pendant la guerre, les femmes ne soient pas exclues de la couverture médiatique, que leurs besoins et leur contribution à la future victoire soient évalués correctement, explique Nastia. Bien sûr, pour l'instant, les médias sont remplis d'histoires d'atrocités, de destruction et en général du niveau du moral des Ukrainien·nes. L'attention n'est pas focalisée. Nous voulons rendre chaque histoire visible.»

Pour contribuer à cet objectif, les activistes informent sur l'engagement des membres de la communauté de l'Atelier féministe qui accueillent les réfugié·es chez elles, cuisinent, aident à la frontière, fabriquent des filets de camouflage, s'engagent dans le volontariat médiatique.

Elles sont aidées par la communauté en ligne sur laquelle Nastia et d'autres collègues travaillent depuis un an. Les militantes ont compris que leur contenu devait être informatif et interactif. De cette façon, il fournit des informations et contribue en même temps à la création d'une communauté. Leur stratégie a porté ses fruits : en un an, le nombre d'abonnées a augmenté sur toutes leurs plateformes. Lorsque la guerre a éclaté, l'Atelier féministe disposait déjà d'une base d'abonnées actives : la communauté a rapidement répondu aux appels à participer aux nouveaux domaines de travail et de bénévolat.

«Par exemple, nous avons trouvé dans les réseaux sociaux 20 volontaires pour notre programme d'aide aux femmes âgées. Un post et un formulaire Google ont suffi, explique Nastia. Et lorsque nous annonçons un nouvel axe de travail, l'information est activement partagée.»

Pour l'instant, le contenu amusant et informatif s'est transformé en contenu plus pratique. Au lieu de publications sur les différents types de sexualité, les abonnées de l'Atelier féministe voient des posts sur des contacts avec des volontaires qui les aideront à se rendre dans les zones sûres depuis les zones dangereuses, ou des vidéos sur la menstruation et la santé reproductive pendant la guerre.

«Nos réseaux sociaux et notre site web nous permettent de discuter des problèmes qui sont particulièrement pertinents pendant la guerre : la violence, les femmes s'engageant dans les activités du pays etc. C'est important parce que ces sujets ne sont pas suffisamment couverts par les médias», explique la militante.

Dans l'Atelier féministe, il est toutefois entendu que le contenu utile et «sérieux» n'est pas tout ce dont les gens ont besoin aujourd'hui. Parfois, on a envie de se distraire et de s'amuser.

«C'est pourquoi nous créons également des contenus plus légers, explique Nastia, nos abonnées y sont habituées, car nous avons déjà publié de nombreux contenus amusants. C'est pourquoi maintenant, on peut aussi trouver des choses de ce genre sur nos pages. Nous continuons à créer une communauté en ligne avec une atmosphère amicale de soutien et d'aide.»

SASHA ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Le journal britannique *The Guardian,* le 4 avril, et la chaîne américaine CNN, le 13 avril, ont choisi de traiter un sujet féministe et se sont concentrés sur les problèmes des femmes en couvrant la guerre en Ukraine. Sasha, militante de l'Atelier féministe, leur a parlé du statut des femmes, de leur rôle dans la société ukrainienne et, plus particulièrement, pendant la guerre. Elle explique qu'il est lui difficile de se rappeler quand elle est devenue responsable de la communication avec les médias internationaux, mais les compétences qu'elle a acquises l'aident à faire ce travail avec succès.

«Je suis là où je dois être», dit-elle. Après quelques entretiens en anglais, «mes amies et connaissances étrangères m'ont écrit et m'ont dit que mes paroles leur avaient été utiles, qu'elles avaient appris quelque chose de nouveau, quelque chose à laquelle elles n'avaient jamais eu l'occasion de réfléchir, car je parlais du point de vue particulier de l'Atelier féministe». L'explication de Sasha sur son rôle est brève : la perspective féministe est absente des médias, c'est pourquoi lorsque la voix féministe se fait entendre, elle se distingue et reste dans les mémoires.

Il est important pour l'Atelier féministe de porter des voix de diverses activistes dans les médias, et une partie de la responsabilité de Sasha est de fournir une aide à d'autres personnes désireuses de communiquer avec les médias. Avant de se rendre à l'interview, les filles peuvent lui parler et obtenir des conseils.

Avant la guerre, Sasha était responsable de projets éducatifs et de la communication avec les organisations internationales. Elle en est convaincue : tous ces domaines de travail rendent L'Atelier féministe unique. Des activités particulières peuvent être copiées, mais on ne peut pas copier les approches du travail, les façons d'interagir les uns avec les autres.

«Ce que je fais n'est peut-être pas aussi fondamental que de travailler sur le logement ou la sécurité. Mais parmi tous les services offerts par d'autres organisations, nos activités apportent une touche d'originalité, estime-t-elle. Nous sommes une communauté unique avec des talents uniques dans des circonstances uniques. Même si nous sommes épuisées par la guerre, nous n'abandonnons pas.»

«L'Atelier féministe est actif depuis 2014. Son objectif principal est la création de l'espace qui permettrait à la communauté féministe de Lviv et d'Ukraine de se sentir en sécurité et de se développer davantage. Cependant, l'organisation répond également aux questions urgentes et aux nouveaux défis qui concernent la société.»

HORIZONTAL, OUVERT ET INCLUSIF : COMMENT NOUS APPLIQUONS NOS PRINCIPES À NOS ACTIVITÉS

Notre travail repose sur quatre grands principes. Il s'agit de l'horizontalité, de l'inclusivité, de l'engagement de nouveaux membres (femmes, personnes transgenres et intersexes), de l'approche participative, de la planification et du développement de projets. Comment mettons-nous en œuvre ces principes ?

Nos principes sont les principales pierres angulaires de notre travail, que nous utilisons lorsque nous cherchons de nouvelles façons d'agir dans un ordre social patriarcal, hiérarchique, discriminatoire et complexe. Chaque jour, nous remettons en question les normes et traditions établies, ainsi que nos propres habitudes, opinions et peurs. Alors que nous nous efforçons de construire un monde meilleur, chacune d'entre nous porte encore le signe de règles et de pratiques sociales dépassées. Cela signifie qu'aucune d'entre nous n'est l'incarnation vivante des idéaux pour lesquels nous nous battons. C'est pourquoi nous passons beaucoup de temps à autoréfléchir, à analyser nos privilèges, à évaluer nos actions et à nous améliorer. Ce processus est un aspect important de notre travail, car nous sommes responsables devant la communauté féministe, et l'amélioration de soi et les changements pour le mieux-vivre sont ce qui inspire notre travail.

Notre devise informelle «Unissons-nous et créons !» est une clé qui aide à comprendre comment nous appliquons nos principes. Nous n'essayons pas de faire de chaque cas un exemple parfait d'horizontalité ou d'inclusivité. Notre objectif principal est l'action collective, et nous cherchons à mettre en œuvre nos principes tout en agissant collectivement.

HORIZONTALITÉ

Tout d'abord, nous sommes une organisation de base, basée sur la communauté. Cela signifie qu'il n'y a pas de distinction claire entre «travailleuses» et «public cible». Nous sommes nous-mêmes le public cible, et les besoins des travailleuses sont tout aussi importants que ceux des bénévoles ou des participantes aux événements. Notre expérience nous aide à comprendre les besoins et les situations des groupes cibles. Les nouvelles jeunes féministes avec une nouvelle expérience et de nouvelles optiques qui viennent travailler avec nous tous les trimestres nous aident à combler le fossé entre le «public» et les «travailleuses».

De plus, comme nous comprenons à quel point les positions et les points de vue peuvent différer, nous menons également des recherches sur l'audience et impliquons un public plus large dans le processus de prise de décision lorsque nous avons les ressources pour le faire. Dans nos recherches, nous utilisons également une optique féministe, en préférant les entretiens et les questions ouvertes aux méthodes quantitatives et aux questions fermées.

Nous prenons des décisions de manière collégiale et en utilisant des méthodes consensuelles. Toute personne intéressée par le travail collectif participe au processus de prise de décision. La manière dont nous répartissons le travail confère à chaque membre une sphère de responsabilité à l'intérieur de laquelle chacune organise son travail et estime ses progrès. Il n'y a pas de cheffe qui nous dit ce que nous devons faire.

Lorsque quelqu'une a besoin d'aide, elle demande conseil à ses collègues. Malgré les efforts que nous faisons, des hiérarchies apparaissent toujours dans notre travail. C'est pourquoi, dans les processus de travail, nous essayons d'éviter cela et de partager les responsabilités, même avec des personnes qui ne le demandent pas ou ne l'attendent pas. Lorsque nous travaillons avec un public adolescent, nous mettons l'accent sur les besoins et l'engagement des participantes. Afin de protéger les adolescentes d'un abus de pouvoir potentiel de notre part, nous avons élaboré des politiques sur le travail avec elles et nous les appliquons actuellement.

Nous faisons également comprendre aux structures de pouvoir et aux donateurs que les féministes doivent jouer un rôle plus important dans les processus de décision, ainsi que dans l'allocation des ressources.

Lorsque l'occasion se présente, nous signalons également les cas qui n'impliquent pas suffisamment les féministes et proposons des modèles alternatifs de mise en œuvre des projets.

INCLUSIVITÉ

L'inclusion est un objectif mondial, et nous contribuons à le concrétiser, dans la mesure où nos ressources nous le permettent. Nous comprenons que nous ne pouvons pas rénover le bâtiment que nous louons pour nos bureaux, ni rendre les transports publics accessibles pour que tout le monde puisse venir à nos événements. Cependant, nous pouvons toujours analyser les demandes de notre public. Nous notons les demandes et les problèmes d'inclusion qu'il exprime et cherchons collégialement les moyens de les résoudre.

Nous suivons des cours, étudions d'autres expériences et partageons les connaissances nouvellement acquises avec nos collègues. Cette formation nous a permis de commencer à travailler sur la politique d'inclusion. Le principe de base de cette politique est qu'il n'existe pas de liste exhaustive des besoins des personnes qui sont aujourd'hui exclues. Il n'existe pas non plus de liste universelle de conseils. Une véritable inclusion doit découler de l'analyse de la situation d'un groupe particulier.

C'est la raison pour laquelle, lors de l'évaluation de notre travail et de la planification des projets futurs, nous essayons de prendre en compte toutes les circonstances de travail de chaque travailleuse. Rien ne doit être omis ou ignoré. Au contraire, nous voulons obtenir une évaluation et une description sincères des circonstances. Nous ne nous appuyons pas sur le modèle de travail universel qui imagine le travail comme celui de l'homme blanc hétéro cisgenre valide.

ENGAGEMENT DE NOUVEAUX MEMBRES (FEMMES, PERSONNES TRANSGENRES ET INTERSEXES)

Nous faisons beaucoup d'efforts pour encourager les nouvelles féministes à rejoindre notre organisation. Faire participer les gens à nos projets, leur confier des responsabilités professionnelles rémunérées est un instrument d'autonomisation et de juste répartition des ressources. L'expérience des jeunes féministes nous aide à améliorer notre programme et nos approches et à mettre en œuvre le principe «rien sur nous sans nous». Afin de mettre en œuvre ce principe, nous nous efforçons de travailler avec la communauté militante, ce qui se reflète dans notre théorie du changement. Les nouvelles arrivantes apprennent à nous connaître grâce à notre programme public (événements et contenu). Nous invitons les personnes désireuses de nous rejoindre dans

la communauté militante et leur offrons des possibilités de réseautage au sein du collectif. De temps en temps, nous organisons des écoles ou des événements qui fournissent aux féministes des outils.

Nous offrons également un soutien individualisé, en aidant les féministes à faire leurs premiers pas dans le bénévolat ou à mettre en œuvre leurs propres initiatives, à générer des idées et à les mettre en œuvre. Certaines de ces féministes nous rejoignent ensuite en tant que collaboratrices de l'Atelier féministe.

APPROCHE PARTICIPATIVE DE LA PLANIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

Lorsque de nouveaux membres nous rejoignent comme décrit dans le paragraphe ci-dessus, elles participent à la planification et à la détermination des priorités sur un pied d'égalité. Notre plan stratégique définit certaines frontières, nous obligeant à suivre des formats choisis et à mettre en œuvre des projets préalablement conçus, mais notre plan est flexible et nous permet de mettre en œuvre de nouvelles idées.

Chaque militante est en charge de son propre domaine de responsabilité, dans lequel elle peut mettre en œuvre des idées. Par exemple, si une créatrice de contenu démissionne, la nouvelle militante utilise le travail de sa prédécesseuse pour générer des idées et créer son propre contenu (qui est féministe au sens large). Cela motive les militantes et contribue à leur développement.

De nouvelles personnes lancent de nouveaux projets et proposent de nouvelles orientations pour les activités. Par exemple, le projet sur les normes de beauté et la positivité corporelle «Бути в тілі» («Être dans un corps») a été créé par Katya et Anka, deux diplômées de l'école d'activisme féministe. Yosh les a aidées à transformer le concept en projet et à maîtriser certains aspects de la rédaction de rapports et de la coordination du projet.

L'Atelier féministe a commencé à travailler avec les adolescentes en 2016, lorsque nous avons été rejointes par Martha et Sophia, qui s'intéressaient au public adolescent. Elles ont lancé notre premier camp urbain d'été pour les lycéennes. Et notre site web a été créé par Yulia. Elle a lancé ce site pour publier des contributions et devenir de l'un des premiers blogs féministes en ukrainien ciblant le public des jeunes.

Ainsi, nos activités reflètent de manière dynamique les besoins et les positions des différents membres de la communauté féministe.

UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE DE JEUNESSE

Comme vous l'avez peut-être remarqué, l'Atelier féministe a récemment créé un important contenu informatif en ligne - Instagram, Facebook, YouTube. Au cours de l'année écoulée, nous avons déployé beaucoup d'efforts pour travailler notre image en ligne. Cependant, derrière la façade brillante, il y a des pièges et des obstacles que nous devons surmonter. Nous aimerions partager certaines de nos réalisations et défis auxquels nous sommes confrontés en tant qu'organisation dirigée par des jeunes.

Commençons par les améliorations de l'année dernière.

- Nous avons élaboré une stratégie de communication. Il s'agit d'un document qui présente nos activités sur Internet. Chaque mot que vous lisez ou entendez sur nos canaux a sa raison d'être et contribue aux objectifs et à la mission de l'Atelier féministe.
- La création d'un espace pour le développement de la communauté féministe à Lviv et en Ukraine.
- Nous avons créé un *Brand book* et un guide de conception. Désormais, notre contenu reprend les couleurs de notre marque et les flux de médias sociaux et les annonces sont réalisés dans le même style.
- Nous avons commencé à publier régulièrement des contenus éducatifs sur notre Instagram. Désormais, nous diffusons des idées féministes, nous offrons la possibilité d'améliorer ses connaissances et nous formons la communauté sur un mode en ligne également. C'est notre réponse à la pandémie, car auparavant, nous avons consacré la plupart de nos efforts à travailler avec la communauté hors ligne.
- Nous avons commencé une coopération avec la production What If. Avec leur production, nous avons créé un cours magistral «Істор(ії) мистецтва» (Son histoire d'art) et plusieurs vidéos sur les bases du féminisme, les femmes dans la science et l'approche féministe dans différentes sphères. De nouvelles vidéos sur notre chaîne YouTube sont à venir.

Nous allons maintenant décrire les obstacles que nous avons dû surmonter dans notre travail. Pour rendre ce texte plus utile, nous avons combiné notre expérience avec la recherche «Youth Impact. Une boîte à outils sur le financement des organisations dirigées par des jeunes». Dans notre post, nous parlons de ce qui est commun à nous et à d'autres organisations de jeunesse du monde entier. Nous citons ci-dessous la recherche et l'étayons de notre propre expérience.

Besoins de financement. De nombreuses organisations, en particulier les plus petites et les plus informelles, ont du mal à remplir les conditions pour obtenir des fonds de donateurs. Les exigences les plus courantes incluent : enregistrement légal de l'organisation (souvent au moins depuis trois ans) ; des structures d'animation claires ; un compte bancaire ; un budget supérieur ou inférieur à un certain montant ; avoir déjà reçu un financement de donateurs ; des contrôles financiers appropriés ; audits financiers.

Notre organisation est officiellement enregistrée, possède un compte bancaire et nous avons déjà reçu des fonds de donateurs. Mais ce n'est pas comme si nous l'avions eu pour rien. En tant qu'organisation de jeunesse, notre personnel est composé de personnes n'ayant aucune expérience préalable des procédures bureaucratiques ou ayant une expérience qui a été contestée par des fonctionnaires. Par exemple, il nous a fallu plusieurs mois et les efforts de plusieurs personnes pour s'enregistrer comme organisation non gouvernementale. Étant pionnières dans ce domaine en Ukraine, nous ne pouvions pas nous tourner vers nos prédécesseurs pour chercher un exemple du statut d'organisation féministe. Plus tard, nous avons dû affronter plusieurs fois les autorités judiciaires afin de défendre notre droit d'utiliser des féminins dans nos statuts.

Nous ne remplissons pas toujours les autres critères. Nous consacrons beaucoup de temps à la création de la structure de gouvernance et des contrôles financiers «appropriés», même si ce travail n'a pas l'air impressionnant. Élaborer une politique financière ne semble pas être une réalisation importante, n'est-ce

pas ? Cela ne garantit pas non plus d'obtenir l'argent nécessaire pour une activité qui servirait les intérêts de la communauté.

Type de financement. Le type de financement offert par les donateurs est également un obstacle pour les organisations dirigées par des jeunes. Il est difficile pour elles de recevoir des fonds, et les subventions qu'elles reçoivent limitent souvent le montant pouvant être dépensé en frais de personnel et/ou d'administration (parfois seulement 10 à 20 %), ou encore les fonds ne peuvent être utilisés que pour un Investing in Youth Impact. Plus de la moitié des organisations de jeunesse à qui nous avons parlé estimaient qu'il y avait un manque fondamental de financement accessible pour les initiatives dirigées par des jeunes. Il est donc difficile pour le bénéficiaire de renforcer ses capacités au fil du temps et de développer ses activités.

Nous avons la chance de recevoir la majeure partie de notre financement de grands donateurs qui sont ouverts au changement. Cela nous a permis de développer l'organisation avec les personnes qui nous ont rejoints et de travailler sur des stratégies et des procédures. Cependant, les donateurs n'offrent pas de financement sur une base indéfinie. Maintenant, d'après notre expérience, presque tous les donateurs qui financent les domaines dans lesquels nous sommes engagés exigent des niveaux de structure de gouvernance et de reporting qui ne sont même pas proches du financement qu'ils sont prêts à offrir pour couvrir les travaux structurels et les rapports de travail.

Rédaction de propositions et compréhension du vocabulaire technique. De nombreuses organisations de jeunesse ont indiqué que la rédaction de leur proposition est le plus grand défi auquel elles sont confrontées lors de la collecte de fonds. Cela est souvent dû au langage technique utilisé dans les demandes de propositions (RFP) et qui est requis lors de la candidature. Ce qui est aggravé par le fait que de nombreuses organisations de jeunesse ne postulent pas dans leur langue maternelle. De plus, beaucoup ont du mal à comprendre le niveau d'informations qu'elles doivent fournir pour faire passer leur message sans abandonner leurs idées.

Le pays dans lequel nous vivons accorde peu de fonds au développement de la société civile. Développer un travail de jeunesse, de jeunes femmes et, en particulier, de féministes n'est pas sa priorité. C'est pourquoi la majorité des opportunités financières qui nous conviennent sont à gérer en anglais. Cela ajoute au temps passé à rédiger des demandes de subventions, réduit le niveau d'engagement dans la mise en œuvre des projets et réduit nos chances d'obtenir un financement. Le travail d'une organisation de jeunesse est vraiment compliqué et imprévisible, si l'on choisit de compter uniquement sur le financement des subventions. Pourtant, nous continuons à surmonter les obstacles et à chercher des façons de travailler. En fait, l'un des moyens de poursuivre notre travail est d'obtenir le soutien d'une communauté fidèle. Nous vous rappelons que nous recevons régulièrement de petits dons sur Patreon[1]. Vous pouvez également faire un don en transférant de l'argent sur notre compte bancaire.

LE SITE (ANGLAIS ET UKRAINIEN) DE *L'ATELIER FÉMINISTE*

Traductions Patrick Le Tréhondat

1. www.patreon.com/feministworkshop.

JUIN 2022

TROIS INITIATIVES DE L'ATELIER FÉMINISTE

Conférence « Semaine de la mode », créée par des femmes ukrainiennes

Où : centre MoloDvizh (31, rue Tchaïkovski, Lviv).

Que savez-vous de la mode ukrainienne et des créateur·trices qui en sont à l'origine ? Venez à la conférence et Sophie partagera les réalisations et l'influence des artistes nationaux sur les tendances mondiales. Dans la conférence, nous parlerons de la naissance de la mode professionnelle ukrainienne ; de la transformation des ethno-motifs en couture ; de comment les événements politiques ukrainiens ont influencé les tendances de la mode dans le monde ; d'une nouvelle approche du segment de la mode.

Conférencière : Sophie Potocka, féministe radicale et créatrice de contenus, qui partage sa vie militante et son art sur son blog.

Discussion « Le sexisme dans la littérature »

Où : centre MoloDvizh (31, rue Tchaïkovski, Lviv).

Si vous avez été au moins une fois exasperée par un livre où les femmes étaient dépeintes de la manière la plus stéréotypée possible, bienvenue au club. Le féminisme deviendra-t-il enfin une tendance dans la littérature ukrainienne ? Venez découvrir Iryna Grabovska, qui est une écrivaine et blogueuse ukrainienne. Autrice de la série « steampunk Leoburg », qui se compose de *The Last Abode of Rebellion,* qui figurait dans la longue liste des Books of the Year BBC 2020 et de *The Last War of Empires*.

Svitlana Panchuk est blogueuse, poétesse et féministe. Elle est critique littéraire sur sa chaîne de télégrammes. Dans la discussion, elle nous dira que faire avec la littérature classique misogyne : lire, étudier ou oublier ? Regardons comment les images des femmes évoluent dans la littérature ukrainienne moderne.

Ouverture d'un refuge à Lviv pour les enfants et les femmes touché·es par la guerre

Le refuge a commencé à fonctionner le 1er juin. Notre refuge est une maison de trois étages dans le centre-ville, où il y a tout ce dont vous avez besoin pour un séjour confortable. Au rez-de-chaussée, il y a une cuisine et une salle de discussions/travail/thérapie. Au premier étage, chambres et douches ; il y a des chambres pour deux, quatre et six lits (superposés). Au deuxième se trouve une salle de repos et de jeux pour les enfants.

L'hébergement est gratuit et de longue durée (de deux semaines à six mois). On peut s'y installer avec des animaux domestiques.

Les administratrices sont présentes au refuge, qui se ferons un plaisir d'aider les résidentes à résoudre les problèmes domestiques et autres.

Lors de l'installation, il est nécessaire de fournir une attestation de personne déplacée, de lire le règlement intérieur du refuge et de remplir un formulaire d'inscription.

Refuge uniquement pour femmes et enfants. Les hommes peuvent venir rendre visite aux heures prévues.

PRISES DE POSITION

CONVOI SYNDICAL DE SOLIDARITÉ

ROMAIN DESCOTTES[1]

Le convoi intersyndical rassemblant l'ensemble des organisations syndicales françaises – CFE-CGC, UNSA, CFDT, CGT, FO, Solidaires, FSU et CFTC – fait son premier départ ! Deux camionnettes ont été offertes par la direction de Renault, à la suite des demandes unies des équipes syndicales présentes au sein de l'entreprise. Les camionnettes, acheminées en Ukraine par les syndicalistes de France, seront remises aux organisations syndicales ukrainiennes KPVU et FPU. Elles serviront notamment à la distribution des biens entre les différents centres d'accueil mis à disposition des réfugié·es intérieur·es du pays par les syndicats ukrainiens.

C'est le premier départ d'une démarche de solidarité qui continuera dès le mois de juillet avec un train – en cours d'affrètement – qui acheminera nourriture, produits d'hygiène, médicaments, vêtements, matériel électroménager et de couchage. Ce train, mis à disposition par la SNCF sur demande de l'intersyndicale d'entreprise, partira de Villeneuve-Saint-Georges en direction de la frontière entre la Roumanie et l'Ukraine.

Les syndicalistes ukrainien·nes, engagé·es sur les fronts militaires et au sein de la défense territoriale, aux côtés des travailleuses et travailleurs qui affrontent le cynisme néolibéral de leur gouvernement, s'emploient aussi à apporter leur soutien aux populations déplacées. La solidarité à leur égard, plus qu'une impérieuse nécessité, est une condition essentielle à la construction d'alternatives progressistes et émancipatrices, en Ukraine comme ailleurs.

En France, des centaines de syndicats et de syndicalistes ont déjà contribué financièrement à cette collecte et des dons directs ont été obtenus par des équipes syndicales dans les entreprises. Ils et elles répondent présent·es à l'appel d'un internationalisme en actes.

1. Romain Descottes est membre des Brigades éditoriales de solidarité.

UNE GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE

ENTRETIEN AVEC VLADYSLAV STARODUBTSEV[1]

La guerre s'est déplacée vers le Donbass. Que signifie ce changement dans le déroulement de la guerre? Comment cela change-t-il l'expérience quotidienne de la guerre? Et à quel genre de changements futurs vous attendez-vous?

En termes d'expérience quotidienne, tout dépend de la région. À Kyiv, c'est un soulagement bienvenu, car nous ne sommes pas assiégés. Les cadavres, les voitures et les chars détruits ont disparu, le sang a été nettoyé. C'est devenu plus proche de la vie normale. Vous avez parfois des tirs de roquettes, bien sûr, mais c'est devenu plus paisible. Dans certaines villes, les forces russes avancent, et d'autres villes ont été libérées. Il y a donc beaucoup de différences. Ce changement a-t-il été une surprise pour les Ukrainiens? Je ne le pense pas. Avant la guerre, tout le monde s'attendait à ce que quelque chose comme une nouvelle invasion du Donbass puisse commencer. Personne ne s'attendait à un geste aussi extrême sur Kyiv. Il s'agit donc plutôt d'un retour à une stratégie russe «logique et rationnelle». Dans un sens, cela vous rend plus calme et rend l'avenir plus prévisible.

Mais d'un autre côté, c'est dangereux car cela suggère que le commandement russe a commencé à comprendre ce qu'il fait et à réfléchir à ses opérations de manière plus rationnelle. Et la situation au Donbass est difficile pour l'armée ukrainienne. Rien ne garantit que les Ukrainiens vont gagner, le rapport de force est toujours 50/50.

Et les nombreux avantages technologiques et d'armement sont du côté russe. [Les Russes] n'ont aucun problème d'approvisionnement lorsqu'ils sont dans le Donbass, ils peuvent utiliser plus librement leur soutien aérien et leur artillerie. Cela ne serait pas possible s'ils continuaient à pousser vers la capitale, ils auraient besoin de nombreux convois d'approvisionnement pour l'armée et l'artillerie. Ils auraient besoin de beaucoup d'opérations aériennes et de capturer des aérodromes. Tout cela rendrait l'armée russe plus vulnérable. Mais dans le Donbass, c'est comme la Première Guerre mondiale plus les drones et les armes modernes.

Compte tenu de l'assaut sur Odessa, vous attendez-vous à une invasion russe de la Transnistrie? Et plus largement, pensez-vous que la guerre pourrait s'étendre et s'intensifier au niveau international?

Depuis le 24 février, j'essaie de ne pas faire de prédictions!

D'accord! Lors de manifestations au Royaume-Uni, certains ont appelé à la création d'une zone d'exclusion aérienne. Que pensez-vous de cela?

Je suis plutôt indifférent à la question d'une zone d'exclusion aérienne. Je pense que pour la plupart de nos camarades, c'est une demande complètement irréaliste. L'Ouest ne le fera pas, alors pourquoi en discuter? Elle a été soutenue par une majorité de la population ukrainienne en raison de la peur des bombardements et des frappes aériennes. Et c'est là une peur tout à fait rationnelle.

1. Vladyslav Starodubtsev est membre de l'organisation Sotsialniy Rukh en Ukraine. Il est interviewé par Tom Harris *(Workers' Liberty)*.

La Russie dit qu'elle va intensifier militairement ses attaques et viser y compris les convois d'aide militaire, donc une escalade est possible, indépendamment de ce que fera l'OTAN. Nous ne pouvons pas vraiment faire de prédictions. Je pense qu'une zone d'exclusion aérienne n'est pas réaliste et qu'il s'agirait d'une situation à haut risque et à faible récompense.

Il est beaucoup plus judicieux d'*exiger simplement plus d'armes pour l'Ukraine*. C'est plus efficace et moins risqué. Bien sûr, cela reste une exigence qui pourrait conduire à une escalade, mais tout pourrait conduire à une escalade, sauf nous rendre et dire : « Faisons tout ce que dit le Kremlin et laissons-les exterminer la population ukrainienne. » Cela éviterait probablement l'escalade… pour l'instant, en tout cas !

Non seulement les gouvernements occidentaux refusent de mettre en place une zone d'exclusion aérienne, mais ils ne mettent pas non plus en œuvre des actions raisonnables qui pourraient réellement aider l'Ukraine. *L'armée ukrainienne est toujours sous-approvisionnée, toujours à court d'armes.*

Et pour ce qui est des sanctions ? La Russie a une monnaie plus stable maintenant qu'avant la guerre. Bien sûr, ils ont utilisé l'intervention de l'État pour la sauver. Mais cela montre que les sanctions n'ont pas fait grand-chose en pratique. Nous devrions faire pression pour des sanctions sur le gaz, le carburant, les banques et la monnaie, etc. Je pense que les seules sanctions qui ont été efficaces concernent les équipements de haute technologie, ce qui a créé des défis pour la conception et la fabrication d'armes en Russie. Mais cela n'a pas suffi à arrêter la machine de guerre. Ils achètent toujours l'équipement, les instruments et les matériaux nécessaires à la fabrication de leurs armes. Ils ont une économie qui fonctionne.

Je pense donc que c'est de cela que nous devrions discuter, plutôt que de débattre de la question de savoir si nous pouvons forcer l'OTAN à intervenir ou non. Si l'Occident voulait aider, il le pourrait, il y a de nombreuses façons, mais en pratique, les capitalistes occidentaux ne trouvent pas intéressant de faire passer ces demandes.

En Grande-Bretagne, lorsque nous lançons le slogan « Armez l'Ukraine », beaucoup de gens disent : « L'Occident n'arme-t-il pas déjà l'Ukraine ? »

De nombreuses armes n'ont pas été données mais *vendues.* Et elles ont été vendues à un pourcentage supérieur à leur coût normal, ce qui est un problème pour notre économie. Et il n'y en a *pas assez.* Ce n'est pas comme l'image de relations publiques qu'ils aiment projeter, où chaque Ukrainien a deux missiles antichars Javelin dans son jardin !

La vérité est que l'armée russe est bien mieux armée. Nous n'avons pas assez d'obus d'artillerie. Les Russes peuvent tirer 50 barrages, et nous ne pouvons en renvoyer que quatre ou cinq. Il y a une quantité très déséquilibrée d'équipements et de fournitures militaires entre les deux côtés. C'est une question qui devrait être abordée et faire l'objet d'une campagne.

Un projet de loi sur le crédit-bail a été adopté aux États-Unis, probablement le plus grand geste que les gouvernements occidentaux aient fait pour nous. Elle permettra d'envoyer une aide militaire importante à l'Ukraine. Mais le *temps* est un facteur : elle n'arrivera qu'au milieu de l'été. Et c'est *encore insuffisant.* Nous n'avons pas seulement besoin d'armes, nous avons besoin qu'elles soient données à temps, que nous soyons formés à leur utilisation et qu'elles soient en quantité suffisante pour combattre la deuxième plus grande armée du monde.

Les États-Unis ont un budget militaire énorme et ils nous donnent encore des armes anciennes. Avec ce budget, pourquoi nous donnent-ils des armes qui ont été fabriquées il y a vingt ans ? *Vous voulez un bon*

moyen de démilitariser l'Europe et les USA? Facile, il suffit de les donner à l'Ukraine!

La guerre s'annonce beaucoup plus longue que prévu. Sotsialniy Rukh le dit pour argumnter au sujet du type d'Ukraine qui devrait être reconstruite après la guerre. Qu'en dites-vous, alors que la guerre actuelle se poursuit?

Nous ne savons pas combien de temps la guerre va durer, mais la discussion est déjà en cours. Les gens ont toujours besoin d'emplois, d'un endroit où vivre, de services sociaux. Nous faisons campagne pour *commencer à reconstruire maintenant, même sous les tirs de roquette.* Et il est important que la gauche se fasse entendre dans cette discussion, car il y a des gens qui veulent reconstruire le pays sur une base de droite, pro-marché. Il y a une bataille d'idées et de visions sur ce que devrait être la reconstruction.

Même lorsque la guerre est en cours, les gens ont besoin de dépenses sociales, ils ont besoin de nourriture, ils ont besoin de logements sociaux. Ils ont besoin d'un revenu de base universel, car tout le monde perd son emploi. Nous avons besoin de l'intervention de l'État pour garantir les emplois, les soins de santé et l'éducation. Avec le libre marché, cela n'adviendra pas.

Après la guerre, il faudra de gros investissements dans les régions libérées, surtout si l'Ukraine libère des territoires comme le Donbass ou la Crimée qui ne sont pas attractifs pour les investisseurs.

Nous devons avoir ces discussions *maintenant,* sinon la reconstruction se fera dans l'intérêt de l'oligarchie et des grandes entreprises.

Comment la guerre a-t-elle changé l'action politique de Sotsialniy Rukh?

Je pense que *la guerre nous a révolutionnés,* ainsi que toutes les organisations en Ukraine. C'était comme une montée d'adrénaline, un changement d'époque pour la société ukrainienne. Nous avons beaucoup de choses à faire et si nous ne les faisons pas, la gauche sera détruite.

Lorsque la guerre a commencé, nous avons d'abord organisé des réunions quotidiennes pour discuter de l'endroit où nous étions et de ce que nous faisions. Puis, au fil du temps, elles se sont concentrées sur les tâches à accomplir dans les jours suivants. Nous étions tous très mobilisés, très efficaces.

Et une fois que l'adrénaline de la guerre a commencé à retomber, nous avons pu maintenir cette nouvelle structure et ces nouvelles méthodes de travail. *Nous sommes beaucoup plus efficaces aujourd'hui parce que nous avons eu cette expérience du début de la guerre qui nous a permis de faire ce qui était nécessaire et urgent.* Cela a été utile pour notre travail.

Avant la guerre, nous faisions campagne pour la nationalisation de l'énergie, contre l'augmentation des prix des transports publics à Kyiv, des petites campagnes comme celles-ci. Après la guerre, nous avons beaucoup diversifié notre travail. *Certains membres de notre organisation avaient rejoint l'armée,* nous les avons donc soutenus en leur fournissant du matériel et des fournitures médicales. Certains de nos membres ont commencé à faire du *travail humanitaire.* C'est une expérience totalement nouvelle pour nous, que nous ne faisions pas avant la guerre. Nous avons dû réfléchir à la manière de l'organiser, de collecter de l'argent, de transporter des marchandises, etc.

Lorsque la guerre a commencé, il y a eu des restrictions légales sur les activités de protestation. Nous avons dû nous adapter pour faire avancer notre programme en faveur des droits des travailleurs et du socialisme en temps de guerre. Nous avons créé des initiatives de consultation légale et de résistance passive, parce que nous ne pouvions pas organiser de

grèves et de manifestations. Nous avons essayé de penser de manière créative.

Nous avons établi une liste noire des employeurs qui utilisent la guerre pour attaquer les droits des travailleurs. Nous avons demandé aux travailleurs d'écrire une lettre ouverte aux patrons. Nous avons lancé des campagnes médiatiques contre les patrons qui tentaient de saper les droits des travailleurs ou les conditions de travail sans raison valable. Les *consultations juridiques* étaient importantes car certains employeurs ne peuvent s'empêcher de faire des choses illégales, même s'ils ont toutes les lois en leur faveur ! Nous aidons les travailleurs à aller en justice pour contester les décisions et obtenir une indemnisation.

Notre travail international s'est complètement transformé. Avant la guerre, nous étions en contact avec la campagne de solidarité avec l'Ukraine et un peu avec Die Linke. Après le début de la guerre, nous avons tendu la main *à tous ceux qui pouvaient nous aider.* Avant la guerre, nous étions très centrés sur l'Ukraine et, au niveau international, nous étions centrés sur l'Allemagne. Mais maintenant, des gens du monde entier soutiennent notre campagne contre la dette et notre lutte. Auparavant, peu d'entre nous avaient l'expérience de travailler avec autant de contacts internationaux, mais maintenant c'est devenu une partie très importante de notre travail.

Quand et comment t'es-tu investi dans Sotsialniy Rukh et quel est ton rôle au sein de l'organisation ?

J'ai commencé à militer avec l'organisation il y a quelques années. Ma première action a été une manifestation de cheminots contre la privatisation des chemins de fer ukrainiens. Il s'agissait d'une réforme néolibérale, antitravailleurs et antisociale. Heureusement, cette réforme ne s'est pas déroulée comme prévu pour le gouvernement. Si cela avait été le cas, les évacuations ferroviaires pendant la guerre auraient été impossibles. C'était un bon début !

J'ai rencontré Sotsialniy Rukh complètement par hasard, via un rendez-vous sur Tinder avec un membre. Nous avons participé aux grèves des mineurs à Kryvi Rivh et aux campagnes pour des hausses de salaires des travailleurs de la santé, organisé des événements et nous nous sommes impliqués davantage dans les discussions idéologiques de Sotsialniy Rukh.

Je suis devenu le plus jeune membre du comité exécutif de l'organisation[1]. Il s'agit d'une organisation à direction collective. Pour le moment, mon travail principal porte sur la campagne d'annulation de la dette.

Sotsialniy Rukh est-elle une organisation politiquement homogène ou est-elle assez variée et y a-t-il des débats ou des divergences d'opinions particulièrement importants au sein de Sotsialniy Rukh ?

Je pense que nous avons beaucoup de désaccords semblables à ceux que l'on peut avoir dans la gauche occidentale. Certains sont plus influencés par la gauche occidentale ; ils veulent parler davantage de l'expansion de l'OTAN. D'autres pensent que cette discussion est très coloniale et occidentalo-centrée et que nous devrions produire nos propres récits ukrainiens. Cette discussion est assez importante dans notre organisation. En général, les débats opposent la vieille gauche trotskiste à la nouvelle gauche de l'organisation, plus démocratique, socialiste ou anarchiste. En général, je dirais

1. La Rada de Sotsialnyi Rukh a été élue en 2021.

que nous sommes plus unis que la plupart des organisations de gauche !

Nous avons en fait un accord total sur les questions principales. *Nous sommes d'accord sur la guerre, nous voulons tous le socialisme, nous sommes tous pro-ukrainiens.*

En général, lorsque nous sommes en désaccord, c'est sur des sujets moins importants. Et même s'il y a beaucoup d'arguments et de discussion, ils ne se recoupent pas toujours de la même manière sur toutes les questions. Parfois, différents trotskistes et différents socialistes démocratiques seront en désaccord les uns avec les autres sur une chose et d'accord sur une autre. *Et ces désaccords ont tendance à être plus pratiques qu'idéologiques.*

Lors de la conférence de Lviv, vous avez discuté de la façon dont un grand nombre de partis « socialistes » en Ukraine ne sont en fait que des conservateurs qui s'adonnent à la nostalgie de l'URSS. Existe-t-il d'autres organisations de gauche en Ukraine qui soient plus authentiques et plus saines ? Avez-vous des liens avec d'autres organisations de gauche en Ukraine que vous considérez comme valables ?

Nous sommes la plus grande organisation de gauche en Ukraine… Et nous ne sommes pas si grands ! L'autre gauche est très petite. Il faut d'abord comprendre cela.

Nous avons des contacts avec toutes les organisations de gauche qui existent dans le pays et qui ont une position pro-ukrainienne et non pas nationaliste russe.

La plupart du temps, nous travaillons avec des organisations qui promeuvent et défendent les droits des travailleurs, même dans une optique de gauche ou de social-libéralisme. Par exemple, nous avons des liens avec la Plate-forme sociale-démocrate proche de partis comme le SPD. Ils ne sont pas particulièrement dans la tradition de la gauche radicale ou de la gauche anticapitaliste. Mais nous travaillons avec eux sur certaines questions où nos points de vue convergent.

Il en va de même pour les anarchistes. Nous travaillons avec toutes les organisations anarchistes qui font du travail pratique. Par exemple, nous avons des liens avec l'organisation féministe Bilkis et avec la résistance anarchiste qui se bat dans l'armée en ce moment. Nous travaillons avec l'opération Solidarité.

En dehors de cela, il n'y a pas vraiment d'organisations politiques de gauche, c'est désolant !

Nous travaillons également avec des groupes de réflexion de gauche, des groupes écologiques, des organisations de défense des droits de l'homme, des groupes comme Ecodia ou Fridays for Future. Les ONG qui poursuivent la démocratisation, la lutte contre le changement climatique, la transparence, etc. sont généralement nos amis les plus proches dans la campagne pour une société plus sociale, écologique et démocratique.

Nous nous rejoignons sur les questions pratiques, même si nous sommes en désaccord sur le plan idéologique. Et de cette manière, *je pense que nous poussons la société civile ukrainienne vers la gauche.*

Lors d'une réunion de la Campagne de solidarité avec l'Ukraine récemment, vous avez comparé l'invasion russe de l'Ukraine à plusieurs autres conflits géopolitiques : La Palestine, le Kurdistan, la répression française en Algérie. Que tirez-vous de ces comparaisons ?

Pour moi, la comparaison avec l'Algérie est très frappante. La France avait une mentalité coloniale, considérant l'Algérie comme une partie de la France, comme étant logiquement son territoire, sa sphère d'influence. Et une partie de la gauche française a soutenu cela ! Ils ont dit : « D'accord, oui, c'est le territoire de la France, nous nous moquons d'être

à gauche, la France doit être soutenue pour des raisons géopolitiques. » Des gens de gauche comme Guy Mollet ou François Mitterrand disaient exactement la même chose. Et il y a un clivage similaire dans la gauche en ce moment. Il y a beaucoup de soutien au nationalisme russe dans la gauche occidentale, comme au sein du Parti communiste portugais ou du *Morning Star*[1], qui prétend ne pas soutenir l'invasion mais qui la soutient bel et bien quand on lit entre les lignes.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une guerre entre États se disputant une position géopolitique. Comme en Algérie, c'est aussi *une guerre décoloniale de libération nationale*[2]. Non seulement nous défendons notre pays contre l'occupation et le meurtre, mais nous rompons avec la tradition du colonisateur qui nous a occupés pendant des centaines d'années. Avant 2014 et le Maïdan, l'Ukraine était un pays très centré sur la Russie. Le pays était conçu pour servir la Russie et les Russes plutôt que la population ukrainienne. C'est vrai pour toutes sortes de pays colonisés – conçus au nom des colonisateurs, économiquement, politiquement, culturellement et nationalement. Il y a donc des comparaisons avec ce que faisaient les Algériens pour essayer de se débarrasser de l'influence française.

Il y a aussi des similitudes avec la lutte kurde. La Turquie utilise la même rhétorique que la Russie. Elle ne parle pas de guerre mais d'une « opération spéciale ». Elle affirme qu'il n'existe pas de nation telle que le Kurdistan, que les Kurdes n'ont pas de droits civils ou de droits sur leurs terres, ou que tous les Kurdes sont des terroristes, tout comme tous les Ukrainiens sont des nazis. C'est le même discours et la même justification, mais appliqués à un autre endroit. C'est la même chose avec Israël et la Palestine – les colonisateurs pensent de la même manière. Israël ne s'est pas prononcé fermement contre l'invasion russe : il y a eu une réunion diplomatique entre le ministre russe des affaires étrangères Sergei Lavrov et des responsables israéliens, il leur a dit que l'Ukraine était comme la Palestine. Pour une fois dans sa vie, il disait la vérité ! C'est une situation similaire. Israël le comprend et se sent plus proche de la partie russe de l'histoire.

Je pense qu'ils veulent ménager la Russie parce qu'ils ont leurs propres arrangements avec elle en Syrie et qu'ils ne veulent rien dire qui puisse bouleverser la donne.

Ils utilisent des arguments similaires à ceux de la Russie, donc ils ne veulent pas les critiquer. Comment peuvent-ils avancer des arguments sur ce que fait la Russie qui ne s'appliqueraient pas également à ce qu'ils font en Palestine ?

La Russie et ses sympathisants de la gauche occidentale font grand cas de la discrimination à l'encontre des russophones. Estimes-tu qu'il y a quelque chose de réactionnaire dans la façon dont le gouvernement a abordé la langue russe et les droits des russophones ? Ou est-ce que tout cela n'est que de la propagande du Kremlin ?

Je vais parler de mon point de vue ; je ne vais pas essayer de parler au nom de Sotsialniy Rukh car nous avons des points de vue différents.

Je dirais qu'en Ukraine, il existe une certaine discrimination à l'encontre de la langue russe, pas par le biais de la loi, mais surtout à cause de certains militants de base. Ils se rendent dans le Donbass et dans les zones russophones et reprochent aux gens

1. Journal du PC de Grande-Bretagne.
2. NdT : nous aurions pu traduire par « anticoloniale » sans altérer le sens, mais tel est bien le terme anglais employé ici, notre camarade s'appropriant les mots anglais de la gauche internationale.

de mal prononcer des mots. Ce n'est pas vraiment de la discrimination, mais c'est très ennuyeux. C'est faire honte aux gens et les provoquer. Mais ce n'était pas le gouvernement, c'était des activistes avec une ferveur patriotique radicale. Mais le résultat de ces actions a été l'inverse : cela a fait que certaines personnes sont contre la langue ukrainienne – parce que des activistes sont venus sur leur lieu de travail et à leur domicile et leur ont dit comment parler !

Mais les lois pro-ukrainiennes sont en fait bonnes, en Ukraine *la langue est interconnectée avec le problème colonial.* Il y a beaucoup d'espace pour la langue russe. Si vous connaissez le russe, vous êtes bien dans ce pays. Mais si vous ne connaissez que l'ukrainien, vous aurez des problèmes. Vous devez connaître les deux langues ou seulement le russe pour avoir un emploi, pour participer à la sphère publique. Les médias étaient de façon disproportionnée en langue russe, au détriment de l'ukrainien. Ce pays a été créé et conçu pour les russophones, par la russification de l'URSS et de l'empire russe. Le russe avait une position privilégiée.

Après le Maïdan, le gouvernement a essayé de pousser à une politique plus égalitaire. Il fallait faire quelque chose pour créer un espace permettant à la langue et à la culture ukrainiennes de se développer librement, ce qui a permis de limiter la domination du russe. Bien sûr, lorsque de telles politiques sont mises en œuvre, il y a toujours une certaine résistance de la part du groupe privilégié. Et le groupe privilégié ici est russophone. Vous pourriez faire des parallèles avec les Noirs et les Blancs en Afrique du Sud, avec la langue à la place de la race. À l'époque soviétique ou de l'empire russe, si vous parliez russe et ne vous identifiiez pas comme Ukrainien, vous faisiez partie de cette race maîtresse de Russes, vous étiez privilégié. Mais si vous parliez ukrainien ou si vous vous identifiiez comme ukrainien, vous étiez une personne de seconde zone. Certes ce n'est pas exactement la même situation : en Afrique du Sud, tout était une question de couleur de peau, mais ici, c'était plus politique et culturel. Lorsque l'Ukraine est devenue indépendante, une grande partie de cette inégalité est restée, et il fallait faire quelque chose pour y remédier.

Certains russophones (je suis moi-même russophone, pour que ce soit clair !) ou des personnes ayant une identité politique à tendance russe n'ont pas supporté cela et se sont sentis trahis par le fait que leur nation, centrée sur la Russie, promeut la langue et l'identité ukrainiennes.

Personnellement, *je suis favorable aux politiques d'ukrainisation, mais je pense qu'elles doivent être menées de manière sociale.* L'État devrait développer les espaces culturels et l'éducation pour promouvoir la langue ukrainienne, plutôt que de le faire de manière néolibérale, ce qui ne fait qu'irriter davantage les russophones. Au lieu de se contenter de renommer les rues et d'adopter des lois, il devrait financer des projets culturels et instaurer un dialogue. Nous soutenons l'idée générale du développement de la langue ukrainienne. Nous sommes contre les méthodes qui ne font que provoquer des conflits sociaux et non le dialogue social, et le développement de la culture ukrainienne a besoin d'un fort financement budgétaire.

Quelles formes de campagne ou de solidarité les militants de la gauche et du mouvement ouvrier international devraient-ils mettre en œuvre dans les mois à venir ?

En Ukraine, le gouvernement met en avant une nouvelle loi antitravail (n° 5371), encore plus dure que les précédentes. *Les travailleurs ukrainiens ont besoin du soutien international contre cette législation,* néolibérale

même au regard des normes de l'Union européenne. Elle permettra de licencier des personnes sans aucune consultation et d'introduire des contrats à zéro heure. C'est absolument horrible pour la stabilité des travailleurs, qui peuvent être licenciés à tout moment, sans garanties sociales et avec moins de protection syndicale. Nous avons besoin que la gauche internationale parle et fasse campagne à ce sujet, car sans cela, il nous sera difficile de faire pression.

Deuxièmement, la gauche devrait demander *l'annulation de la dette ukrainienne.* L'annulation de la dette ukrainienne pourrait être la première étape de la création d'un nouvel ordre économique mondial, plus social et plus démocratique, où des structures comme le FMI ne pourraient pas exploiter les pays en développement, mais ceux-ci seraient soutenus, recevraient des prêts à des conditions progressistes, et où les politiques sociales seraient promues plutôt que les politiques néolibérales.

L'étape suivante consiste à faire campagne pour la *reconstruction de l'Ukraine.* Cette reconstruction doit être en rupture avec le consensus néolibéral et les politiques d'austérité. Elle devrait être orientée vers le social, l'écologie, le féminisme et l'inclusion, construite sur l'intervention et l'investissement de l'État, et non sur la domination du marché libre. C'est la première étape pour aller au-delà du consensus sur l'austérité et pour une nouvelle dynamique de politiques sociales.

C'est important non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour la gauche internationale, qui peut ainsi promouvoir ses idées et ses points de vue. L'Ukraine a besoin de reconstruction – tout le pays a été bombardé et de nombreuses personnes sont mortes. Mais aussi, en tant que producteur mondial de nourriture, notre reconstruction est nécessaire pour éviter un chaos beaucoup plus large.

L'autre point sur lequel il faut faire campagne, ce sont les armes pour l'Ukraine : *l'Occident a déjà un budget militaire massif, alors envoyez les armes en Ukraine !*

En fait, faire pression pour soutenir l'Ukraine par le biais de budgets militaires extrêmement importants déjà existants devrait être *le moyen le plus réaliste de démilitariser,* car la raison d'une nouvelle militarisation est l'agression russe – il faut donc aider à l'arrêter directement. Donc, *envoyez vos armes ici, et ne les remplacez pas par de nouvelles armes chez vous.* De cette manière, *les demandes progressistes d'envoi d'armes à l'Ukraine et de démilitarisation devraient être interconnectées.*

L'armée ukrainienne résiste à une attaque sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale et elle a besoin de beaucoup d'aide pour arrêter les envahisseurs. Il existe un récit selon lequel l'armée ukrainienne est si moderne, si bien équipée et si avancée – mais c'est tout simplement faux !

Nous tenons le coup principalement par le courage et l'avantage défensif. En termes d'équipement militaire, la Russie est de loin supérieure. Ils ont plus de drones, plus de tanks, plus d'armes. Nous n'avons pour la plupart que des Javelin, pas beaucoup en fait. Ce n'est pas suffisant.

Les armes doivent être livrées sans aucune condition, sans aucune demande de paiement, sans aucun intérêt à payer. Si l'Ukraine doit payer pour des armes, nous n'aurons pas d'argent pour les besoins de base de la population.

Et nous avons besoin de *sanctions contre la Russie.* Pas seulement sur l'État et sur l'oligarchie : *tous les Russes* ont besoin de rompre avec la normalité et leur routine quotidienne. Imaginez avoir une vie normale quand votre pays commet un génocide ! Il ne devrait pas en être ainsi. Son économie devrait être sanctionnée de toutes les manières possibles. La Russie ne

devrait pas être autorisée à avoir une monnaie stable pour la guerre, à produire de nouvelles armes et des équipements militaires. Le peuple russe devrait sentir que ces temps sont différents.

Lorsque la guerre sera terminée, ils pourront avoir une vie normale, mais tant que la guerre est en cours, ils devraient sentir qu'ils ne sont pas seulement des participants indifférents, qu'ils ont aussi une part de responsabilité dans ce qui se passe.

À gauche, il y a cette discussion très stupide sur les sanctions qui nuisent à la classe ouvrière, mais la classe ouvrière russe soutient en fait la guerre. Elle produit des armes, participe à l'armée et participe à des manifestations de soutien à l'agression russe, en Allemagne, au Danemark et dans d'autres pays. Pourquoi ne devraient-ils pas être sanctionnés eux aussi ? Ils aident directement la Russie.

Les sanctions peuvent nuire à la classe ouvrière russe, mais elles aideront la classe ouvrière ukrainienne qui lutte pour sa survie. L'empathie ne devrait pas être inégale, seulement du côté russe, mais s'étendre aux Ukrainiens aussi. Les situations sont complètement différentes. En Ukraine, des gens meurent, en Russie, des gens sont privés de la possibilité d'acheter des cheeseburgers. Si l'on fait en sorte que les gens ne se sentent pas les bienvenus parce qu'ils ne sont pas contre la guerre, c'est tout à fait normal, c'est tout à fait moralement correct. [...]

7 JUIN 2022

WORKERS' LIBERTY, www.workersliberty.org/story/2022-06-07/ukraine-making-war-liberation

Traduction : Aplutsoc, https://aplutsoc.org/2022/06/11/

UNE CARTOGRAPHIE IDENTITAIRE DE L'UKRAINE EN TEMPS DE GUERRE : THÈSE-ANTITHÈSE-SYNTHÈSE ?

DENYS GORBACH[1]

L'hétérogénéité culturelle et linguistique de l'Ukraine est un fait bien connu, dont on use et abuse pour expliquer la guerre en cours. Ayant pris racine au début de la période moderne dans la zone interstitielle disputée par trois empires – polonais, turc et russe – la nation ukrainienne s'est en effet formée par le biais de processus démographiques qui ont laissé dans leur sillage une composition multiethnique complexe aux héritages variés.

Le Sud, conquis par les Russes sur les Ottomans au 18e siècle, a subi un processus de « colonisation interne » (Etkind, 2011) qui consistait à nettoyer les terres nouvellement acquises des nomades turcophones et à les remplacer par des producteurs agraires sédentaires. Les minorités persécutées d'autres pays – mennonites allemands, Serbes ottomans, etc. – ont été invitées par le gouvernement impérial et s'installent sur place. La plupart des terres, cependant, ont été réparties entre des nobles russes, qui ont amené avec eux des serfs issus des régions ethniques centrales d'Ukraine et de Russie.

1. Denys Gorbach est chercheur post-doctorant au Centre Max Planck Sciences Po pour l'étude de l'instabilité des sociétés de marché (MaxPo, Paris) et maître de conférences à Sciences Po Toulouse. Sa thèse de doctorat, récemment soutenue, est une étude ethnographique de l'économie morale et de la politique quotidienne de la classe ouvrière ukrainienne.

Ce moment de colonisation, semblable à celui qui a eu lieu en Amérique du Nord à la même époque, a combiné des sols fertiles avec le travail forcé et a fait de l'empire russe le grenier de l'Europe.

Un siècle plus tard, pendant la grande dépression de 1873-1896, cette région est à nouveau colonisée. À l'époque, les capitaux français, belges et britanniques étaient à la recherche d'opportunités d'investissement rentables. La ruée vers l'Afrique offrait une telle possibilité ; une autre option consistait à participer à l'industrialisation rapide des steppes ukrainiennes, en bénéficiant du généreux protectionnisme du gouvernement russe. L'afflux massif de main-d'œuvre en provenance de tous les coins de l'empire n'a fait que s'intensifier à l'époque soviétique, lorsque de nombreux mégaprojets industriels, sinon la plupart, ont été concentrés dans le sud et l'est de l'Ukraine. Ce qui a donné naissance à des villes russophones à l'industrie lourde, sans attaches ethnoculturelles fortes.

Les territoires situés sur la rive droite du fleuve Dnipro, qui constituent aujourd'hui le nord et le centre de l'Ukraine, ont fait partie de l'empire russe après le partage de la Pologne à la fin du 18e siècle. Pour lutter contre l'influence du nationalisme polonais, les ethnographes russes ont promu l'idée d'une ethnie ukrainienne distincte, la religion orthodoxe étant le principal critère par rapport aux Polonais catholiques. Cette idée a eu un effet contre-productif lorsque les intellectuels romantiques ukrainiens l'ont retournée contre le centre impérial russe lui-même. Après la partition de la Pologne, la partie la plus occidentale de l'Ukraine a fait partie de l'empire austro-hongrois, puis de la Pologne et de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres. Point chaud d'une guérilla nationaliste dans les années 1940, la Galicie – l'ancienne partie de l'Ukraine sous contrôle polonais – est devenue le «Piémont ukrainien» lors du renouveau national de 1989-1991. Étant la région la moins russophone, elle a projeté une aura d'authenticité ethnique ukrainienne.

Le passé habsbourgeois de la Galicie a permis aux nationalistes ukrainiens d'articuler leur idéologie avec la quête d'une Europe perdue, dont ils imaginaient qu'une Russie «asiatique» devait être exclue.

J'admets qu'il s'agit là d'un instantané extrêmement superficiel et presque caricatural des histoires ethniques en Ukraine, mais il est tout de même plus crédible que l'histoire simpliste des «deux Ukraines», inventée par les intelligentsias nationalistes ukrainiennes au début des années 1990 (Riabchuk, 1992). Cette vision a été reprise par Samuel Huntington, le prophète des guerres civilisationnelles ([1996] 2011), mais aussi, de manière surprenante, par un anthropologue antinationaliste comme Chris Hann (2022). Dans ce récit, l'hétérogénéité historique de la population devient facilement un gouffre infranchissable entre deux sociétés différentes sur le plan civilisationnel : les «Ukrainiens proprement dits» pro-occidentaux et les «Créoles» russifiés.

COMMENT CELA A COMMENCÉ

Pourtant, tout au long des trente années d'indépendance de l'Ukraine, la géographie politique et les identités politiques du pays ont connu une diversité considérable, mais les différences cardinales ont changé en même temps que la transformation des luttes politiques. Contrairement au récit nationaliste qui est progressivement devenu dominant, dans les années 1990, le clivage politique clé réel dans la sphère publique ukrainienne était plus proche du binaire classique gauche-droite – notamment dans les termes utilisés par les politiciens et les journalistes eux-mêmes. Le changement vers un vocabulaire ethnique s'est produit avec la révolution orange de 2004,

lorsque le centre de gravité dans le champ politique s'est déplacé de la présidence au Parlement. À la suite de ce déplacement, la rivalité entre les groupements oligarchiques qui se cachaient derrière les principales formations politico-partisanes est devenue plus transparente et impliquait désormais une lutte électorale ouverte. C'est à ce moment-là que les différences ethnolinguistiques perçues entre l'Est et l'Ouest se sont transformées en un clivage politique plus profond et que les «identités culturelles» ont commencé à absorber les distinctions programmatiques plus conventionnelles.

Après la révolution orange, la politique ukrainienne est devenue une arène de confrontation entre deux projets nationalistes concurrents, qui se percevaient comme «ukrainiens ethniques» et «slaves orientaux» (Shulman, 2005). Le premier accordait une grande importance à la langue ukrainienne et à l'identité ethnique qui lui était associée, était implacablement hostile à la Russie, qu'il assimilait à l'Union soviétique, et aspirait à une intégration euro-atlantique libérale. La seconde était centrée sur la protection des droits de la langue russe, de l'Église orthodoxe russe et de la mémoire historique de la victoire du peuple soviétique lors de la Seconde Guerre mondiale (qu'elle considérait comme sa propre victoire), et penchait prétendument vers la Russie. Cette division a offert aux élites un outil facile pour mobiliser une base électorale. Mais en même temps, elle a servi de garde-fou, empêchant une consolidation autoritaire du pouvoir : tout dictateur potentiel soutenu par l'un ou l'autre bloc était facilement renversé par des rivaux mobilisant l'autre «moitié» du pays contre lui. Ce «pluralisme par défaut» est devenu la marque de fabrique du système politique ukrainien (Way, 2015). Ce pluralisme était également une assurance contre une consolidation néolibérale dans le domaine économique : l'importance de la composante «populiste» ne permettait pas aux élites dirigeantes de dissocier l'économie des configurations sociales et politiques locales et obligeait toutes les forces politiques à maintenir des mécanismes de redistribution de l'héritage soviétique.

La fabrication du clivage prétendument identitaire a donc servi de correctif utile à la reproduction sociale pendant la décennie de croissance économique entre 2000 et 2010. Cependant, comme tous les correctifs politico-économiques, celui-ci n'a été que temporaire. Plusieurs facteurs ont contribué à son échec au début des années 2010. Tout d'abord, en l'absence de mécanismes de contrôle, l'amplitude de l'oscillation nationaliste a continué à s'élargir dangereusement jusqu'à ce que la polarisation atteigne des niveaux insoutenables. Lors des élections législatives de 2012, le parti d'extrême droite («ethno ukrainien») Svoboda a obtenu 10 % des voix. Sa popularité a été propulsée par le président «slave oriental» Ianoukovitch, qui visait visiblement à orchestrer sa réélection en 2015 comme Jacques Chirac l'avait fait en 2002 face à Le Pen, mais il avait sous-estimé le niveau de tension déjà accumulé dans la société. Les activités prédatrices de l'équipe Ianoukovitch dans le domaine économique ont irrité tant les oligarques que les petits entrepreneurs et les classes moyennes urbaines, beaucoup nombreux à Kyiv et à l'Ouest, faisant monter le vote nationaliste. Cela a coïncidé avec la fin du supercycle des matières premières qui avait soutenu la croissance économique ukrainienne entre 1997 et 2012 (Chim, 2021). Il y avait de moins en moins à redistribuer – d'autant plus qu'en 2012, la Russie, touchée par le même retournement du cycle mondial, a lancé une attaque économique en règle contre l'Ukraine, avec des prix du gaz exorbitants et d'innombrables guerres

commerciales affectant les exportateurs ukrainiens. À partir du second semestre 2012, après la fin de l'impulsion donnée par les projets d'infrastructure associés au championnat européen de football, l'Ukraine est entrée dans une forte récession.

L'offensive économique russe a marqué la fermeture de l'espace géopolitique interstitiel qui avait été vital pour l'Ukraine : Ianoukovitch a été contraint de choisir un camp tout en sachant que tout choix serait désastreux.

Toutes ces contradictions se sont réunies lors de la crise politique connue sous le nom d'Euromaïdan de 2013-2014. Avec la destitution de Ianoukovitch, l'annexion de la Crimée par la Russie et la plongée du Donbass dans la guerre, l'équilibre interne de la politique ukrainienne s'est trouvé faussé au-delà de toute possibilité de restauration. Des millions d'électeurs « slaves orientaux » se sont retrouvés en dehors du terrain de jeu, et le parti « ethnique ukrainien » est devenu mathématiquement dominant (D'Anieri, 2018). Cet antagonisme, aussi récent et construit soit-il, était désormais le moteur de la politique nationale. Dans le même temps, cependant, les identités « ukrainienne ethnique » et « slave orientale » qui étaient proposées dans l'arène politique n'étaient que faiblement ancrées dans la vision du monde des gens ordinaires. Où que l'on vive et quelle que soit la langue que l'on parle le mieux, l'attitude populaire dominante est une attitude antipolitique : le rejet des jeux politiques des partis en tant que tels, plutôt qu'un soutien ferme d'un camp contre l'autre. En raison de cette déconnexion entre la société politique et la société au sens large, et poussé par la logique de la sphère publique, Petro Porochenko a passé son mandat présidentiel à dériver vers une forme toujours plus radicale de nationalisme « ethnique ukrainien ». Au final, il a subi une défaite humiliante aux élections de 2019 : 73 % des électeurs ont soutenu Volodymyr Zelenskyi, qui était la véritable incarnation de l'attitude populaire antipolitique et anti-élitiste.

Une fois élu, cependant, Zelensky a, lui aussi, commencé à obéir à la logique structurelle du champ politique. À l'automne 2020, il est devenu clair pour le gouvernement russe que Zelensky n'accepterait pas leur version des accords de Minsk, et le Kremlin a commencé les préparatifs militaires. Dans les échelons inférieurs de la société ukrainienne, pendant ce temps, le même vieux détachement de la politique identitaire a persisté. Par exemple, l'un des leaders de la grève des mineurs de 2020 à Kryvyi Rih, la ville natale de Zelenskyi, a été salué comme un héros des deux batailles les plus dures de la guerre du Donbass. Cependant, cela ne signifiait pas grand-chose pour lui subjectivement : dans une polémique autour de la grève, il a déclaré qu'il ne s'était jamais considéré comme un patriote (Gorbach, 2022).

COMMENT CELA SE PASSE-T-IL ?

Que s'est-il passé lorsque la Russie a terminé ses préparatifs de guerre et a envoyé ses troupes en Ukraine ? Kryvyi Rih, un bastion de l'élite supposée « slave orientale », en est un exemple éloquent. Le maire de la ville, Yuriy Vilkul, a été élu en 2010, après la victoire présidentielle de Ianoukovitch. Le fils du maire, Oleksandr, était PDG de deux grandes entreprises industrielles de la ville au moment crucial de leur transfert contesté à Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine et le sponsor traditionnel des projets politiques « slaves orientaux ». L'ancrage du pouvoir politique de cette famille dans la ville s'est accompagné du parrainage de la construction de nombreuses églises orthodoxes russes et d'autres éléments religieux, ainsi que de monuments renforçant la version soviétique de la mémoire historique de la

Seconde Guerre mondiale. Les militants ukrainiens nationalistes et libéraux locaux étaient convaincus que l'élite dirigeante changerait de camp à la première vue des troupes russes.

En réalité, Oleksandr Vilkul est devenu le chef de l'administration militaire locale. Peu après l'invasion, il écrit : « Chers amis, chaque génération a sa propre forteresse de Brest, et son propre Stalingrad. Nous ne céderons pas un seul mètre de notre terre natale aux occupants. Nous n'avons que Kryvbas, nous n'avons nulle part où nous retirer. Derrière nous, il y a nos familles et les tombes de nos familles… L'ennemi sera battu. » Ces quatre phrases ne contiennent pas moins de cinq allusions aux discours de guerre de Staline.

L'identité « slave orientale », longtemps perçue comme « pro-russe », est devenue un outil de mobilisation contre l'invasion russe. La société civile locale « ukrainienne de souche » a été ennuyée et désorientée par cette tournure des événements, mais quoi qu'elle en pense, le fait demeure : la résistance à l'invasion russe s'organise efficacement avec les slogans de l'antifascisme soviétique et de la foi orthodoxe. Le leader politique qui a passé des années à s'opposer à l'ethnonationalisme ukrainien et à combattre la « décommunisation » de l'espace urbain après l'Euromaïdan, reçoit maintenant des visites amicales des figures de proue du nationalisme ukrainien et a entrepris de renommer tous les toponymes qui ont un rapport avec la Russie (ce qui implique des changements encore plus importants que la suppression des noms communistes).

Et les ouvriers ? Aucun de mes informateurs à Kryvyi Rih, auparavant « apolitiques » ou « slaves orientaux », ne semblait douter de l'invasion. Le spectre des réactions va des élans patriotiques dans les discussions de groupe à la participation personnelle à l'effort de guerre. Un dirigeant syndical a exigé des armes de camarades étrangers qui voulaient envoyer de l'aide humanitaire ; un mineur déplacé de Donetsk a laissé de côté son scepticisme à l'égard de la politique et a participé avec enthousiasme à la défense de la ville. D'autres exemples abondent.

LA FIN DE L'AMBIGUÏTÉ ?

Pendant des décennies, la relation de la classe ouvrière ukrainienne avec la politique était distante, voire activement antagoniste. La politique, quelle que soit sa nature ou sa couleur, était perçue comme le domaine de la corruption et du mensonge. Qu'est-ce qui a changé ? Probablement pas grand-chose. La réaction univoque à l'invasion russe est si forte précisément en raison de son caractère « apolitique » : l'expérience de la guerre et la réponse à celle-ci sont viscérales, non médiatisées par des idéologies et des politiques « corruptrices ». Contrairement aux événements politiques précédents, celui-ci est « réel ». Il touche au tissu même de la vie quotidienne et ne repose pas sur des réflexions abstraites médiatisées par une classe intellectuelle. D'où le niveau surprenant d'implication personnelle.

Volodymyr Artiukh fait une remarque similaire en comparant les récits officiels russes et ukrainiens qui ont accompagné les commémorations de la Seconde Guerre mondiale cette année : « Alors que le côté ukrainien combat les signes iconiques ou emblématiques et fait appel à l'expérience corporelle viscérale par le biais d'indices, le côté russe s'appuie presque exclusivement sur des symboles dénués de toute relation avec l'expérience vécue » (Artiukh, 2022). Les deux stratégies discursives excluent la possibilité de construire un mouvement politique durable à partir de la base, mais alors que le symbolisme russe est démobilisateur, l'appel ukrainien à la réalité vécue mobilise en générant une puissante loyauté émotionnelle

envers l'événement. Oleg Zhuravlev et Volodymyr Ishchenko ont étudié une «politique immédiate» similaire dans le cas de l'Euromaïdan – une énorme mobilisation qui n'avait pas d'ordre du jour verbalisé et qui s'appuyait plutôt sur les liens émotionnels entre les participants au mouvement, et entre eux et leur objet politique (Zhuravlev & Ishchenko, 2020).

Ce lien se stabilisera-t-il suffisamment pour créer un sens commun partagé, construisant ainsi finalement une nation ukrainienne «propre», indivise, en réponse à la guerre? Il est tentant d'anticiper une émergence hégélienne de synthèse à partir de deux idéologies antithétiques, dont la coexistence a rendu l'Ukraine quelque peu déficiente dans de nombreux récits. Cependant, même si un tel projet devient réalité, à quoi pourrait-il ressembler? Il peut soit retomber dans un ethnonationalisme étroit, soit se transformer en un projet national inclusif, fondé sur l'expérience de guerre partagée, les aspirations européennes et un programme de redistribution. Il peut rester prénational (après tout, qu'est-ce que le nationalisme sinon une négation romantique de la rationalité des Lumières?) ou se transformer en un programme politique plus lisible.

Peu de choses sont sûres à ce sujet à un moment où tout – y compris la future forme géographique de l'Ukraine – dépend de l'issue de la guerre. Cependant, il est important de reconnaître que la guerre n'est pas non plus une variable indépendante; son cours est structuré par l'intervention politique contradictoire des habitants du pays.

13 JUIN 2022

Références

Artiukh, Volodymyr (2022), «Destruction of Signs, Signs of Destruction», *Emptiness,* 9 mai, https://emptiness.eu/field-reports/destruction-of-signs-signs-of-destruction

Chim, Sandy (2021), «The Dawn of an Iron Ore Super Cycle», *Resource World Magazine,* https://resourceworld.com/the-dawn-of-an-iron-ore-super-cycle/

D'Anieri, Paul (2018), «Gerrymandering Ukraine? Electoral Consequences of Occupation», *East European Politics and Societies: And Cultures,* n° 33.

Etkind, Alexander (2011), *Internal Colonization: Russia's Imperial Experience,* Cambridge, Polity Press.

Gorbach, Denys (2022), *The (Un)Making of the Ukrainian Working Class: Everyday Politics and Moral Economy in a Post-Socialist City,* Paris, IEP.

Hann, Chris (2022), «The Agony of Ukraine», *FocaalBlog,* 3 juin, www.focaalblog.com/2022/03/11/chris-hann-the-agony-of-ukraine/

Huntington, Samuel P. ([1996] 2011), *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order,* New York, Simon & Schuster.

Riabchuk, Mykola (1992), «Two Ukraines?», *East European Reporter,* n° 5.

Shulman, Stephen (2005), «National Identity and Public Support for Political and Economic Reform in Ukraine», *Slavic Revie,* n° 64.

Way, Lucan A. (2015), *Pluralism by Default: Weak Autocrats and the Rise of Competitive Politics,* Johns Hopkins University Press.

Zhuravlev, Oleg et Volodymyr Ishchenko (2020), «Exclusiveness of Civic Nationalism: Euromaidan Eventful Nationalism in Ukraine», *Post-Soviet Affairs,* n° 36.

SOURCE FOCAAL BLOG

Traduction Patrick Le Tréhondat

UNE GUERRE ÉTRANGE OÙ ON INTERDIT À L'UKRAINE QUE POUTINE « SOIT HUMILIÉ »

YORGOS MITRALIAS[1]

L'étrangeté de cette guerre de M. Poutine en Ukraine est probablement sans précédent historique. Pourquoi ? Pour toute une série de raisons, dont la première est que, pour M. Poutine, qui l'a conçue et lancée, il ne s'agit même pas d'une guerre mais d'une simple… « opération militaire spéciale », et malheur au citoyen russe qui la mettrait en doute. En effet, quand dans l'histoire mondiale a-t-on vu quelqu'un jeté en prison pour quelques années juste pour avoir appelé « guerre »… la guerre, tout en niant obstinément que… les cochons peuvent voler ?

Ensuite, cette guerre est « étrange » parce que la plupart de ceux qui se déclarent solidaires de la lutte du peuple ukrainien sont en même temps opposés à l'envoi d'armes qui permettraient à ce peuple de se défendre de manière un tant soit peu efficace. En d'autres termes, ils sont solidaires d'eux à condition qu'ils ne puissent pas se défendre, et qu'ils se contentent du rôle… de cadavre héroïque !

Mais les « bizarreries » de cette guerre - qui n'en est pas une – n'ont pas de fin. Par exemple, comment expliquer le fait – sans précédent dans l'histoire mondiale – que les deux pays en guerre n'ont pas les mêmes droits et ne se battent donc pas à armes égales ? C'est-à-dire que tandis que l'un (la Russie qui agresse) a le droit d'avoir une force aérienne, l'autre (l'Ukraine qui se défend) ne l'a pas. Que l'un (la Russie) a le droit de monopoliser le ciel de l'autre (l'Ukraine), tandis que cet autre – qui est en fait celui qui se défend – n'a que le droit de se faire arroser de bombes et de missiles tombés du ciel. Et aussi, alors que la Russie peut avoir et utiliser des armes lourdes de toutes sortes et sans aucune restriction, l'Ukraine qui se défend ne peut utiliser que des armes « défensives » et aucune arme « offensive ». Et en plus, alors que la Russie peut bombarder l'Ukraine en canonnant et en tirant des missiles depuis les territoires russe et biélorusse, il est expressément interdit à l'Ukraine de riposter en frappant des cibles à l'intérieur de la Russie et du Bélarus, etc.

Mais le plus « étrange » dans cette guerre, n'est pas que l'Ukraine ait été soumise à toutes ces restrictions scandaleuses de son droit (inaliénable) à se défendre comme elle l'entend. Le plus « étrange », c'est surtout que tous les gouvernements occidentaux et tous les médias occidentaux non seulement soutiennent ces « restrictions », qui n'ont aucun précédent dans l'histoire des guerres, mais les présentent en permanence comme évidentes, allant de soi, indiscutables et incontestables ! Et le résultat de cette situation scandaleuse est que lorsque Zelensky ose défier l'une de ces « restrictions », par exemple, en demandant des avions pour protéger ses villes et leurs habitants, non seulement sa demande est instantanément rejetée, mais elle est également qualifiée d'inappropriée et… « dangereuse »…

La raison de ce traitement « étrange » de l'Ukraine par les ennemis, et surtout par les amis, s'est fait connaître progressivement, au fil du temps, et

1. Yorgos Mitralias est journaliste et l'un des fondateurs du Comité grec contre la dette.

seulement à partir du moment où la possibilité d'un échec ou même d'une défaite de l'«opération militaire spéciale» russe a commencé à être envisagée : l'Ukraine n'a droit qu'à une défense de basse intensité contre l'invasion russe parce que… «le président Poutine ne doit être ni vaincu ni humilié» ! Et pas seulement ça. Les partisans de cette position qui ne sont pas seulement des réactionnaires avérés comme Orban ou le vieux zombie qu'est Kissinger, mais aussi des démocrates néolibéraux plus présentables, comme tous les dirigeants occidentaux, Macron en tête, ne cessent d'affirmer avec une insistance croissante qu'«il doit y avoir une porte de sortie pour Poutine», une proposition qui lui permette de gagner quelque chose dans cette guerre afin d'éviter d'affronter ses compatriotes les mains vides au moment du décompte final. Et tout cela pour qu'il ne soit pas évincé et pour qu'il reste au pouvoir, ce qui est d'ailleurs ce qu'ils souhaitent tous publiquement ! Et pour atteindre cet objectif, non seulement ils commencent à «conseiller» de plus en plus instamment à Zelensky d'abandonner sa «rigidité» actuelle, de devenir plus «réaliste» et d'accepter de donner à Poutine une partie de son pays. Mais ils ont aussi le culot de commencer à discuter entre eux quelle partie de l'Ukraine ils pourraient céder, ces impérialistes occidentaux (!), à Poutine, dans le dos des Ukrainiens et de leur gouvernement !

Bien que nous ayons ici un cas carabiné de l'interventionnisme et du paternalisme impérialiste le plus scandaleux, il y a peu de gens de gauche qui osent faire ce qui va de soi, à savoir le dénoncer publiquement, comme il le mérite. Et malheureusement, sont encore moins nombreux ceux qui osent soutenir le droit encore plus évident et élémentaire des Ukrainiens - qu'ils défendent bec et ongles - de se battre jusqu'au bout et par tous les moyens contre les envahisseurs russes, en décidant eux-mêmes librement et démocratiquement, et sans aucune ingérence étrangère hostile ou «amicale», de l'avenir de leur pays et des personnes qui y vivent !

En fait, un regard sur le passé très récent montre que l'attitude actuelle de l'Occident à l'égard de la Russie n'est pas surprenante, mais, contrairement à ce que pensent certains poutinistes plutôt naïfs, elle s'inscrit dans la continuité de sa position ferme en faveur du développement sans entrave de ses relations économiques avec ce pays, véritable eldorado pour ses capitalistes. En effet, rappelons-nous quelles ont été les premières réactions de tous ses dirigeants (Biden, Macron, Johnson…) dans les heures et les jours qui ont suivi l'invasion russe en Ukraine : ils ont suggéré à Zelensky de l'exfiltrer d'Ukraine, car eux-mêmes et les médias de leur pays croyaient fermement que l'occupation de Kyiv, et du pays entier, par l'armée russe était une question de quelques jours.

Tout a changé lorsque Zelensky a exhorté ses compatriotes à résister, en répondant à la proposition de Biden par la phrase désormais historique : «La bataille sera menée ici, en Ukraine. J'ai besoin d'armes, pas d'un taxi !» Et en effet, c'est parce que le peuple ukrainien a résisté et résiste encore bec et ongles, provoquant une vague de sympathie et de solidarité sans précédent dans l'opinion publique internationale, qu'il a de fait forcé les gouvernements occidentaux à faire quelque chose qui n'était pas dans leur agenda et qui était radicalement différent de la passivité dont ils ont fait preuve lorsque Poutine a occupé et annexé la Crimée en 2014 : soutenir l'effort de guerre de l'Ukraine et imposer des sanctions économiques de plus en plus sévères à la Russie de Poutine et à ses oligarques.

Cependant, avec le temps, et surtout ces dernières semaines, nous sommes témoins des efforts

de plus en plus intenses et orchestrés de la plupart des gouvernements occidentaux pour «s'entendre» avec Poutine. Et ce, quitte à entrer en conflit public avec Zelensky, désormais contraint de dénoncer quotidiennement, voire nommément, les dirigeants occidentaux (Macron, Scholz, Draghi, ...) qui, mus - comme il le dit - par «leurs intérêts économiques immoraux», flirtent désormais ouvertement avec Poutine, alors même que celui-ci est en train de noyer l'Ukraine dans le sang et de la réduire en ruines.

Bien sûr, une «bizarrerie» supplémentaire de cette guerre est que tout cela semblera... inconcevable et hors de question à la plupart de la gauche poutiniste et poutinisante qui aime découvrir chez l'obscurantiste super-réactionnaire Poutine et son régime fascisant des vertus anti-impérialistes qui n'ont pas et ne peuvent pas avoir[1]. Le résultat est que cette gauche se passionne pour une guerre en Ukraine qui n'a rien à voir avec la réalité : l'Occident nourrirait une haine mortelle de la Russie et de l'«anti-impérialiste» Poutine qui serait bien dans son droit quand il veut «dénazifier» Zelensky et ses Ukrainiens ! Et quand la réalité ne convient pas à ses délires géopolitiques, cette gauche sait ce qu'il faut faire : elle étend la réalité sur son lit de Procuste et la taille en conformité avec ses «théories» préconçues, n'hésitant pas à raconter les pires bobards. Comme elle l'a fait, par exemple, avec le combattant ukrainien d'«origine grecque Mihalis» du bataillon Azov, qui s'est adressé aux députés grecs lors du discours du président Zelensky devant le Parlement grec. Depuis ce jour (7 avril 2022) et jusqu'à sa mort sur le champ de bataille, toute la gauche parlementaire et extraparlementaire grecque, et avec elle tous les médias grecs, n'ont utilisé que le mot «néonazi» pour décrire ce «Mihalis d'origine grecque»

Mais le malheureux Mihalis était-il vraiment un «néonazi» ? Nous devons admettre que nous ne savons rien des convictions politiques de ce «Mihalis» et nous supposons - plutôt raisonnablement - que tous ceux qui l'ont si facilement qualifié de «néonazi» ne savent rien non plus. La seule chose dont nous disposons pour nous faire une opinion, ce sont les quelques mots qu'il a adressés aux parlementaires grecs. Voici donc le texte du discours de Mihalis, que tous ceux qui lui ont collé l'étiquette de «néonazi» n'ont pas daigné de publier :

> Je m'adresse à vous en tant que Grec. Je m'appelle Mihalis, mon grand-père a combattu dans la guerre contre les nazis et a été blessé trois fois. Je suis né à Marioupol et j'ai participé à la défense de la ville contre les nazis russes. Je ne parlerai pas des difficultés que rencontrent ceux d'entre nous qui participent à la défense ukrainienne par le biais du bataillon Azov, ça c'est mon devoir envers ma ville, mon devoir d'homme, mais je voudrais vous parler des conditions désastreuses dans lesquelles se trouve la paisible Marioupol. Une très grande partie de la ville est grecque et d'origine grecque, et la Grèce a toujours été à ses côtés. Aujourd'hui, Marioupol a été détruite à 90 % par les nazis russes par des bombardements quotidiens Depuis le 1er mars, la ville est encerclée par les nazis russes et nous sommes restés sans eau, sans électricité et sans nourriture pendant un certain temps. Compatriotes, nous avons une ville où des milliers de personnes vivent et où des milliers de personnes meurent, alors aidez-nous s'il vous plaît.

Nous pensons que quelqu'un qui parle comme le Marioupolitain Mihalis ne semble pas être un «néonazi». Mais, acceptons que nous ne sommes pas très impartiaux. Que devrait faire toute personne

1. Voir Yorgos Mitralias, «La gauche poutinisante, ses monstruosités et la question nationale ukrainienne», www.europe-solidaire.org/spip.php?article62350.

raisonnablement sérieuse et impartiale en entendant ce que dit Mihalis ? Au minimum, elle trouverait que quelque chose ne va pas dans la caractérisation de Mihalis comme «néonazi», et qu'elle devrait donc approfondir la question, se demander si ce qu'on lui dit est vrai, et bien sûr arrêter de coller l'étiquette de «néonazi» à Mihalis à la légère. Malheureusement, rien de tout cela n'est arrivé. Au lieu de cela, a été préférée la «solution» habituelle du mensonge éhonté, sans tenir compte du fait que cela, outre la vérité historique, met en pièces la réputation et – maintenant après sa mort – la mémoire d'un courageux patriote ukrainien, tombé en défendant héroïquement sa ville…

Parlant de mensonges éhontés et de menteurs sans scrupule, voici un autre mensonge monstrueux de la Russie de Poutine concernant un fait tragique qui n'a jamais été connu du public grec. Le 30 mai, le journaliste et cameraman français Frédéric Leclerc-Imhoff, de BFM TV a été tué lors du bombardement de civils qui tentaient de fuir leur ville dans le Donbass. Une heure à peine après sa mort, l'agence de presse russe Tass a rapporté que le journaliste français, âgé de 32 ans mais déjà vétéran, était en fait… «un mercenaire qui apportait des armes à l'armée ukrainienne». Nous concluons donc cet article avec la déclaration que la mère courage du journaliste français, victime d'un énième crime de guerre russe, s'est empressée de faire, pour la raison supplémentaire que nous la partageons totalement :

> À l'attention de l'agence Tass et des responsables de la RPL.
>
> Bonjour. Je suis la maman du jeune journaliste que vous avez tué hier. Votre communiqué me donne la nausée. Bien sûr, vous cherchez lâchement à vous dédouaner mais sachez que jamais vous ne réussirez à salir sa mémoire. Tout le monde ici connaît son engagement professionnel et personnel pour la démocratie, le respect humain et surtout une information libre, impartiale et honnête, toutes notions qui semblent bien éloignées de ce qui vous anime. Aujourd'hui, mes pensées vont à toutes les mères ukrainiennes qui pleurent leurs enfants, tous les enfants ukrainiens qui pleurent leurs parents et toutes les mères russes qui ont vu trop tôt leurs jeunes partir soldats, qui ne les reverront pas et qui se demandent pourquoi. Moi, au moins, malgré la douleur, je sais pourquoi mon fils est mort. Un jour, les véritables responsables de cette absurdité criminelle devront rendre des comptes.

Oui, bien sûr, nausée et dégoût…

ABONNEZ-VOUS À LA CHAÎNE YOUTUBE

du comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

www.youtube.com/channel/UC-5kaJ2YnWZ4WD9jQFP2Iv4A

4 heures
pour la résistance
ukrainienne !
Retour d'Ukraine de la délégation
du réseau européen de solidarité...
SAMEDI 11 JUIN
13H30, BOURSE DU TRAVAIL
29, bd du Temple - M° Filles du Calvaire ou République

GUERRE EN UKRAINE QUELS CRIMES ? QUELS JUGES ?

GILLES DEVERS[1]

Des crimes de droit international ont-ils été commis ? Quelles sont les qualifications ? Et quels tribunaux pour les juger ?

I- LE DROIT INTERNATIONAL APPLICABLE

À ce jour, 123 États ont ratifié le statut de la Cour pénale internationale, et le statut n'est donc opposable qu'à ces États signataires. Mais les règles du statut correspondent au consensus en droit international, et doivent être prises pour référence.

A- LES QUALIFICATIONS JURIDIQUES

1/ Le crime d'agression

Selon sa charte, le but de l'ONU est de « développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ». En application de l'article 33, en cas de différend menaçant la paix, elles s'engagent à rechercher une voie pacifique, mais l'article 51 préserve le « droit naturel de légitime défense ».

L'article 8 bis 3 du statut de la CPI définit comme « crime d'agression » la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État, d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité et son ampleur, constitue une violation manifeste de la charte des Nations unies.

L'acte d'agression est « l'emploi par un État de la force armée contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État, ou de toute autre manière incompatible avec la charte des Nations unies ». Qu'il y ait ou non déclaration de guerre, les actes suivants sont des actes d'agression[2] :

- l'invasion ou l'attaque par les forces armées d'un État du territoire d'un autre État ou l'occupation militaire, même temporaire, résultant d'une telle invasion ou d'une telle attaque, ou l'annexion par la force de la totalité ou d'une partie du territoire d'un autre État ;
- le bombardement par les forces armées d'un État du territoire d'un autre État, ou l'utilisation d'une arme quelconque par un État contre le territoire d'un autre État ;
- le blocus des ports ou des côtes d'un État par les forces armées d'un autre État ;
- l'attaque par les forces armées d'un État des forces terrestres, maritimes ou aériennes, ou des flottes aériennes et maritimes d'un autre État [...].

2/ Crime de génocide

Le crime de génocide, défini par l'article 6, est commis « dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux », par des faits de :

1. Avocat au barreau de Lyon, inscrit auprès du barreau de la Cour pénale internationale. Rédacteur en chef de la revue *Droit et santé mentale*.

2. Par référence à la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale des Nations unies en date du 14 décembre 1974.

- meurtre de membres du groupe ;
- atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
- soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
- mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
- transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

3/ Crimes contre l'humanité

Ces crimes sont commis « dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque ». Par « attaque lancée contre une population civile », on entend le comportement qui consiste en la commission multiple de crimes à l'encontre d'une population civile, en application de la politique d'un État. Il s'agit notamment de :

- meurtre ;
- extermination ;
- déportation ou transfert forcé de population ;
- emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international ;
- torture ;
- viol.

Par « déportation ou transfert forcé de population », on entend le fait de déplacer de force des personnes, en les expulsant ou par d'autres moyens coercitifs, de la région où elles se trouvent légalement, sans motifs admis en droit international.

4/ Crimes de guerre

Selon l'article 8, les crimes de guerre « s'inscrivent dans le cadre d'un plan ou d'une politique » ou « font partie d'une série de crimes analogues commis sur une grande échelle ».

Il s'agit d'abord des infractions graves aux Conventions de Genève du 12 août 1949 :

- emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international ;
- torture ;
- viol ;
- l'homicide intentionnel ;
- la torture ou les traitements inhumains ;
- la destruction et l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire ;
- le fait de priver intentionnellement un prisonnier de guerre ou toute autre personne protégée de son droit d'être jugé régulièrement et impartialement ;
- la déportation ou le transfert illégal ou la détention illégale.

Ainsi que les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux dans le cadre établi du droit international, à savoir :

- le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile ;
- le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des biens de caractère civil, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas des objectifs militaires ;
- le fait de diriger intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu ;
- le fait d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou

bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires ;

- le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, à condition qu'ils ne soient pas des objectifs militaires ;
- le fait de détruire ou de saisir les biens de l'ennemi, sauf dans les cas où ces destructions ou saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

B- LES PERSONNES POURSUIVIES

Selon l'article 25, la Cour est compétente à l'égard des personnes physiques – et donc pas des États ou des groupes – et «quiconque commet un crime relevant de la compétence de la Cour est individuellement responsable». La Cour a donc compétence pour tous les crimes définis par le statut et commis sur le territoire ukrainienne, quelle que soit la nationalité de l'auteur des faits. Et «quiconque» inclut les chefs d'État, alors que leur immunité est opposable aux droits internes.

Peut être poursuivi celui qui commet le crime, mais aussi celui qui l'ordonne, et le complice qui apporte son concours.

Selon l'article 28, un chef militaire est pénalement responsable des crimes commis par des forces placées sous son commandement s'il savait ou aurait dû savoir, que ces forces commettaient ou allaient commettre ces crimes, et qu'il n'a pas pris les mesures pour l'empêcher.

II- LA PROCÉDURE POUR L'UKRAINE

A- DONNÉES PRATIQUES

1/ L'Ukraine, pays non-membre, mais qui a donné compétence

L'Ukraine a fait le choix de ne pas être membre de la CPI, ce qui affaiblit sa position dans les procédures, mais elle a «accepté la compétence de la Cour pour les crimes présumés commis sur son territoire depuis le 21 novembre 2013 jusqu'au 22 février 2014»[1]. Le 24 avril 2014, le procureur a alors ouvert une phase «d'examen préliminaire»[2], ce qui est la phase d'étude préalable à la décision d'ouvrir ou non une enquête. Cet examen a été prolongé après réception d'une deuxième déclaration déposée par les autorités ukrainiennes en 2015, afin d'inclure les faits commis sur le territoire de l'Ukraine depuis le 20 février 2014[3].

2/ L'ouverture d'enquête

En décembre 2020, le bureau de la procureure Madame Bensouda a estimé qu'il «y avait raisonnablement lieu de penser à ce stade, qu'un large éventail de comportements constitutifs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité relevant de la compétence de la Cour avaient été commis dans le cadre de la situation en Ukraine», selon trois thèmes : les crimes commis dans le cadre de la conduite des hostilités, les crimes commis pendant des détentions et les crimes commis en Crimée.

Comme l'Ukraine n'est pas État membre de la CPI, la procureure ne pouvait pas d'elle-même ouvrir une

1. DeclarationRecognitionJuristiction09-04-2014.pdf (icc-cpi.int).
2. Bureau du procureur, communiqué de presse, 25 avril 2014 : «Le procureur de la Cour pénale internationale, Fatou Bensouda, ouvre un examen préliminaire en Ukraine».
3. Ukraine_Art_12-3_declaration_08092015.pdf (icc-cpi.int) ; bureau du procureur, 29 septembre 2015, Le procureur de la CPI prolonge l'examen préliminaire de la situation en Ukraine à la suite de la deuxième déclaration relevant de l'article 12-3 du statut.

enquête. Il faut rédiger une requête pour demander aux juges de la Chambre préliminaire l'autorisation d'ouvrir une enquête. Madame Bensouda, qui était en fin de mandat, a laissé cette tâche à son successeur, Monsieur Karim Khan, mais celui-ci ne s'en est pas préoccupé, et la partie ukrainienne n'a pas protesté.

C'est uniquement le 28 février 2022 – après le début de l'opération militaire russe – que le procureur Khan a fait part de son intention d'obtenir de la Chambre préliminaire l'ouverture d'une enquête, demande qui justifiait une procédure d'environ un an…

Des États membres ont alors décidé d'agir par une sorte de «plainte d'État membre», soit le déféré prévu par l'article 14. Selon ce texte, un État membre peut «déférer» au Procureur une situation pour que celui-ci ouvre une enquête sur un territoire pour lequel la Cour a compétence. Or, la Cour a compétence sur l'Ukraine depuis les déclarations gouvernementales de 2014 et 2015, vues plus haut. Ainsi, le 2 mars 2022, un groupe de 38 États membres de la CPI a déféré la situation en Ukraine au procureur de la Cour pour enquête[1].

De ce fait, Karim Khan a pu procéder à l'ouverture d'une enquête sans avoir à saisir la chambre préliminaire[2].

3/ La Russie État non-membre de la CPI

La Russie n'est pas membre de la CPI, comme notamment, les États-Unis et La Chine. Les autorités russes ne sont donc pas tenues de coopérer avec le procureur de la CPI.

Toutefois, en vertu des règles de compétence, le procureur doit enquêter de manière impartiale sur les allégations de crimes commis en Ukraine, quelle que soit la nationalité des personnes présumées responsables et mettre en évidence des charges précises contre des personnes d'avoir commis des crimes dans le contexte de la guerre en Ukraine, quelle que soit leur nationalité.

En revanche, étant donné que ni l'Ukraine ni la Russie ne sont membres de la CPI, la Cour n'est pas compétente pour juger le crime d'agression.

B- EN SYNTHÈSE

1/ Un devoir pour l'Ukraine

Le pays subit le choc de la guerre, mais une large partie du territoire, dont la capitale, n'est pas dans la zone de guerre, et les services sont en place. D'une manière générale, les parties au conflit doivent assumer leurs fonctions étatiques souveraines, et donc procéder aux enquêtes et aux jugements, quelles que soient les difficultés. Sur le terrain, les enquêtes sont en cours, sous l'autorité de la procureure générale, et des premiers jugements ont été rendus. C'est la voie à privilégier, et rien ne justifie la précipitation à invoquer la CPI comme une urgence. Une coopération s'est mise en place autour de l'Ukraine, représentée par sa procureure générale, Iryna Venediktova, en lien avec l'agence européenne pour la coopération judiciaire Eurojust[3]. En revanche, pour asseoir l'autorité de ces jugements, le pays doit respecter les règles du procès équitable, et conduire des procédures de qualité, respectant le temps nécessaire à la justice, et se ponctuant par des jugements de grande qualité. À

1. Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

2. Procureur, déclaration du 2 mars 2022 : réception des saisines de 39 États parties et ouverture d'une enquête.

3. Stéphanie Maupas, «Des procureurs européens veulent "faire front" face aux crimes de guerre en Ukraine», *Le Monde,* 1er juin 2022.

cet égard, une procédure urgente de plaider coupable pour crimes de guerre n'a rien de convaincant.

2/ La CPI à renforcer, et non pas à dénigrer

La CPI peut devenir un relais pour les crimes d'une particulière ampleur, ou des poursuites contre les plus hauts responsables de l'État. Attention toutefois : la mise en cause d'un chef d'État pourrait jouer pour apprécier l'ordre militaire d'agression, mais le crime d'agression n'est pas justiciable, comme expliqué plus haut. Pour le reste, il faudrait prouver l'implication, comme instigateur, de crimes commis sur le terrain, et cette preuve est complexe, factuellement et juridiquement. En réalité, derrière les discours tonitruants, les chefs d'État puissants agissent pour que ce type de poursuites ne voient pas le jour, car ils veulent garder les mains libres pour leurs hauts choix politiques. Il est à ce jour parfaitement établi que l'attaque des États-Unis sur l'Irak était une agression, sans aucune forme de justification de surcroît.

Un dernier point à relever est la campagne hourdie contre la CPI, qui serait impuissante et inefficace, de telle sorte qu'il faudrait créer une juridiction spéciale pour cette guerre[1], amenant le procureur de la CPI à de la surenchère médiatique[2]. D'abord, créer une telle juridiction « spéciale » plombe la garantie d'indépendance, et c'est une ruine… Il faut recruter des juges pour un tribunal et une formation d'appel, un bureau du procureur, un greffe, les régimes d'assistance aux victimes. Et tout ça pour appliquer des règles de droit international, qui seront très proches de celles de la CPI, dont le statut est une référence de consensus. Discours illusoire pour soi-disant juger le crime d'agression[3], alors que la CPI le prévoit déjà mais que tout est bloqué car, passé les grands discours, pas un État puissant n'en veut. Ce qu'il faut, c'est renforcer la CPI en lui allouant des budgets corrects, mais les grandes puissances ne veulent pas renforcer cette juridiction qui, avec tous ses défauts, reste d'une belle efficacité. Rendre justice est toujours difficile, et ô combien pour des faits de guerre. Mais profiter de ces difficultés pour saper l'autorité de la CPI relève du trop célèbre cynisme des puissances.

1. Philippe Reltien, « Guerre en Ukraine : et si la Cour pénale internationale était mise sur la touche ? », Radio France, 10 juin 2022.
2. Stéphane Bussard, « Karim Khan, procureur général de la CPI : en Ukraine, nous avons déjà rassemblé des milliers de preuves », *Le Temps,* 3 juin 2022.
3. Stéphanie Maupas, « L'Ukraine réclame la création d'un tribunal spécial sur le crime d'agression », *Le Monde,* 21 mai 2022.

UN DÉNI D'AUTONOMIE AU NOM DE LA GÉOPOLITIQUE OU DE LA PAIX

GILBERT ACHCAR[1]

La gauche antiguerre anti-impérialiste du monde entier s'est trouvée profondément divisée au sujet de la guerre en Ukraine selon des lignes politiques assez inhabituelles. Cela est dû à deux facteurs : d'une part, la nouveauté de la situation que constitue l'invasion par la Russie d'un pays voisin plus faible, et cela au nom d'ambitions expansionnistes nationalistes ouvertement déclarées ; et d'autre part, le soutien actif et consistant de l'OTAN à la résistance du pays envahi. Cette même gauche avait déjà été traversée par des désaccords au sujet de l'intervention meurtrière de la Russie en Syrie après celle de l'Iran, mais les conditions étaient alors très différentes.

Moscou était intervenue en soutien au régime syrien établi, un fait que certains ont pris comme prétexte pour justifier l'intervention ou l'excuser. Les mêmes ont dénoncé avec véhémence l'intervention tout aussi meurtrière menée par l'Arabie saoudite au Yémen, bien qu'elle ait également eu lieu en soutien au gouvernement en place – un gouvernement certainement plus légitime que la dictature syrienne au pouvoir depuis plus de 50 ans. (Le gouvernement yéménite est issu des élections organisées à la suite du soulèvement de 2011 qui a chassé le dictateur de longue date de ce pays.)

Le soutien à l'intervention militaire russe en Syrie ou, au mieux, le refus de la condamner étaient dans la plupart des cas fondés sur un « anti-impérialisme » géopolitique unilatéral qui considérait le sort du peuple syrien comme subordonné à l'objectif ultime de s'opposer à l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis, perçus comme soutenant le soulèvement syrien. Là encore, il y avait une contradiction flagrante dans le fait que les partisans de cette position n'ont pas manifesté contre la guerre menée par les États-Unis contre le soi-disant État islamique (EI) et exigé qu'elle cesse.

En fait, certains de celles et ceux qui, au nom de l'opposition à l'impérialisme américain, ont refusé de condamner l'intervention de la Russie à la rescousse de la dictature syrienne, ont soutenu l'intervention des mêmes États-Unis aux côtés de l'YPG, la milice kurde de Syrie proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, dans sa lutte contre l'EI. (Les États-Unis ont même soutenu simultanément les milices pro-iraniennes d'Irak dans ce conflit.)

La guerre en Ukraine a présenté un cas qui semblait être plus clair et univoque. La Russie mène une guerre d'invasion en Ukraine similaire à celles qu'a menées l'impérialisme américain dans divers pays depuis la Seconde Guerre mondiale, de la Corée à l'Afghanistan en passant par le Vietnam et l'Irak. Mais comme l'envahisseur n'est pas Washington mais Moscou, et comme ceux qui se battent contre l'invasion ne sont pas soutenus par Moscou et Pékin mais par Washington et ses alliés de l'OTAN, une grande partie de la gauche antiguerre et anti-impérialiste a réagi très différemment.

1. Gilbert Achcar est chercheur et professeur à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres.

Une frange de cette gauche, poussant au paroxysme son opposition néocampiste unidimensionnelle à l'impérialisme américain et à ses alliés, a soutenu la Russie, la qualifiant d'«anti-impérialiste», en transformant ainsi le concept d'impérialisme initialement fondé sur la critique du capitalisme en concept fondé sur une haine quasi culturelle de l'Occident. Une autre partie a reconnu la nature impérialiste de l'État russe actuel, mais a considéré qu'il s'agit d'une puissance impérialiste de moindre importance à laquelle il ne faut pas s'opposer selon la logique du «moindre mal».

Une autre partie encore de la gauche antiguerre anti-impérialiste, reconnaissant elle aussi la nature impérialiste de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'a condamnée et a exigé qu'elle cesse. Elle n'a cependant pas soutenu la résistance de l'Ukraine à l'invasion, sauf en lui souhaitant pieusement de réussir, tout en niant son droit à obtenir les armes dont elle a besoin pour se défendre. Pire encore, la plupart des mêmes se sont opposés à la livraison de telles armes par les puissances de l'OTAN, subordonnant de manière flagrante le sort des Ukrainien·nes à la considération présumément «suprême» de l'opposition à l'impérialisme occidental.

La version la plus hypocrite de cette attitude a consisté à feindre de se soucier du sort des Ukrainien·nes qui seraient utilisés par l'OTAN comme chair à canon dans une guerre interimpérialiste par procuration. À cet égard, on a fait grand cas d'une interview de Chas Freeman, un ancien fonctionnaire américain de 79 ans, à la retraite depuis 1994 après avoir occupé une série de postes dont celui d'ambassadeur des États-Unis au royaume saoudien au moment de la destruction de l'Irak par les États-Unis en 1991. L'interview a été réalisée par le site Grayzone, spécialisé dans la propagande russe, le discours antivaccin et les théories du complot.

Interrogé sur ce qu'il pensait des propos du président ukrainien Zelensky, qui aurait déclaré, selon Grayzone, que les membres de l'OTAN lui ont affirmé qu'ils n'admettraient pas son pays dans l'OTAN tout en laissant officiellement la porte ouverte, Freeman répond :

> Je pense que c'est remarquablement cynique, ou peut-être que c'était naïf et irréaliste de la part des dirigeants de l'Ouest. Zelensky est manifestement un homme très intelligent, et il a vu quelles seraient les conséquences de ce qu'il a appelé une relégation dans les limbes : c'est-à-dire que l'Ukraine serait abandonnée à son sort. Et l'Occident disait en substance : «Nous nous battrons jusqu'au dernier Ukrainien pour l'indépendance de l'Ukraine», ce qui reste fondamentalement notre position.

Plus loin dans la même interview, Freeman est interrogé sur l'idée selon laquelle l'Ukraine est utilisée comme chair à canon contre la Russie, une opinion qui prévaudrait à Washington selon Grayzone. Freeman répond :

> Cela ne coûte absolument rien aux États-Unis tant que nous ne franchissons pas une quelconque ligne rouge russe qui conduirait à une escalade contre nous.

Dans ses réponses, Freeman avait plutôt l'air de reprocher à l'OTAN de ne pas admettre l'Ukraine en son sein, et aux États-Unis de ne pas se battre pour l'Ukraine, comme s'il souhaitait que l'Alliance s'implique directement dans la défense du territoire de l'Ukraine et de sa souveraineté plutôt que de la laisser dans les limbes.

Et pourtant, la citation au sujet du combat «jusqu'au dernier Ukrainien» a été interprétée comme si Freeman lui-même avait dit que Washington utilise

les Ukrainiens comme soldats par procuration et les pousse à se battre jusqu'au dernier d'entre eux. Elle a même été traitée comme s'il s'agissait d'une déclaration officielle de la politique américaine. Vladimir Poutine lui-même a répété la même phrase «jusqu'au dernier Ukrainien» dans une déclaration publique le 12 avril. D'où de fausses manifestations de pitié pour les Ukrainien·nes, décrits comme étant cyniquement dotés d'armes par les puissances de l'OTAN afin qu'ils continuent à se battre jusqu'à leur épuisement total. Cela permet à ceux qui expriment de telles opinions de s'opposer à la livraison par les gouvernements de l'OTAN d'armes défensives aux Ukrainien·nes en prétextant des préoccupations humanistes à leur égard.

Toutefois, cette fausse sympathie occulte totalement l'autonomie des Ukrainien·nes[1], au point de contredire l'évidence même : pas un seul jour ne passe depuis le début de l'invasion russe sans que le président ukrainien ne reproche publiquement aux puissances de l'OTAN de ne pas envoyer suffisamment d'armes, tant en quantité que quant à la nature des armements ! Si les puissances impérialistes de l'OTAN utilisaient cyniquement les Ukrainien·nes pour affaiblir leur rival impérialiste russe, comme le voudrait ce type d'analyse incohérente, elles n'auraient certainement pas besoin d'être implorées d'envoyer encore plus d'armes.

La vérité est que les principales puissances de l'OTAN ont hâte que la guerre cesse – c'est notamment le cas de la France et de l'Allemagne, importants fournisseurs d'armes à l'Ukraine. Bien que la guerre ait beaucoup d'avantages pour les complexes militaro-industriels de ces pays, les gains de ces secteurs spécifiques ne pèsent pas lourd par rapport à l'impact global des pénuries d'énergie, de l'inflation croissante, de la crise massive des réfugiés et de la perturbation du système capitaliste international dans son ensemble, à une époque d'incertitude politique mondiale et de montée de l'extrême droite.

Enfin, une autre partie de la gauche mondiale antiguerre anti-impérialiste rejette la livraison d'armes aux Ukrainiens au nom de la paix, préconisant les négociations comme alternative à la guerre. On pourrait croire que nous sommes revenus à l'époque de la guerre du Vietnam, lorsque le mouvement antiguerre était divisé entre partis communistes pro-Moscou prônant la paix et gauche radicale souhaitant ouvertement la victoire du Vietnam contre l'invasion américaine.

La situation est toutefois très différente aujourd'hui. À l'époque du Vietnam, les deux ailes du mouvement antiguerre étaient pleinement solidaires des Vietnamiens. Elles soutenaient toutes deux le droit des Vietnamiens à acquérir des armes pour leur défense. Leur désaccord était d'ordre tactique, sur le slogan à mettre en avant pour construire le plus efficacement possible un mouvement antiguerre susceptible d'aider le Vietnam dans sa lutte nationale.

Aujourd'hui, en revanche, celles et ceux qui prônent la «paix» tout en s'opposant au droit des Ukrainien·nes à acquérir des armes pour leur défense opposent cette paix au combat. En d'autres termes, ils/elles souhaitent la capitulation de l'Ukraine, car quelle «paix» aurions-nous pu avoir si les Ukrainien·nes n'avaient pas été armés et n'avaient donc pas pu défendre leur pays ? Nous aurions pu écrire aujourd'hui «L'ordre règne à Kyiv !», mais cela aurait été l'Ordre nouveau imposé par Moscou à la nation ukrainienne sous le prétexte ultra-fallacieux de la «dénazifier».

1. NdT : le terme anglais *agency* (parfois traduit par «capacité d'agir» ou «agentivité») est ici traduit par «autonomie» pour faciliter la lecture du texte.

De négociations sont en cours entre Kiev et Moscou, sous l'égide de la Turquie, membre de l'OTAN. Elles ne déboucheront sur un traité de paix qu'à l'une de deux conditions. La première serait que l'Ukraine ne puisse plus continuer à se battre et doive capituler et accepter le diktat de Moscou, même si ce diktat a été considérablement amoindri par rapport aux objectifs initialement déclarés par Poutine, grâce à la résistance héroïque des forces armées et de la population ukrainiennes.

L'autre condition serait que la Russie ne soit plus en mesure de continuer à se battre, soit pour une raison militaire à cause de l'épuisement moral de ses troupes, soit pour une raison économique face à un mécontentement généralisé de la population russe. C'est ainsi que, lors de la Première Guerre mondiale, les difficultés rencontrées par les troupes de la Russie tsariste et les conséquences économiques de la guerre sur la population russe ont conduit celle-ci à se soulever et à renverser le tsarisme en 1917 (une cause similaire avait conduit à la révolution manquée de 1905 à la suite de la défaite de la Russie dans sa guerre contre le Japon).

Les vrais internationalistes, militant·es antiguerre et anti-impérialistes ne peuvent que souhaiter de tout cœur le second scénario. Ils et elles doivent donc soutenir le droit de l'Ukraine à obtenir les armes dont elle a besoin pour sa défense. La position opposée revient à soutenir l'agression impérialiste de la Russie, même si l'on prétend le contraire.

EUROPE SOLIDAIRES SANS FRONTIÈRES
22 juin 2022

Page suivante :
Roman Ratushny. Il était de celles et ceux qui avaient participé à la «révolution de la dignité» sur la place Maïdan en 2013. Il était de celles et ceux qui luttaient contre la spéculation immobilière à Kiyv. Il allait avoir 25 ans. Il a été tué au combat le 9 juin 2022.

APPEL
POUR LA DÉFENSE DES DROITS REPRODUCTIFS DES FEMMES UKRAINIENNES EN UKRAINE, EN POLOGNE, DANS TOUTE L'EUROPE ET AU-DELÀ : UNE LUTTE FÉMINISTE GLOBALE

Le Collectif féministe du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) est un groupe du travail constitué en collectif. Dans le cadre de ce collectif, des militantes féministes de plusieurs organisations membres du réseau travaillent main dans la main avec des féministes ukrainiennes, notamment de l'organisation Sotsialnyi Rukh et des collectifs féministes Bilkis et Feministytchna maïsternia (Atelier féministe, voir p. 29), mais pas seulement.

Le collectif cherche à promouvoir la solidarité féministe internationaliste avec nos camarades ukrainiennes : à relayer leurs combats, leurs voix et leurs revendications et à les soutenir matériellement. Dans ce contexte, et compte tenu des difficultés particulières que les femmes déplacées ukrainiennes rencontrent pour avoir accès à l'avortement dans les principaux pays d'accueil, le collectif féministe du RESU a lancé une pétition pour exiger la légalisation de l'avortement en Pologne et l'accès réel à l'IVG des femmes déplacées ukrainiennes partout en Europe.

Depuis le 24 février, les femmes ukrainiennes sont confrontées à un niveau accru de violence de genre, du fait de l'invasion russe : (1) les troupes russes recourent massivement au viol comme arme de guerre contre les femmes et les enfants. (2) Les violences domestiques à l'encontre des femmes et des enfants se sont nettement amplifiées. (3) Les femmes réfugiées en Ukraine et à l'étranger, à la recherche d'un refuge sûr, font face à un risque amplifié de violences sexistes et sexuelles. Les viols et les grossesses forcées qui en découlent sont la manifestation de ces formes de violences sexistes et sexuelles.

Bien que l'avortement soit légalement autorisé en Ukraine jusqu'à douze semaines, l'accès à la santé, notamment aux services de santé reproductive, est restreint du fait de la guerre. Le problème est particulièrement grave dans les territoires occupés, du fait du déplacement des personnels de santé, de l'absence de médicaments, des attaques ciblées contre les structures de soins, etc. L'accès à un système de santé reproductive sûr, incluant planning familial, contraception, avortement et soins aux nouveau-nés, maternité est fortement compromis.

De nombreuses femmes et enfants ukrainiens fuyant la guerre se réfugient en Pologne voisine où l'avortement est considéré comme un crime et l'accès à la contraception un des pires d'Europe. Depuis

janvier 2021, les nouvelles lois concernant l'avortement interdisent toute interruption de grossesse sauf en cas de viol, d'inceste ou de risque pour la vie de la mère. Théoriquement il est possible pour une Ukrainienne victime de viol d'avoir accès à un avortement en Pologne. Mais la loi polonaise exige que le viol soit prouvé par une enquête criminelle afin d'obtenir une autorisation légale à avorter. Cela est souvent impossible et prend tellement de temps qu'il devient alors impossible de mettre terme à la grossesse dans le délai requis.

En pratique, les femmes ukrainiennes déplacées et toutes celles soumises aux lois polonaises sont contraintes de choisir entre mener une grossesse non désirée à terme dans une situation précaire ou prendre des risques importants du fait d'avortements clandestins. Quand les Ukrainiennes déplacées parviennent finalement à rejoindre un pays où l'avortement est autorisé, il est plus que probable qu'elles aient dépassé le délai légal, douze semaines dans la plupart des pays européens.

De plus, dans certains pays d'accueil, comme en Slovaquie, l'accès à l'avortement des femmes ukrainiennes est remis en question. En Hongrie, toutes les femmes doivent avoir au moins cinq consultations médicales avant de pouvoir accéder à l'avortement. Et en Moldavie, les Ukrainiennes ne peuvent accéder facilement au système de santé sous-financé, et n'ont souvent pas les moyens d'accéder aux droits reproductifs auprès des cliniques privées.

Défendre nos droits reproductifs, en Ukraine, en Pologne et partout constitue un combat féministe global en ces temps de recul conservateur et néolibéral dans l'ensemble du monde. Le droit à l'avortement ne cesse d'être remis en cause à différents niveaux et sur différents fronts dans de nombreux pays ; tandis que, dans d'autres, des femmes continuent à se battre pour gagner ce droit. Les attaques contre les droits reproductifs des femmes font partie d'une stratégie globale de destruction et de contrôle systématique des droits des femmes et des travailleuses et travailleurs par les forces conservatrices et néolibérales. Nous appelons toutes celles et ceux qui défendent les droits des femmes dans le monde à nous rejoindre dans le combat pour le droit des femmes à l'avortement libre et sans danger en Ukraine, en Pologne et au-delà dans toute l'Union européenne.

NOUS DEMANDONS :

- la légalisation immédiate de l'avortement en Pologne ;
- le droit à l'avortement sans danger partout ;
- le développement et le renforcement des services publics de santé permettant l'accès aux droits reproductifs de santé pour toutes les femmes en Ukraine, dans tous les pays européens et dans le monde.

POUR ENVOYER VOS SIGNATURES

https://ukraine-solidarity.us8.list-manage.com/subscribe?u=5c732dd5ee65845cf20fd724a&id=154b8ab8c4

UNE GUERRE D'AGRESSION « GRAND RUSSE »

CATHERINE SAMARY[1]

Je commencerai par souligner quelques aspects essentiels de la perception poutinienne des enjeux de son pouvoir en Russie et sur l'échiquier international et régional (notamment au Bélarus) quand il lance sa dite « opération militaire » le 24 février. Puis, j'évoquerai au vu des premiers effets de sa guerre d'agression grand-russe, les infléchissements de sa politique produisant de nouvelles caractéristiques et incertitudes des résistances en Russie et au Bélarus. Je conclurai sur l'essence de ce que notre réseau tente de faire, passant le relais aux interventions suivantes pour le concrétiser.

LE CONTEXTE : UNE « OPÉRATION » IDÉOLOGIQUEMENT MARQUÉE ET « SITUÉE »

Poutine a construit son projet à partir d'une idéologie et motivation grand-russe de remise en cause de la construction « léniniste » d'une Ukraine (et d'un Bélarus) indépendante (voir son discours de fin 2021[2]) ; et il a déterminé la date de son offensive guerrière non pas en fonction d'une « menace » contre la Russie venant de l'OTAN, mais au contraire d'un constat (en 2021) de la crise de l'OTAN (« en mort cérébrale », disait Macron) : après le retrait d'Afghanistan, d'une part, et dans le contexte de divisions majeures entre États-Unis et UE et au sein de l'UE entre Allemagne, France et nouveaux membres d'Europe de l'Est : notamment sur les enjeux énergétiques avec les dépendances étroites que l'on connaît entre Russie et UE – mais tout particulièrement, Allemagne, France et Italie sur ce plan. Poutine savait aussi, comme Biden l'a rappelé explicitement y compris à Zelensky, qui s'en plaignait – que l'OTAN ne défendrait pas l'Ukraine qui n'en était pas membre.

Après les années Eltsine et le « partenariat pour la paix » avec l'OTAN (notamment le soutien par les États-Unis des sales guerres menées par la Russie en Tchétchénie « contre le terrorisme » – la reconstruction d'un État fort russe (dans la maîtrise de ses oligarques) et international s'accompagnait d'une nouvelle logique de rapport de force et de partage de « sphères d'influence » combinant traits et intérêt capitalistes communs et relations conflictuelles : la Russie a cherché à construire l'Union économique eurasiatique face à (et sur le modèle de) l'UE, et pour contrer le « partenariat oriental » lancé en 2009 par l'UE en remplacement de toute logique d'extension de ses membres) vers tous les pays post-soviétiques situés entre la Russie et l'UE – dont l'Ukraine et le Bélarus[3]. De même, à partir de 2003 se met en place l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) souhaitée par le Kazakhstan – et qui intervient face aux soulèvements sociaux du Kazakhstan en 2021. Car cette mini-OTAN a aussi (et surtout) une logique régionale de maintien de l'ordre de pouvoirs

1. Membre du RESU ainsi que des groupes de travail féministes et réfugié·es du RESU. Elle a participé au nom du NPA (avec Olivier Besancenot) à la délégation en Ukraine du RESU des 3-8 mai 2022. Voir son article, « Retour d'Ukraine : quelle solidarité avec le peuple ukrainien », *Anti-K,* juin 2022.

2. Voir notamment Denis Paillard, « Poutine et le nationalisme grand-russe », http://europe-solidaire.org/spip.php?article61945.

3. Lire à ce sujet mon article, « La société ukrainienne entre ses oligarques et sa Troïka », *Les Possibles,* n° 2, hiver 2013-2014.

autocratiques issus de l'ex-URSS partageant une peur organique envers ce qui, à partir du début des années 2000 (notamment en Ukraine et Géorgie), après la chute spécifique de Milosevic[1] est analysé comme des «révolutions de couleur» – notion qui désigne des soulèvements populaires anticorruption prenant des emblèmes colorés dont les partis «pro-occidentaux» sont financés par l'Occident. Malheureusement, la vision poutinienne de tout mouvement contestataire comme «pion» de l'étranger et toute révolution embryonnaire comme «révolution de couleur», pénètre aussi de façon désastreuse au sein d'une partie de la gauche : celle-ci s'appuie sur la part d'évidence et de vrai de l'instrumentalisation de toutes les crises par les grandes puissances qui tentent d'y faire avancer leurs propres intérêts financiers et objectifs géopolitiques.

Mais cette approche réduit les sociétés à des pions, sans aucune marge de bilans propres de leurs expériences et d'actions autonomes échappant en partie au contrôle d'«en haut» et d'ailleurs. Cela ne permet pas de comprendre la profondeur de la crise des formes de représentation démocratiques aujourd'hui – et, en Ukraine, la réalité de mouvements sociaux et de choix autonomes. Cela n'empêche nulle part les difficultés à construire des alternatives cohérentes – aux échelles où elles deviennent crédibles. Et cela n'empêche évidemment pas les instrumentalisations de mouvements autonomes par les grandes puissances – et des issues non garanties.

Mais de telles tendances valent aussi pour le pouvoir russe lui-même : son instrumentalisation des conflits du Kazakhstan pour légitimer l'OTSC auprès de ses alliés autocratiques régionaux non russes en a témoigné - sans supprimer la réalité des aspirations exprimées par les mouvements sociaux. De même, le rapprochement plus organique entre la Russie et le pouvoir du Bélarus marque un tournant - et non une trajectoire fixée d'avance. Loin d'être acclamée, l'intervention de Poutine dans la crise ukrainienne de 2014 avait suscité des défiances et critiques explicites jusqu'au Bélarus : l'enjeu de la *souveraineté* (autocratique) des États post-soviétiques demeure omniprésente dans la construction de l'Union économique eurasiatique (comme de l'OTSC) – une source de tensions internes entre États membres et institutions supranationales que rencontre aussi l'Union européenne. L'idée que Poutine pourrait sans problème mener une guerre pour s'approprier des territoires et changer le pouvoir en place chez ses voisins est fausse – y compris pour ceux qui adhèrent à l'OTSC (qui s'est rapidement retirée du Kazakhstan) et… au Bélarus.

Après avoir pris quelques distances avec Moscou à la suite de la récupération par la Russie de la Crimée et à la guerre hybride lancée dans le Donbass en 2014, Loukatchenko s'est tourné radicalement vers Poutine pour stabiliser son règne, après les soulèvements de 2020. La Constitution du Bélarus avait entériné une neutralité en termes d'armements nucléaires à la suite des accords conclus en 1996 avec la Russie et les États-Unis – analogues à ceux signés par l'Ukraine et le Kazakhstan – cédant leurs armes nucléaires à la Russie moyennant une clause de respect des frontières. Les modifications constitutionnelles récentes permettent à des bases russes de s'établir dans le pays – mais pas au point d'entrer «en guerre» avec des voisins…

Résumons donc la perception poutinienne de ses marges de manœuvre et des avantages qu'il peut

1. Voir sur mon site, http://csamary.fr, les causes internes de la crise yougoslave dans le contexte de la globalisation capitaliste et de ses conflits et désordre.

escompter tirer de son offensive militaire en Ukraine au début de 2022 (illustrée par ses propres discours).

■ Au plan intérieur russe : le tournant de 2014 en Crimée a été reçu de façon patriotique, et les négociations sur le Donbass à Minsk avec les gouvernants français et allemands ont donné une crédibilité à une logique de « gestion internationale » d'un conflit interne ukrainien et d'un pouvoir de Kyiv post-Maïdan, appuyé sur des forces d'extrême droite « antirusses[1] ». L'espoir est de détourner la population de ses insatisfactions sociales et politiques intérieures. Mais – y compris vis-à-vis des alliés du Bélarus – il ne s'agit pas de « guerre » : d'où l'accent sur la double légitimation politico-idéologique – « Nous sommes un seul peuple russe » et il s'agit d'une « opération » contre des fascistes ukrainiens antirusses.

■ L'élection de Zelensky en 2019 et sa baisse de popularité un an après son élection sont plutôt perçues comme preuve d'un pouvoir faible à Kyiv qui devrait s'effondrer facilement (même les alliés occidentaux de Zelensky le pensent aussi – offrant des aides pour quitter le pays…).

■ Cette logique interne/régionale s'accompagne d'une mission internationale contre un ordre occidental unipolaire face à une OTAN et une UE en crise.

… ET LES PREMIERS EFFETS D'UNE GUERRE D'AGRESSION

Loin de s'effondrer, le pouvoir de Zelensky se transforme et se consolide dans l'ensemble de l'Ukraine, exploitant son propre profil russophone et juif contre la propagande poutinienne non sans talent médiatique. L'appel à une résistance – où l'armée est secondée par une défense territoriale populaire – modifie de façon majeure l'impact local, régional et international de cette guerre – dans la durée. Non seulement le pouvoir de Kyiv ne s'effondre pas – et Poutine ne trouvera pas un régime à sa botte – mais c'est toute une population qui est mobilisée contre cette invasion. Une nouvelle « ukrainité » populaire se construit dans et contre la guerre.

Les premières résistances à la guerre en Russie et au Bélarus sont en phase avec cette caractéristique que découvrent les soldats russes – et que dénoncent avec force en tout premier lieu des syndicalistes de Russie et du Bélarus.

Le communiqué de la deuxième confédération syndicale du pays, la Confédération du travail de Russie (KTR, Confédération indépendante membre de la CSI, 2,5 millions d'adhérents) à Moscou, le 25 février 2022 est éloquent :

> La Confédération du travail de Russie note, avec une grande amertume, que ce sont les travailleurs de nos pays, des deux côtés, qui souffrent en conséquence directe du conflit militaire. L'intensification du conflit menace de provoquer un choc dévastateur pour les économies et les systèmes de soutien social de nos pays, ainsi qu'une baisse du niveau de vie des travailleurs. Cela ouvrirait la porte à une vague massive de violations des droits du travail des citoyens travailleurs.
>
> En ce qui concerne tout ce qui précède, la Confédération du travail de Russie exprime sa conviction dans la nécessité de la cessation de l'action militaire, aussi rapidement que possible, et de la reprise du dialogue pacifique et de la coexistence entre les peuples multinationaux de Russie et d'Ukraine.

1. Lire notamment l'adresse aux Russes de Taras Bilous, né dans le Donbass et membre de l'association socialiste ukrainienne Sotsialny Rukh (www.europe-solidaire.org/spip.php?article61629) et les argumentas précis de Michael Karadjis, https://mkaradjis.com/2022/06/16/on-the-fantastic-tale-that-the-ukrainian-army-killed-14000-ethnic-russians-in-donbas-between-2014-and-2022/.

Parallèlement, des actions protestataires individuelles et collectives se multiplient contre ce qu'il est interdit d'appeler «guerre» se multiplient. Lev Ponomarev, un activiste défenseur des droits humains, recueille plus d'un million et demi de signatures, des pétitions surgissent par milieux professionnels (pour tenter de se protéger collectivement de la répression) – notamment celle signée par quelque 8 000 étudiants et enseignants de l'université Lomonosov de Moscou. La sociologue Karine Clément, spécialiste des mouvements sociaux de la société russe[1], a souligné que Poutine ne fait «pas seulement la guerre à l'Ukraine» mais qu'il «massacre aussi» une société dont elle analyse les différentes composantes à la veille de ce tournant[2] aux conséquences imprévisibles.

Dans le contexte d'une société que le pouvoir s'efforce d'atomiser et d'une guerre qui renforce les comportements patriarcaux, Ella Grosman, active dans un des réseaux féministes contre la guerre en Russie explique :

> L'agenda féministe s'est révélé être un outil puissant pour la politisation des femmes et a touché même celles qui, au départ, ne s'intéressaient guère à la politique. […] Le féminisme, avec sa formule «le personnel est politique», a de ce fait changé la donne. […] Malheureusement, nombre d'entre elles sont en grand danger. La menace ne vient pas seulement de l'État, qui réprime les citoyens protestant contre la guerre ou révélant la vérité à son sujet. Avant la guerre, les féministes russes et les femmes actives sur le plan politique recevaient déjà des menaces de mort de la part de Russes ordinaires, furieux que le simple fait de parler à haute voix des stéréotypes de genre, de la violence sexiste ou de participer à la vie politique, ces femmes violaient l'ordre patriarcal tacite[3].

Les actions de femmes contre la guerre portent aussi la mémoire des traumatismes légués par d'autres guerres et les violences dans l'armée. Mais des centaines de soldats russes, exploitant les marges de résistance que leur donne une guerre «non déclarée», ont refusé d'aller au front. Le mercredi 25 mai, un tribunal militaire de la région du sud de la Russie de Kabardino-Balkarie a conclu que 115 soldats avaient «arbitrairement refusé d'accomplir une mission officielle et étaient partis de leur propre initiative vers un lieu d'affectation permanent», violant ainsi les termes de leur contrat de service[4].

Les avancées et premières victoires de la résistance populaire ukrainienne ont contrasté avec les problèmes manifestes de «moral» de troupes russes en quête de sens malgré la supériorité numérique et d'armement des forces d'occupation. Mais cela produit aussi des infléchissements majeurs à la fois du cours répressif interne à la Russie et de la haine propagée contre tous ces Ukrainiens qui résistent (même et de fait surtout, dans la région en guerre, russophones) – de plus en plus, comme dans d'autres contextes passés – assimilés à des nazis[5]. Les crimes de guerre commis non loin de Kyiv, à Boutcha, puis à Marioupol et dans de multiples agglomérations du Donbass témoignent d'une évolution de la guerre dont la contrepartie est au plan intérieur également

1. Voir *Contestation sociale à bas bruit en Russie, critiques sociales ordinaires et nationalismes,* Le Croquant, 2022 et sa présentation par Denis Paillard.
2. https://alencontre.org/europe/russie/poutine-ne-fait-pas-que-la-guerre-a-lukraine-il-massacre-aussi-la-societe-russe.html.
3. Lire d'Ella Rossman, spécialiste du féminisme en URSS et en Russie, publié dans *Les Cahiers de l'antidote : Soutien à l'Ukraine résistante,* vol. 7.
4. Voir www.marianne.net/monde/europe/guerre-en-ukraine-115-militaires-russes-licencies-pour-avoir-refuser-daller-combattre.
5. Voir l'analyse du marxiste russe Ilya Budaitskis, «Renventing Nazism for State Propaganda : How Morality is Being Replaced by Force», https://russiapost.net/page28542780.html.

une violence répressive de contrôle fascisant de la société. Elle est et sera sans doute accompagnée de mesures sociales ciblées vers les populations auxquelles sont distribués des passeports russes.

Qu'en est-il au Bélarus ? Là aussi les tout premiers jours de la guerre ont vu l'expression de solidarités syndicales – suscitant très vite une répression radicale notamment contre des dirigeants du Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP) et de syndicats de la métallurgie (SPM) ou de la radioélectronique (REP). Cette répression a suscité des protestations syndicales de solidarité venant notamment de Russie (de la part de la KTR, évoquée plus haut, elle-même menacée), et d'Ukraine – de la part de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine la KVPU[1]. Les travailleurs des chemins de fer du Bélarus ont entrepris de fait des actions de type « partisan » qui joueront sûrement un rôle essentiel dans/contre cette guerre – pour rendre difficile l'acheminement de renforts et ravitaillement des troupes russes en Ukraine.

EN GUISE DE CONCLUSION OUVERTE : L'AUTODÉTERMINATION DES PEUPLES ET LEURS LIENS ÉGALITAIRES, RAISON D'ÊTRE DE NOTRE RÉSEAU

Il est impossible de savoir sur la durée quel sera l'effet sur la population russe d'une guerre où les méfaits commis par les forces russes sont attribués par Poutine aux « nazis ukrainiens ». Nous n'avons aucune garantie d'une issue progressiste – donc d'une paix juste (et durable parce que juste). Nous pouvons être sûr·es qu'elle ne sera pas juste si ses conditions sont dictées et contrôlées par les grandes puissances entre elles – et échappent au contrôle de la population ukrainienne. Elle seule doit gérer son histoire, ses pages noires et sa diversité.

Notre réseau vise à des liens par en bas, indépendants de tout pouvoir et des propagandes de ces pouvoirs – contre tous les rapports néocoloniaux et racistes, d'où qu'ils viennent, en premier lieu solidaires avec nos amis de la jeune gauche ukrainienne, les courants féministes, les syndicalistes ukrainien·nes – et avec les mouvements antiguerre de Russie et du Bélarus. Avec eux et elles, nous cherchons à faire le plus en notre pouvoir pour que la défaite des projets impérialistes russes soit à la fois celle de tous les oligarques. C'est à cette condition qu'il s'agira aussi de la consolidation d'une Ukraine populaire, démocratique et pluraliste dont les forces de gauche sont impliquées avec nous dans la redéfinition de rapports européens et mondiaux pacifiques parce qu'égalitaires et défenseurs des biens communs de la planète.

COMMUNICATION AUX « 4 HEURES POUR L'UKRAINE » ORGANISÉES PAR LE COLLECTIF FRANÇAIS DU RESU/ENSU, LE 11 JUIN 2002 À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS

1. Les textes se trouvent avec d'autres exemples de solidarité syndicale internationale, notamment sur le site de Solidaires internationale et les cahiers de Soutien à l'Ukraine résistante, associés au RESU.

Banderolle de la tribune de la Bourse du travail, 11 juin 2022.

LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH[1]

1. Nous reproduisons ci-après divers documents, déclarations, interviews, brèves publiés par Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), organisation anticapitaliste, féministe et écologiste ukrainienne. Pour d'autres documents et prises de position, voir nos précédentes livraisons.

CONSTRUIRE LA RÉSISTANCE POPULAIRE À L'AGRESSION DE L'IMPÉRIALISME RUSSE

ENTRETIEN AVEC ALONA LIASHEVA
ET DENYS PILASH

Tempest s'est entretenu avec Alona Liasheva et Denys Pilash sur la résistance ukrainienne, l'état de guerre, la dynamique de la lutte des classes et de la conscience populaire, et les tâches de la gauche internationale dans la construction de la solidarité avec l'Ukraine. Alona Liasheva est sociologue, chercheuse en économie politique urbaine, et travaille au Centre de recherche pour les études est-européennes de l'université de Brême. Elle est corédactrice de *Commons : Journal for Social Criticism* et membre du groupe socialiste ukrainien Sotsialnyi Rukh (Mouvement social).
Denys Pilash est un militant et un politologue de l'université nationale de Kyiv. Il fait partie du groupe socialiste ukrainien Sotsialnyi Rukh et est également membre du comité de rédaction de *Commons : Journal for Social Criticism*.

La résistance ukrainienne a repoussé l'invasion russe qui tentait de prendre Kyiv, remportant une grande victoire. La Russie a battu en retraite et tente maintenant de s'emparer du Donbass et d'établir un pont terrestre vers la Crimée, qu'elle a annexée en 2014. Comment se déroule la guerre aujourd'hui ? Quelles sont les conditions de vie des habitants des territoires repris par la Russie ? Quels sont l'équilibre et la dynamique des combats ?

DENYS PILASH

Je pense que la perception répandue selon laquelle la guerre a complètement changé après la victoire des batailles pour défendre Kyiv et Kharkiv est incorrecte. Nous sommes toujours confrontés à des frappes aériennes régulières dans tout le pays, y compris à Kyiv, Kharkiv et Lviv. Mais la bataille principale s'est déplacée vers le Donbass. La population y est confrontée à des tirs de mortier brutaux, à des bombardements de missiles et à des frappes aériennes. Certaines grandes villes comme Marioupol ont été complètement détruites. Il en va de même pour les petites villes et les villages. L'ampleur de la destruction est difficile à décrire. Des centaines d'écoles et d'hôpitaux ont été endommagés ou totalement détruits. Chaque jour, nous recevons des rapports faisant état de la mort d'un grand nombre de civils, de soldats ukrainiens et de volontaires des forces de défense territoriale. Le centre de gravité de la guerre s'est donc déplacé vers le Donbass, mais la nature de la guerre n'a pas changé. Elle reste une lutte pour l'autodétermination contre l'agression impérialiste russe. Les conditions des territoires occupés se détériorent ; la voie suivie

peut être observée dans les prétendues Républiques populaires de Louhansk et de Donetsk, que la Russie a contrôlées pendant huit ans. Les suzerains russes ont imposé un régime autocratique dans ces parties du Donbass, les ont subordonnées à leur économie, ont établi un nouveau système éducatif et ont exigé que tous les hommes de plus de 18 ans soient enrôlés dans l'armée et utilisés comme chair à canon dans la guerre. Il y a eu une résistance à l'occupation presque partout dès le début. De nombreuses manifestations pacifiques ont eu lieu, mais elles ont été violemment dispersées et réprimées. Aujourd'hui encore, les gens continuent de résister, comme récemment les pompiers d'Enerhodar, la ville qui abrite la plus grande centrale nucléaire d'Europe, la centrale nucléaire de Zaporijia. Comme ailleurs, elle subit la répression. L'opposition à l'occupation était telle que les Russes n'ont même pas réussi à obtenir de quelques Quislings qu'ils acceptent de diriger les autorités locales qu'ils ont installées... Finalement, les Russes ont trouvé quelques vieux politiciens corrompus et des théoriciens de la conspiration marginaux pour les diriger. En général, les gens, y compris les russophones, qui forment la majorité de la population dans les territoires occupés, ne sont pas disposés à collaborer. Ils ne supportent pas que leurs villes et villages soient détruits, que des soldats patrouillent dans leurs rues et que leurs droits soient bafoués.

ALONA LIASHEVA

J'ai suivi de près la situation dans les territoires occupés. J'ai contacté des personnes malgré les interruptions du service téléphonique et de l'internet. Ils décrivent tous des conditions horribles. Certains endroits sont complètement détruits comme Marioupol. D'autres endroits sont gravement endommagés comme Kherson mais sont plus ou moins stables. La crise humanitaire est grave. Dans certains endroits, les gens n'ont pas accès à l'eau potable. Dans d'autres, ils sont confrontés à des pénuries de médicaments de base comme l'insuline et les analgésiques. L'un des problèmes les plus courants est le manque d'accès à la nourriture pour les bébés qui souffrent d'une intolérance au lactose. Les mères doivent donc choisir entre voir leurs enfants mourir de faim ou souffrir de problèmes de santé dus au lait maternel disponible auquel ils sont allergiques. Les conditions économiques sont terribles. Les prix des produits de première nécessité comme la nourriture sont montés en flèche. Le coût des pommes de terre et des pâtes a atteint des niveaux complètement insensés. Cela est vrai même dans les régions agricoles de l'Ukraine. C'est vraiment choquant pour les gens, car l'Ukraine est censée être un pays agricole de premier rang. La pression idéologique exercée sur les habitants des territoires occupés est énorme. Une fois qu'ils sont coupés de toute connexion internet avec le monde extérieur, ils n'entendent que la propagande russe leur disant que personne ne va les sauver, que Kyiv a été prise et que l'Ukraine est sous le contrôle de Moscou. Les conditions de vie des femmes dans les territoires occupés sont tout simplement terribles. Nous avons entendu tant d'histoires de viols. Certaines histoires sont comme celles que nous avons toutes entendues à Boutcha, où les troupes russes ont utilisé le viol comme arme de guerre et d'occupation. On entend souvent dire que des femmes ont été «invitées» par des soldats russes à venir à des fêtes et à avoir des relations sexuelles. Si les femmes peuvent accepter cette invitation, ce n'est certainement pas leur choix, mais plutôt un choix qui leur est imposé par des hommes armés. Les institutions comme les hôpitaux et les écoles semblent être encore en activité dans certains endroits qui ne sont pas détruits.

Mais ils fonctionnent dans des conditions très difficiles, sans suffisamment de fournitures et de médicaments pour les soins de base. Les établissements d'enseignement fonctionnent sous les ordres de gouvernements nommés par la Russie. Les enseignants doivent instaurer l'enseignement en russe et mettre en œuvre un nouveau programme scolaire russe. S'ils refusent, ils sont licenciés pour désobéissance aux ordres. Et ils refusent toujours. Très peu de gens soutiennent ce que fait la Russie, y compris ceux qui étaient favorables à la Russie avant la guerre. Qui va approuver les bombes qui détruisent votre maison et tuent votre famille et vos amis ? Qui va soutenir l'occupation militaire ? Il y a eu beaucoup de résistance dans les territoires occupés, mais la Russie l'a brutalement réprimée. Les forces russes ont enlevé des militants et même des maires, les ont jetés en prison et les ont torturés. Une forme courante de torture est de tirer dans les chevilles pour rendre les personnes visées inaptes à résister ou à rejoindre l'armée ukrainienne pour libérer les territoires. Néanmoins, les gens continuent d'essayer de résister. Ils collent des affiches contre l'occupation. Ils peignent des graffitis contre l'occupation sur les bâtiments. Il y a une résistance souterraine.

Quel impact la guerre a-t-elle eu sur l'économie et les conditions de vie de la classe ouvrière en Ukraine aujourd'hui ? Les réfugiés sont-ils revenus ? Quelles sont les conditions de vie des personnes déplacées par la guerre ?

ALONA LIASHEVA

Le nombre de personnes chassées de chez elles par la guerre a été énorme. L'agence des Nations unies pour les réfugiés estime à plus de 5,1 millions le nombre de réfugiés présents en Europe. Mais nous ne pouvons qu'estimer le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Il doit se situer entre 6 et 7 millions de personnes. Aujourd'hui, tant les réfugiés que les personnes déplacées retournent dans leurs foyers. On peut s'en réjouir, mais il n'y a là souvent aucun motif pour se féliciter. Beaucoup de gens ne peuvent pas rentrer parce que leurs maisons ont été détruites ou que leurs villes sont maintenant occupées. Bien sûr, c'est une bonne chose que les gens qui peuvent rentrer soient de retour chez eux. Ils veulent être chez eux dans une Ukraine libérée. Je le ressens aussi. Je suis originaire de Kyiv, mais je vis maintenant à Lviv. Alors, quand Kyiv a été défendue avec succès, je suis allé voir, juste pour être là. Mais la réalité est que beaucoup reviennent parce qu'ils n'ont pas pu trouver de logement, d'emploi et de services sociaux à l'étranger ou en Ukraine. Par exemple, le logement des personnes déplacées a été un désastre complet. Des logements temporaires ont été fournis. Mais près de 99 % d'entre eux ont été organisés par des volontaires. Le gouvernement n'avait pas de politique efficace pour fournir des logements aux personnes déplacées et ne réglementait pas le marché des loyers. La fixation des prix a été laissée à la discrétion des propriétaires. Si certains ont maintenu les loyers à leur niveau antérieur, beaucoup les ont augmentés, parfois jusqu'à dix fois plus. Certaines personnes ont de la chance et conservent leur emploi lorsqu'elles quittent leur ville natale. Celles qui travaillent dans les technologies de l'information ont pu travailler à partir de n'importe quel endroit où elles ont déménagé. La plupart des autres ont perdu leur emploi et ont dû se battre pour en retrouver un. De nombreuses personnes qui ont quitté l'Ukraine reviennent parce qu'elles n'ont pas pu trouver suffisamment d'aide pour subvenir à leurs besoins. Au moins en Ukraine, elles ont leur propre maison ou appartement et elles sont prêtes à prendre

de grands risques personnels pour y revenir. Il y a des cas de personnes qui sont revenues et ont été tuées par des frappes de missiles. Nous nous sommes tous habitués à un niveau de danger qui, avant la guerre, aurait été inimaginable. Nous entendons des sirènes et des bombes en permanence. La guerre est devenue une partie normale de la vie.

DENYS PILASH

L'économie se détériore, et l'inflation augmente de façon spectaculaire. Près de la moitié de la population a perdu son emploi. Ceux qui ont gardé leur emploi subissent des réductions de salaire. De nombreuses personnes ont été licenciées. La guerre a également provoqué une crise agricole aiguë en Ukraine et une crise alimentaire à l'échelle internationale, notamment dans les pays du Sud. La Russie a bombardé et saisi une grande partie des terres agricoles. Elle s'est emparée et a moissonné également les céréales de ces terres. Dans le reste de l'Ukraine, les agriculteurs peuvent travailler plus ou moins correctement, bien qu'un certain nombre de conducteurs de tracteurs aient été tués par des missiles russes. Les agriculteurs produisent de la nourriture, mais ils ne peuvent pas la mettre sur des bateaux pour l'exporter en raison des blocus navals russes dans la mer Noire et la mer d'Azov.

Les denrées alimentaires sont donc bloquées en Ukraine et une partie pourrit dans les silos de stockage des ports. Cette situation entraîne des pénuries et une inflation sur l'alimentation dans le monde entier. Dans certains endroits au Sud, cela peut provoquer une famine et une énorme crise humanitaire. Plutôt que d'agir pour remédier à ces conditions atroces pour les travailleurs et les agriculteurs, les enthousiastes du marché du Parlement et du gouvernement ukrainiens ont adopté de nouvelles lois néolibérales qui aggravent les conditions. Elles permettent aux entreprises de licencier plus facilement et renforcent la déréglementation de l'économie. Le gouvernement et les oligarques ont utilisé les difficultés rencontrées par les petites entreprises comme prétexte pour faire passer ces attaques. Ils prétendent que ces lois aideront les petites entreprises, maintiendront les travailleurs au travail et que les avantages se répercuteront sur tous les autres. Évidemment, tout cela est faux. Face à ces attaques, les syndicats ont d'abord été passifs. Cela s'explique en partie par le fait qu'ils se sont attachés, comme tout le monde, à faire leur part pour défendre le pays, apporter une aide humanitaire et sauver la vie de leurs membres. Personne ne voulait être perçu comme sapant l'effort de guerre. Mais notre organisation, Mouvement social, et notre revue *Commons* ont essayé de publier des informations sur les dangers de ces projets de loi anti-ouvriers. Nous avons contribué à sensibiliser, au moins dans certains cercles de militants syndicaux, à l'urgence de s'opposer à cette législation.

Quel a été l'impact de la guerre et de l'occupation sur la conscience populaire? Quels sont l'état d'esprit et la confiance de la population, en particulier de ceux qui participent à la résistance militaire et populaire active?

ALONA LIASHEVA

En tant que sociologue, je poursuis mes enquêtes tout le temps. Je les ai donc examinés au cours des premières semaines de la guerre pour me faire une idée de la conscience populaire. Le soutien à Zelensky était de presque 100 % et il y avait un haut niveau de confiance dans la lutte pour défendre l'Ukraine. Mais nous devons nous rappeler que les opinions changent très rapidement en Ukraine. Je ne serais donc pas surpris que, dans quelques mois, les gens commencent à critiquer Zelensky et que sa popularité diminue.

Malgré la popularité actuelle de Zelensky, les gens critiquent certaines politiques gouvernementales. Ils soulèvent même des questions sur la stratégie militaire du gouvernement. Et les gens n'ont pas peur de s'exprimer, alors même que nous sommes sous la loi martiale. Cela signifie qu'au fil du temps, des débats réapparaîtront sur ce qu'il convient de faire au sujet des prétendues Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk, ainsi que de l'annexion de la Crimée par la Russie. Il y aura également d'autres débats sur les lois linguistiques du pays. Bien sûr, il y aura des tendances conservatrices et des tendances progressistes dans ces débats. Tout cela pour dire que la politique est très instable et sujette à des changements spectaculaires. À bien des égards, la guerre a renforcé la politisation de la société ukrainienne.

DENYS PILASH

Alona a raison. À ce stade, les gens sont très concentrés et unis pour défendre l'Ukraine, gagner la guerre et assurer une paix durable. Les gens étendent leur vision positive de cette lutte à Zelensky en tant que commandant en chef des forces armées de l'Ukraine. Mais lorsqu'il s'agit de décisions particulières prises par des fonctionnaires ou des ministres, leur avis peut être très critique. On constate une frustration accrue face à la corruption dans la distribution de l'aide humanitaire. Les gens sont plus disposés à critiquer les autorités locales pour leur comportement pendant la guerre.

Quel est le caractère du nationalisme ukrainien qui s'est développé pendant la guerre dans un pays dont la composition est multiethnique et multilingue? Il est évident que le nationalisme peut avoir des caractéristiques progressistes parce que les gens se battent pour leur droit démocratique à l'autodétermination nationale. Mais ce nationalisme peut parfois avoir un caractère chauvin ethnique. Quelles sont les dynamiques du nationalisme ukrainien que vous observez?

ALONA LIASHEVA

Il y a sans aucun doute un courant nationaliste conservateur. Cela conduit les gens à demander que tout le monde parle ukrainien et cesse de parler en russe. Mais c'est tout simplement impossible à mettre en œuvre. Un énorme pourcentage d'Ukrainiens parle russe, et ce fait n'a rien à voir avec leurs opinions politiques. En outre, je ne pense pas que les gens se laisseront prendre à ces appels à limiter la langue russe. N'oubliez pas que les russophones ont été en première ligne de la résistance à l'invasion de Poutine à l'est. Ce seul fait détruit l'affirmation de Poutine selon laquelle il libère les russophones de l'oppression. C'est lui qui les tue et les opprime. Les russophones qui combattent Poutine à l'est suscitent une grande sympathie. Les vétérans de cette lutte deviendront une partie importante de la société civile. Personne ne voudra restreindre leurs droits. Ce nationalisme conservateur va donc se heurter au rejet populaire. Par exemple, à Lviv, où je vis, les gens ont mis des panneaux disant « S'il vous plaît, parlez ukrainien ». Mais les gens viennent et parlent russe et personne ne s'en soucie vraiment. Je ne pense pas que cette approche ethnonationaliste de la langue va se généraliser.

DENYS PILASH

Il y a deux cadres idéologiques dans la résistance ukrainienne. Le premier est évidemment le cadre ethnonationaliste qu'Alona a décrit. Il appelle les gens à devenir plus ukrainiens, à abandonner tout ce qui est perçu comme russe, et à devenir plus homogènes. Mais il existe un autre cadre qui englobe la multitude de personnes qui se sont unies dans leur chagrin et leur colère, ainsi que dans leur résistance

active. Celui-ci imagine l'Ukraine comme une nation ukrainienne multiethnique qui inclut les Ukrainiens russophones, dont les villes ont le plus souffert de la guerre, ainsi que d'autres communautés comme les Tatars de Crimée, les Juifs, les Grecs pontiques [NdT : descendants des populations hellénophones, grecques ou hellénisées, du pourtour de la mer Noire] et les Rroms. D'une certaine manière, cette résistance commune a donné du pouvoir à ces communautés, en particulier aux Rroms, qui ont historiquement subi les pires discriminations et dépossessions. Ici, en Transcarpathie, ils ont participé à l'effort de guerre, notamment sur le plan militaire, et se battent aux côtés de tous les autres sur un pied d'égalité. Le gouvernement actuel, y compris Zelensky lui-même, comprend de nombreuses personnes issues de milieux russophones et de villes russophones. Elles se tiennent à l'écart de l'ethnonationalisme. Nous devrions nous rappeler qu'elles ont remporté les dernières élections sur la base d'une vision d'une Ukraine plus inclusive. Cette vision peut favoriser l'unité contre toute discrimination. Mais quel cadre prédominera n'est pas clair. La gauche doit promouvoir cette vision pluraliste et démocratique du pays, de ses institutions, de sa culture, de ses langues.

Zelensky est adulé comme un héros dans une grande partie du monde et il a semblé galvaniser l'Ukraine dans la guerre. En même temps, il représente une faction de l'oligarchie ukrainienne et, pendant la guerre, il a promulgué toutes sortes de restrictions des droits politiques et mis en œuvre des attaques néolibérales contre les syndicats. Comment la gauche, les syndicats et la classe ouvrière ont-ils réagi à ses politiques ? Comment, le cas échéant, la guerre a-t-elle modifié l'espace politique ouvert à la gauche ? A-t-elle changé le caractère politique de la gauche ?

ALONA LIASHEVA

Dans la situation actuelle, cela n'a aucun sens de protester contre Zelensky. Il est immensément populaire. Mais cela ne signifie pas qu'il est impossible de critiquer ses politiques. Nous, la gauche, ainsi que d'autres forces, pouvons le faire. La société ukrainienne produit de nombreuses résistances, non seulement contre l'invasion russe, mais aussi face aux problèmes que connaît la société ukrainienne. Il existe un profond mécontentement à l'égard du capitalisme oligarchique et de ses politiques néolibérales. C'est pourquoi l'histoire de l'Ukraine est marquée par la mise à la porte des présidents, élection après élection. Les gens chassent les anciens présidents, en élisent de nouveaux sur la base de leur promesse de changer l'ordre des choses, puis s'opposent à eux lorsqu'ils maintiennent l'ordre existant. Zelensky est un exemple de cette dynamique. Il a été élu sur la base d'une promesse d'unité, de changement et de paix, mais il n'a rien réussi de tout cela et sa popularité s'est donc effondrée avant la guerre. Sa prise de direction de la guerre l'a sauvé et l'a rendu extrêmement populaire. Mais comme Denys l'a dit, il défend le capitalisme oligarchique et a développé des politiques néolibérales au profit des entreprises. Il sera donc inévitablement confronté à des problèmes et la gauche aura l'espace nécessaire pour le défier ouvertement à nouveau et faire avancer notre vision du socialisme démocratique comme alternative.

DENYS PILASH

Je suis d'accord avec cela. Je pense qu'il est très important de ne pas surestimer la popularité de Zelensky. J'ai été sincèrement étonné de voir comment les médias internationaux l'ont présenté comme si courageux en restant en Ukraine. Ils avaient pourtant laissé entendre que la chose la plus sensée à faire

pour un chef d'État était de fuir. En fait, il est clair que la Russie n'avait pas déployé suffisamment de forces pour prendre et tenir une ville de 3 millions d'habitants. Poutine s'est complètement trompé sur l'Ukraine, croyant qu'elle ne résisterait pas et qu'il pourrait renverser le gouvernement et installer un régime fantoche. Mais les Ukrainiens ont résisté. Donc, Zelensky a fait la chose la plus rationnelle à faire en restant. Cela dit, les premières semaines, ses discours du soir étaient inspirants et humains. Il s'est abstenu de déshumaniser l'ennemi ou de promouvoir la haine. Au lieu de cela, surtout au début, il a essayé d'appeler les soldats et les citoyens russes à s'opposer à cette guerre injuste. Ses discours nocturnes ont uni le peuple derrière lui. Mais cela ne signifie pas pour autant que les politiques de son gouvernement, qui, comme l'a dit Alona, soutiennent un capitalisme oligarchique et dont les gens sont profondément mécontents, soient satisfaisantes. Les experts économiques [de Zelensky] ont une foi quasi religieuse dans le marché libre… Ils s'opposent même à l'annulation de la dette de l'Ukraine, car ils craignent que cela ne donne au pays une réputation négative auprès des investisseurs. En fin de compte, Zelensky a joué le même rôle que ses prédécesseurs : défendre l'ordre existant. Zelensky a été élu dans l'espoir d'un changement. Il a vraiment gagné en étant presque un signifiant vide. Il était le parfait centriste, sans vision ou position claire sur aucune question. Ainsi, il pouvait pivoter dans n'importe quelle direction. Zelensky et son équipe sont des petits-bourgeois qui ont une compréhension très limitée du fonctionnement de l'économie, de la grande industrie, de la division internationale du travail et ainsi de suite. Par conséquent, ils ont pris des décisions totalement insensées, même en termes capitalistes. Ils n'ont pas d'autre idée pour trouver des fonds pour le budget que de légaliser les jeux d'argent. Ils s'opposent même à l'annulation de la dette de l'Ukraine, car ils craignent que cela ne donne au pays une réputation négative auprès des investisseurs. En fin de compte, Zelensky a joué le même rôle que ses prédécesseurs : il a défendu l'ordre existant. En tant que militant·es de gauche, nous essayons de promouvoir une alternative de socialisme démocratique. Nous avons été confrontés à de véritables défis pour y parvenir pendant la guerre. Nous avons dépensé une énorme quantité d'énergie, plus que ce qui semble parfois humainement possible, pour construire la résistance, rejoindre les forces de défense territoriale, fournir une aide humanitaire et prendre soin des personnes déplacées et des réfugiés. Cela a mis nos capacités à rude épreuve, car la gauche reste peu nombreuse. Mais je pense que grâce à tout ce travail, notamment dans les syndicats et les mouvements sociaux, nous serons en mesure de convaincre les gens de notre vision socialiste démocratique d'une Ukraine libre.

Passons au débat qui a commencé à émerger aux États-Unis et parmi ses alliés de l'OTAN au sujet de la guerre. L'Occident a augmenté son soutien militaire et financier à l'Ukraine, mais il y a un courant croissant dans l'establishment qui appelle à un cessez-le-feu et à un règlement négocié. L'Allemagne, la France et l'Italie ont été les premiers à l'exiger. Henry Kissinger aussi. Pourquoi est-ce une erreur de l'exiger maintenant ? Dans quelle mesure le gouvernement Zelensky, ou les Ukrainiens en général, sont-ils prêts à accepter un règlement qui échange des terres contre la paix ? Est-ce même possible ?

ALONA LIASHEVA

C'est très étrange d'entendre ces appels au cessez-le-feu et à la négociation. Nous avons essayé cette voie pendant huit ans. Pendant cette période, je pensais qu'il était nécessaire et possible de négocier un accord, mais cela n'a pas marché. Toute tentative de cessez-le-feu n'était qu'une occasion pour Poutine d'attendre quelques mois ou quelques années, puis de reprendre les combats. Il est déterminé à conquérir l'Ukraine et à la subordonner à sa vision d'un nouvel empire russe. C'est pourquoi les négociations et les cessez-le-feu ont échoué. C'est pourquoi vous avez raison de demander si c'est même possible. Pour les Ukrainiens, il est très difficile d'imaginer s'asseoir et conclure un accord pour tracer une ligne quelque part dans notre pays séparant nos peuples. Votre mère sera-t-elle de l'autre côté de cette ligne ? Vos proches aussi ? Qui a le droit de tracer une telle ligne ? Cette ligne diviserait le pays entre un territoire occupé par la Russie, qui sera dirigé brutalement, et le reste de l'Ukraine, qui, malgré tous ses problèmes, jouirait au moins d'une certaine forme de démocratie et de droits démocratiques lui permettant de s'organiser et de lutter pour de meilleures conditions. Et nous savons que si Poutine obtient un tel accord, ce ne sera qu'une question de temps avant qu'il ne tente de prendre le reste du pays. C'est pourquoi un cessez-le-feu et des négociations semblent impossibles et tout accord est inacceptable à ce stade.

DENYS PILASH

Tout d'abord, tout le monde doit comprendre que les Ukrainiens veulent un véritable cessez-le-feu pour mettre fin à ce cauchemar. Nous sommes bombardés et tués à un rythme insupportable. N'importe quelle région peut être touchée, n'importe quel bâtiment peut être touché, et vous pouvez perdre vos proches ou votre propre vie à tout moment. Mais un cessez-le-feu est très improbable. L'Ukraine a essayé de mener de véritables négociations avec la Russie dès le début de la guerre. La Russie ne les a pas prises au sérieux. Elle a envoyé une délégation à des fins de relations publiques. Leurs représentants étaient des fonctionnaires de bas étage ou à la retraite, sans le statut diplomatique leur permettant d'accepter quoi que ce soit. Et ils ont même rejeté les appels à la création de couloirs humanitaires pour évacuer les civils. Même dans les cas où la Russie a conclu des accords pour des couloirs humanitaires, elle les a violés et a attaqué à plusieurs reprises les réfugiés qui étaient évacués par ces couloirs. Nous devons également nous rappeler que lorsque Zelensky a été élu, il a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de négociations directes avec Poutine. Mais Poutine a refusé l'offre, car il ne reconnaît pas l'Ukraine comme un pays ayant le droit d'exister et encore moins de négocier avec Moscou. À l'instar des autres puissances impérialistes, il ne reconnaît que les grandes puissances comme ayant leur mot à dire dans les relations internationales. Ainsi, Poutine ne négociera qu'avec Washington et Pékin. Il veut redessiner la carte du monde avec ces grandes puissances impérialistes. Et dans ces discussions, il veut négocier en position de force. Ainsi, il est déterminé à s'emparer de plus en plus de territoires ukrainiens. Après avoir échoué à prendre Kyiv et Kharkiv, il veut maintenant prendre tout le Donbass. Je pense que même Poutine ne croit pas qu'il soit réaliste de pousser ses troupes plus au sud, le long de la côte de la mer Noire, jusqu'à Odessa, puis jusqu'à la frontière moldave et la Transnistrie. Ce n'est qu'après avoir pris le plus de terrain possible qu'il sera prêt à accepter un cessez-le-feu et des négociations. C'est pourquoi nous rejetons les analystes de politique étrangère dits

réalistes de l'élite occidentale. Ils veulent nous forcer à échanger des terres contre la paix. La terre n'est pas le problème. C'est le peuple. Si nous acceptons une quelconque partition du pays, cela laissera notre peuple, nos amis et nos parents, sous le régime autoritaire russe et son occupation militaire encore plus anarchique. Un tel accord créerait également une zone grise brutale entre l'Ukraine et une autre Ukraine occupée par la Russie : une zone militarisée avec des combats permanents comme nous l'avons vu au Donbass depuis 2014. Et l'accord ne durera pas ; la Russie utilisera son territoire conquis pour lancer une nouvelle guerre afin de prendre le reste de l'Ukraine. Un tel règlement détruirait également les normes et accords internationaux établis après la Seconde Guerre mondiale et réitérés dans les accords d'Helsinki de 1975, qui stipulent que les frontières ne peuvent être modifiées sans l'accord mutuel des deux parties. Cela reviendrait à une sorte d'impérialisme de la fin du 19e siècle, lorsque les grandes puissances envahissaient et annexaient des pays en toute impunité et avec une reconnaissance internationale. C'est pourquoi les Ukrainiens sont en colère lorsque des politiciens occidentaux comme le Français Emmanuel Macron ou l'Allemand Olaf Scholz mettent en garde contre l'humiliation de Poutine et préconisent plutôt de lui accorder des portes de sortie et des concessions afin qu'il ne perde pas la face et puisse faire passer l'invasion pour une victoire impériale. Ces politiciens prétendent être des amis de l'Ukraine. Mais ils sont en fait plus soucieux d'établir un modus vivendi avec la Russie que de défendre les intérêts de l'Ukraine. En effet, beaucoup craignent qu'ils excluent l'Ukraine des pourparlers qu'ils mèneraient avec la Russie. Il est clair qu'ils sont prêts à nous vendre. Ce sont des politiciens impérialistes, tout comme Boris Johnson en Grande-Bretagne, qui a besoin de redorer son image nouvellement acquise d'homme d'État en défendant l'Ukraine pour compenser ses nombreux défauts et améliorer sa cote de popularité en baisse. Ils suivent tous la même logique qui consiste à conclure des accords dans le dos des pays opprimés pour faire avancer les intérêts des grandes puissances. Les populations de la périphérie mondiale en Amérique latine, en Afrique, en Europe de l'Est et en Asie doivent se battre pour défendre leurs propres intérêts en démocratisant l'ordre mondial. Nous devons supprimer le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité, remettre en question les privilèges antidémocratiques formels et informels que les grandes puissances possèdent au sein des institutions internationales et réorganiser l'équilibre du pouvoir économique mondial.

À votre avis, comment peut évoluer la guerre à ce stade? Comment la gauche ukrainienne et le mouvement syndical se positionnent-ils pour l'avenir? Quel type de revendications mettez-vous en avant dans la lutte actuelle?

DENYS PILASH

Il est très difficile de faire des prédictions sur le cours de la guerre. Ce que nous, la gauche ukrainienne, faisons, c'est construire la résistance populaire à l'agression de l'impérialisme russe. Celle-ci est bien plus importante que le gouvernement et les politiciens officiels. Des millions de personnes sont engagées dans la solidarité contre l'invasion. Les travailleurs essentiels ont maintenu les hôpitaux et les écoles ouverts, livré l'aide humanitaire, pris soin des malades et sauvé des vies. Ensemble, nous avons assuré le fonctionnement de la société et de l'économie et apporté notre aide à ceux qui sont en première ligne. Nous, la gauche, voulons mettre en avant les voix de ces travailleurs qui ne sont pas très célébrés

dans la guerre. Ils ont porté le plus gros fardeau et payé le prix le plus élevé. En tant que travailleurs, nous devons faire entendre notre voix à la fois dans les discussions internes en Ukraine et dans la représentation politique au parlement. Nous devons nous rappeler que la guerre des classes ne s'est pas arrêtée, même pas une minute. Au début de l'invasion, beaucoup de grands capitalistes ont fui le pays. Ils ont tous poussé pour des lois anti-ouvrières, protégé leurs profits et essayé de faire payer aux travailleurs la crise que la guerre a provoquée. La guerre n'a fait que rendre plus clair pour nous, la gauche, que nous devons transformer le capitalisme périphérique de l'Ukraine et son système politique oligarchique. Nous devons construire une nouvelle gauche socialiste et démocratique en Ukraine et dans le monde entier. Pour ce faire, notre organisation est engagée dans un certain nombre de projets. Nous défendons les droits des travailleurs. Nous documentons les cas où les droits des travailleurs ont été malmenés pendant la guerre et leur apportons un soutien juridique. Nous dénonçons et nous opposons aux attaques néolibérales du gouvernement. Nous avons lancé une campagne pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine. Et nous faisons partie d'un réseau international de solidarité, qui comprend des partis et des syndicats de gauche en Europe, qui collecte de l'argent et des fournitures pour apporter une aide humanitaire aux personnes en Ukraine. Nous nous attachons également à défendre les droits des réfugiés et des migrants, quelle que soit leur nationalité ou leur race. Si les pays européens ont accepté des millions de réfugiés ukrainiens, ils ont discriminé les migrants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Et les capitalistes européens ont également exploité les travailleurs migrants en tant que main-d'œuvre bon marché. Même avec ses défauts, nous devons utiliser l'admission de l'Ukraine [à l'Union européenne] par les pays européens comme un précédent pour de nouvelles politiques qui accueillent les migrants et les réfugiés, leur fournissent les services dont ils ont besoin et les traitent avec humanité. Nous devons être des forces progressistes au niveau international pour garantir ces droits des migrants. Ces demandes remettent en question la manière dont le capitalisme mondial et les relations internationales sont actuellement organisés. Les difficultés à imposer des sanctions à la Russie n'en sont qu'un exemple. Les oligarques russes profitent de tous les paradis fiscaux offshore mis en place par les classes dirigeantes du monde et acceptés par leurs États. Nous devons démanteler ce système pour sanctionner efficacement les oligarques russes et utiliser leurs actifs pour la reconstruction de l'Ukraine déchirée par la guerre. Il en va de même pour les sanctions concernant le pétrole et le gaz russes. La chose la plus efficace à faire serait de couper toutes les exportations de la Russie, en particulier vers les industries allemandes. Mais les élites allemandes refusent de le faire, soulignant la collusion internationale entre toutes les classes dirigeantes dans le système du capitalisme des combustibles fossiles. Le problème n'est pas seulement la Russie ou d'autres autocraties pétrolières bellicistes comme l'Arabie saoudite, mais toutes les sociétés capitalistes multinationales et les États du monde. Ils sont tous directement responsables du changement climatique et du désastre environnemental. Pour transformer ce système, il faut un mouvement international. C'est pourquoi nous relions nos demandes à celles des populations du monde entier. Par exemple, lorsque nous évoquons l'annulation de la dette, nous la relions aux demandes similaires des pays endettés du Sud. Toutes leurs dettes doivent être annulées aussi. En reliant nos revendications au-delà des frontières, nous

construisons une solidarité internationale par le bas entre d'autres luttes de libération et d'autres luttes de travailleurs. Ce faisant, nous construisons des ponts de solidarité. Bien que chaque pays ait sa spécificité, tous nos problèmes sont enracinés dans le capitalisme et l'impérialisme mondiaux. Ainsi, une victoire des dirigeants et des agresseurs est une défaite non seulement pour les travailleurs et les peuples opprimés, mais pour tous les travailleurs et les peuples opprimés du monde. Et l'inverse est également vrai. Une victoire des travailleurs et des opprimés est une victoire pour tous les travailleurs et les opprimés. Elle peut servir de précédent pour une victoire ailleurs. Et nos victoires communes peuvent jeter les bases d'un défi international au capitalisme mondial et aux puissances impérialistes qui défendent. Elles peuvent nous aider à faire progresser un monde plus démocratique, plus égalitaire, plus socialiste.

Enfin, que devrait exiger la gauche internationale maintenant ? Que pouvons-nous faire pour aider la lutte de l'Ukraine pour l'autodétermination ?

DENYS PILASH

La gauche internationale doit reprendre les revendications dont je viens de parler, notamment l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine et un embargo sur les combustibles fossiles russes. La gauche internationale doit également travailler avec nous pour exiger le financement de la reconstruction d'après-guerre et que cette reconstruction n'inclue pas de conditions néolibérales et d'austérité. L'Ukraine doit être reconstruite d'une manière socialement et économiquement progressiste et inclusive. Les intérêts des travailleurs et des personnes opprimées doivent passer en premier, et non ceux du capital ukrainien et multinational. En ce qui concerne le grand débat de la gauche sur la guerre et l'impérialisme, je pense que la gauche internationale doit commencer par vraiment écouter les personnes d'Ukraine, dont vous débattez du sort. Vous ne pouvez pas prendre de position sur l'avenir de millions de personnes sans même essayer de les comprendre. Si vous prenez le temps de le faire, vous éviterez de vous laisser piéger dans un cadre réaliste qui voit le monde comme un grand échiquier où les grandes puissances jouent les unes contre les autres. Accepter ce cadre marginalise les peuples opprimés et les prive de leurs droits, intérêts et capacités. En réalité, il s'agit simplement d'un appel à la gauche internationale pour qu'elle se souvienne de ce que son projet a toujours été : la libération de la classe ouvrière, du peuple, des opprimés, des dépossédés et des subalternes. Ils doivent parler. Ils ont leur propre capacité d'action. Ils ne sont pas une abstraction, mais des personnes réelles. Alors, écoutez-les et seulement sur cette base, ayez des débats et engagez-vous dans une lutte commune pour notre libération collective.

PUBLIÉ PAR *TEMPEST*
24 juin 2022
Traduction Léonie Davidovitch

BOÎTE ALERTES

Catherine Radosa, *Plantes résistantes 2,* 8 mai 2022, Triangle de Gonesse.
The Crown Letter, https://crownproject.art/aurelia-mihai/

« UKRAINE CETTE GUERRE-CI »

ABDELLATIF LAÂBI

Abdellatif Laâbi est né à Fès, au Maroc, en 1942. Écrivant en français et traduisant de l'arabe, il est engagé dès les années 1960 dans le mouvement d'avant-garde culturel et politique dans son pays. En 1966, il est cofondateur de la revue *Souffles* en français, puis de sa version arabe *Anfas,* qui auront un retentissement considérable. Militant de l'organisation marxiste Ila Al Aman (En avant), il sera emprisonné (et torturé) par la police marocaine de 1972 à 1980. Libéré à la suite d'une grande campagne internationale, il parviendra à se réfugier en France en 1985 où il continuera son œuvre (poésie, théâtre, romans, essais) à la fois engagée, humaniste et lyrique, et qui sera couronnée par plusieurs prix. Il a publié *L'Arbre à poème, une anthologie personnelle 1992-2012,* préfacé par François Ascal, Paris, Poésie/Gallimard 2016, et parmi ses écrits politiques, on peut citer *Les rêves sont têtus, écrits politiques* (EDDIF/Paris Méditerranée 2001) et *Maroc, quel projet démocratique?* (La Différence 2012)[1].

BERNARD DRÉANO

Deux nuages

Un nuage
ayant la forme de l'Ukraine
suivi par un autre
ayant la forme de la Russie
Tous deux
gracieux, ailés
tels des cygnes
nageant librement
majestueusement
dans le lac du ciel
Je les accompagne du regard
jusqu'à leur disparition brutale
dans le trou noir
qui s'est formé dans ma tête
depuis le déclenchement
de la guerre

1. Les deux poèmes que nous publions vont paraître aux éditions de la Différence dans le recueil *Ukraine cette guerre-ci.* Un grand merci à Abdelatiff Laâbi pour nous avoir autorisés à les publier.

Vérité criante

On peut avancer
toutes les théories du monde
sur les dessous de cette guerre-ci
rappeler tous les crimes commis
dans le passé
proche ou lointain
par les génocidaires
les esclavagistes
les colonialistes
contre l'ensemble des peuples de la terre
mais on ne pourra pas nier
la vérité simple
criante
irrécusable
que dans la guerre
qui nous occupe aujourd'hui
les Ukrainiens défendent leur terre
leur liberté
et les soldats russes
agissent
en esclaves aveugles
d'un tyran

BELLA CIAO, DROPKICK MURPHYS ET O'HAMSTERS

SYLVAIN SILBERSTEIN[1]

BELLA CIAO

Cette chanson de travail reprise par la résistance antifasciste en Italie pendant la Deuxième Guerre mondiale a été réécrite sous le titre *Fureur ukrainienne* par Khrystina Solaviy – qui réside à Lviv – une jeune chanteuse de «variétés» très connue en Ukraine. Elle a décidé, depuis l'invasion de son pays par la Russie, de faire de ses chansons une arme de guerre. Elle a partagé son adaptation de *Bella Ciao* sur les réseaux sociaux avec ce commentaire: «Ma version d'une chanson populaire italienne. Je la dédie à nos héros et héroïnes, les forces armées, et à toutes celles et tous ceux qui se battent pour leur patrie.»

Depuis, sa version est reprise régulièrement par les résistant·es ukrainien·nes.

Ici, une version chantée par deux soldates... et leurs armes.

www.youtube.com/watch?v=TK_XpvltKW0&t=28s

DROPKICK MURPHYS

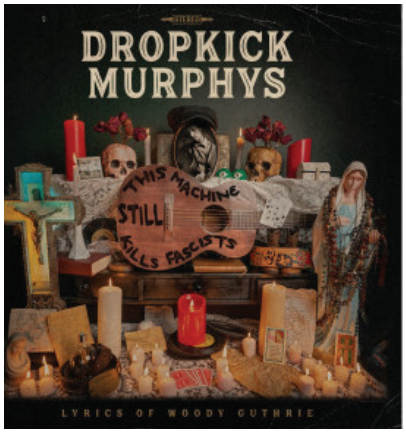
Dropkick Murphys est un groupe de punk celtique, hardcore et folk rock, des États-Unis et venant des environs de South Boston. Il devient célèbre en 2005 avec le tube *I'm Shipping up to Boston* que le réalisateur Martin Scorsese utilise dans son film *Les infiltrés.*

Dropkick Murphys se revendique souvent comme la voix des ouvriers. Durant un concert, alors que de nombreux spectateurs montaient sur scène pour rejoindre le groupe sur un morceau, l'un d'entre eux fit un salut nazi sur scène. La réaction d'un des membres du groupe fut instantanée: il le frappa au visage à l'aide de sa basse, avant de dire au micro «Nazis are not fucking welcome at a Dropkick Murphys show.» («Les nazis ne sont pas les putains de bienvenue à un concert de Dropkick Murphys»).

Par solidarité, Dropkick Murphy invita le groupe punk celtique ukrainien O'Hamsters pour créer une version ukrainienne de *We Shall Overcome*. Ce clip est ponctué d'informations sur des ONG et des assossiations caritatives pour venir en aide à l'Ukraine et aussi de plusieurs illustrations qui témoignent de la vitalité de la création graphique en Ukraine.

Le 17 juin dernier, Dropkick Murphy participait au Hellfest.

https://youtu.be/ZBBEKCR3q9U



1. Sylvain Silberstein est membre des Brigades éditoriales de solidarité.

Reprise du chant des partisans italiens *Bella Ciao* dans les tranchées d'Ukraine.
https://m.facebook.com

EXPOSITION
KATYA GRITSEVA

KATYA GRITSEVA

VERNISSAGE 24 JUIN 2022

LE MALTAIS ROUGE 40 RUE DE MALTE, PARIS

EXPOSITION ORGANISÉE PAR LES ÉDITIONS SYLLEPSE AVEC LE CONCOURS DU RÉSEAU DE SOLIDARITÉ UKRAINE FRANCE

ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE UKRAINIENNE

UNE DÉFAITE UKRAINIENNE PÈSERAIT LOURDEMENT SUR NOS ÉPAULES

INTERVENTION DE PARTRICK LE TRÉHONDAT
À L'OCCASION DU VERNISSAGE DE L'EXPOSITION
« KATYA GRITSEVA »

Nous nous retrouvons ce 24 juin pour le vernissage de l'exposition consacrée à Katya Gritseva. Triste 24 juin, en vérité, puisqu'il marque le quatrième mois de l'entrée des chars russes en Ukraine et le début du martyre du peuple ukrainien.

Dans les années 1930, la défaite de la révolution espagnole a eu de tragiques conséquences sur le continent européen. Il est probable que la Seconde Guerre a commencé dans les faubourgs de Barcelone. Déjà à l'époque, une certaine gauche parlementaire tergiversait à soutenir la République espagnole, à lui apporter l'aide militaire dont elle avait besoin, alors que la réaction franquiste était soutenue sans réserve par l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne.

Aujourd'hui, notre président dit que « les Ukrainiens ne doivent pas humilier les Russes ». Et alors que les Ukrainien·nes se sentent blessé·es par cette injonction présidentielle et le font savoir, dans notre propre camp, le chef de file du pôle dominant à gauche grogne : « Les Ukrainiens ne devraient pas nous parler comme ça ! » À l'infamie d'un président s'ajoute l'indécence d'un ex-député de gauche.

Dans le message qu'elle nous a adressé ce soir, Katya Gritseva nous dit : « Je souhaite que la France ne commette pas d'erreurs critiques dans ses choix. » J'ajoute qu'il en soit ainsi pour la gauche française.

La clé de la révolution européenne est en Ukraine. Une défaite de l'Ukraine, outre ses conséquences pour le peuple ukrainien lui-même, les peuples russes et bélarusses notamment, entraverait considérablement les possibilités de transformations sociales en Europe.

Ici même, en France, une défaite ukrainienne pèserait lourdement sur nos épaules, quelle que soit la majorité parlementaire. Elle conduirait au renforcement des blocs militaires, à un réarmement généralisé, à une période d'affrontements qui ne serait pas favorable aux partisan·es de l'émancipation.

Le 24 février, les éditions Syllepse, éditeur internationaliste, se sont résolument rangées aux côtés du peuple ukrainien. C'est la raison pour laquelle nous avons adhéré au Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Nous avons également, immédiatement, recherché une maison d'édition sœur en Ukraine, et c'est ainsi que nous avons noué des liens avec les éditions Medusa de Kyiv.

Le 20 avril dernier, nos deux maisons d'édition ont publié une déclaration commune, « La botte russe menace l'édition ukrainienne ». Nous y avons annoncé la mise en place d'un pacte de solidarité et d'assistance entre nos deux maisons d'édition, qui s'est concrétisé par la diffusion par les éditions Syllepse, en librairie et sur son site, des livres en ukrainien des éditions Medusa, les bénéfices des ventes de ces livres étant intégralement reversé à Medusa.

Depuis le début de la guerre, nous avons publié huit livres en téléchargement libre et gratuit consacrés au conflit, donnant la parole aux syndicalistes, aux féministes et aux acteur·rices de la société civile ukrainienne, mais aussi russe et bélarusse. Ces livres

proposent également de nombreuses contributions et analyses sur la guerre en cours.

Huit sont déjà parus, un neuvième est en préparation. Ils sont disponibles sur le site des éditions Syllepse. Nous y avons donné une place importante aux textes venus de militant·es du Sotsialniy Rukh (Mouvement social), une organisation révolutionnaire ukrainienne, écosocialiste et féministe. Et internationaliste. Les camarades de Sotsialniy Rukh ont, par exemple, récemment commémoré le massacre de la place Tian'anmen commis par la bureaucratie chinoise allié de Poutine. Ils et elles viennent aussi d'exprimer leur solidarité avec les cheminot·es britanniques qui mènent la plus importante grève depuis les années Thatcher.

Aussi, lorsque le Sotsialniy Rukh a sorti son nouveau t-shirt, nous avons décidé, pour les soutenir, de le produire et le vendre, ici en France ; là encore, les bénéfices sont reversés au Sotsialniy Rukh. La rare divergence que je peux avoir avec cette organisation est qu'ils ont produit ce t-shirt en blanc et nous en noir. Nous le trouvons plus élégant en noir. Comment régler ce désaccord ?

Le dessin qui orne ce t-shirt est de Katya Gritseva. Nos chemins se sont croisés à cette occasion, et lorsque nous avons découvert la production artistique de Katya nous avons décidé de la promouvoir, ici, en France.

Jeune artiste révolutionnaire, elle a 22 ans, elle est aujourd'hui réfugiée à Lviv à l'Académie des arts où, comme elle nous le raconte dans son message, elle est la déléguée de son dortoir. Je ne souhaite à aucun·e d'entre vous présents ce soir de devenir dans les années qui viennent responsable de son dortoir.

Katya est aussi une militante féministe et membre du Sotsialniy Rukh. Nous avons réalisé plusieurs vidéos pour présenter son travail, dont une en anglais et publié une série de quatre cartes postales représentant certaines de ses créations.

Et enfin, ce soir nous avons organisé cette exposition qui a vocation à voyager partout ailleurs. Nous considérons que face à l'agression russe qui vise aussi à détruire la culture ukrainienne, nous devons aussi lutter sur le front culturel. C'est le sens de notre engagement aux côtés de Katya Gritseva. Mais vous en saurez plus sur elle en lisant son message où elle nous dit sa vie, ses engagements artistique et politique.

LE MALTAIS ROUGE (PARIS)
24 juin 2022

Vidéo du vernissage: www.youtube.com/watch?v=M-FloxOV50Y

« MON SANG S'EST MÊLÉ AU SABLE ET À LA FUMÉE DE MARIOUPIOL »

KATYA GRITSEVA[1]

Je suis née à Marioupol, mon sang s'est donc mêlé au sable et à la fumée de cette ville industrialo-marine. Mon art a été grandement influencé par l'environnement extérieur et l'observation de la façon de vivre des personnes issues des quartiers pauvres des usines. J'ai commencé à dessiner assez tôt, ainsi qu'à remarquer combien d'injustice est présente dans la structure de notre société. J'ai toujours penché vers les idées de gauche, il m'était seulement nécessaire de grandir un peu, et d'acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires. Dans ma région, la nostalgie de l'Union soviétique était vraiment courante, j'aimais l'art monumental soviétique, les mosaïques, les fresques, les affiches de propagande, et l'esthétique m'a en quelque sorte aidé à m'intéresser plus profondément à la composante politique du communisme.

Depuis l'adolescence, mes convictions politiques ont évolué d'un pro-soviétisme primitif à une position militante articulée et consciente. Il est crucial pour la gauche ukrainienne de se dissocier du passé stalinien de notre pays. Par conséquent, je crois que le socialisme doit nécessairement être anti-xénophobe, sensible aux mouvements de base et aux besoins réels de la société, respectueux de l'environnement et nettement pro-féministe, ce qui signifie démocratique. Bien sûr, je crois qu'une révolution est une mesure nécessaire pour faire avancer la société, mais pour une activité efficace, un mouvement politique doit être flexible et s'adapter aux conditions objectives d'un pays, d'une situation et d'un moment particuliers.

Les opinions politiques que j'avais déjà au lycée m'ont poussée à bien des égards à choisir ma profession. Récemment, j'ai obtenu une licence en graphisme de livres et j'ai appris diverses techniques qui sont maintenant très demandées pour travailler avec les médias de gauche. En plus des illustrations, je travaille souvent avec des polices de caractère, des mises en page de livres et la conception de divers produits graphiques. Le plus agréable pour moi est de travailler avec des techniques d'impression traditionnelles comme la linogravure, la collagraphie et la gravure, mais pendant la guerre, mes possibilités techniques et temporelles sont très limitées.

Aujourd'hui, je suis membre active du Socialniy Rukh, où je milite en tant que *designer* bénévole et crée une gamme complète de supports visuels pour l'organisation : posts Instagram, t-shirts, illustrations, brochures et affiches. Il est assez difficile d'imaginer ce que je n'ai pas fait pour mes camarades. Je communique très étroitement avec le comité de l'organisation, et j'ai des sentiments vraiment amicaux pour nos militant·es, bien que leur position ne soit pas monolithique et qu'il y ait parfois des discussions.

Dans le passé, j'ai vécu l'expérience de l'organisation de manifestations étudiantes à Kharkiv, je milite toujours activement avec la communauté de mon académie des arts, où je suis membre du conseil des étudiant·es et responsable du dortoir. Avant la guerre, je supervisais un petit groupe de lecture

1. Message adressé par l'artiste à l'occasion de l'exposition.

marxiste à Kharkiv et j'essayais d'être un lien pour la gauche de cette ville. Aujourd'hui, même avec le statut de réfugiée, je participe toujours activement au mouvement socialiste ukrainien et je fais tout ce qui est en mon pouvoir : du travail médiatique au travail physique rude en tant que bénévole.

Comme toute ma famille s'est retrouvée dans Marioupol occupée et que certains membres de ma famille sont morts à cause des hostilités, il peut être psychologiquement difficile pour moi de travailler et de consacrer suffisamment de temps à l'art. Mais désormais, je réalise beaucoup plus de travaux artistiques qu'avant la guerre, car chacun se bat sur son front, et la tâche principale pour moi est de populariser les idées du socialisme en Ukraine, de créer un nouveau style reconnaissable de la gauche est-européenne, et bien sûr, d'aider notre société à s'opposer à l'impérialisme russe. Les groupes de gauche ukrainiens et russes à courte vue, ainsi que le gouvernement de la Fédération de Russie, qui parasite l'héritage soviétique, ont considérablement altéré l'opinion du peuple ukrainien sur les communistes et les divers·es militant·es de gauche. La conviction de certain·es militant·es locaux·ales est que la guerre oppose les deux impérialistes, l'OTAN et la Russie, et que c'est une bonne idée de saboter l'armée ukrainienne, ou de ne rien faire du tout, ce qui est fondamentalement erroné.

Une telle politique nous éloigne de la victoire de l'Ukraine, qui mène une privant la gauche du soutien populaire, et le mouvement de gauche ukrainien de la possibilité de se développer. J'espère que toute cette horreur prendra fin le plus tôt possible, et qu'ensemble nous commencerons à reconstruire notre beau pays, en le rapprochant au fur et à mesure du modèle d'un État social fort qui traitera avec soin et sensibilité son peuple, qui travaille honnêtement pour un monde meilleur.

Je suis sincèrement reconnaissante à mes camarades français·es, et en particulier à Patrick Le Tréhondat des éditions Syllepse, pour l'occasion qui m'a été donnée d'être vue et entendue, pour l'attention particulière portée aux socialistes ukrainien·nes, et pour le soutien qui leur est apporté dans un moment aussi difficile. L'acte de solidarité que vous exprimez est une contribution importante à l'histoire et à l'esprit des mouvements de gauche internationaux. Je crois que maintenant nous sommes du bon côté et je souhaite que la France ne commette pas d'erreurs critiques dans ses choix.

LVIV, LE 13 JUIN 2022

KATYA GRITSEVA
ARTISTE REVOLUTIONNAIRE UKRAINIENNE
KATYA GRITSEVA
LA BOTTE RUSSE, UNE MENACE POUR L'EDITION UKRAINIENNE

SOLIDARITY NPA
WITH UKRAINE
СОЦІАЛЬНИЙ РУХ

KATYA GRITSEVA
VERNISSAGE 24 JUIN 2022
LE MALTAIS ROUGE
40 RUE DE MALTE, PARIS
EXPOSITION ORGANISÉE PAR LES ÉDITIONS SYLLEPSE AVEC LE CONCOURS DU RÉSEAU DE SOLIDARITÉ UKRAINE FRANCE
ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE UKRAINIENNE

KATYA GRITSEVA

Socialiste ■ Étudiante ■ Poète ■ Artiste ■ Révolutionnaire

Née à Marioupol dans une famille ouvrière, elle travaille principalement dans les domaines du graphisme numérique et imprimé et de la composition de livres.

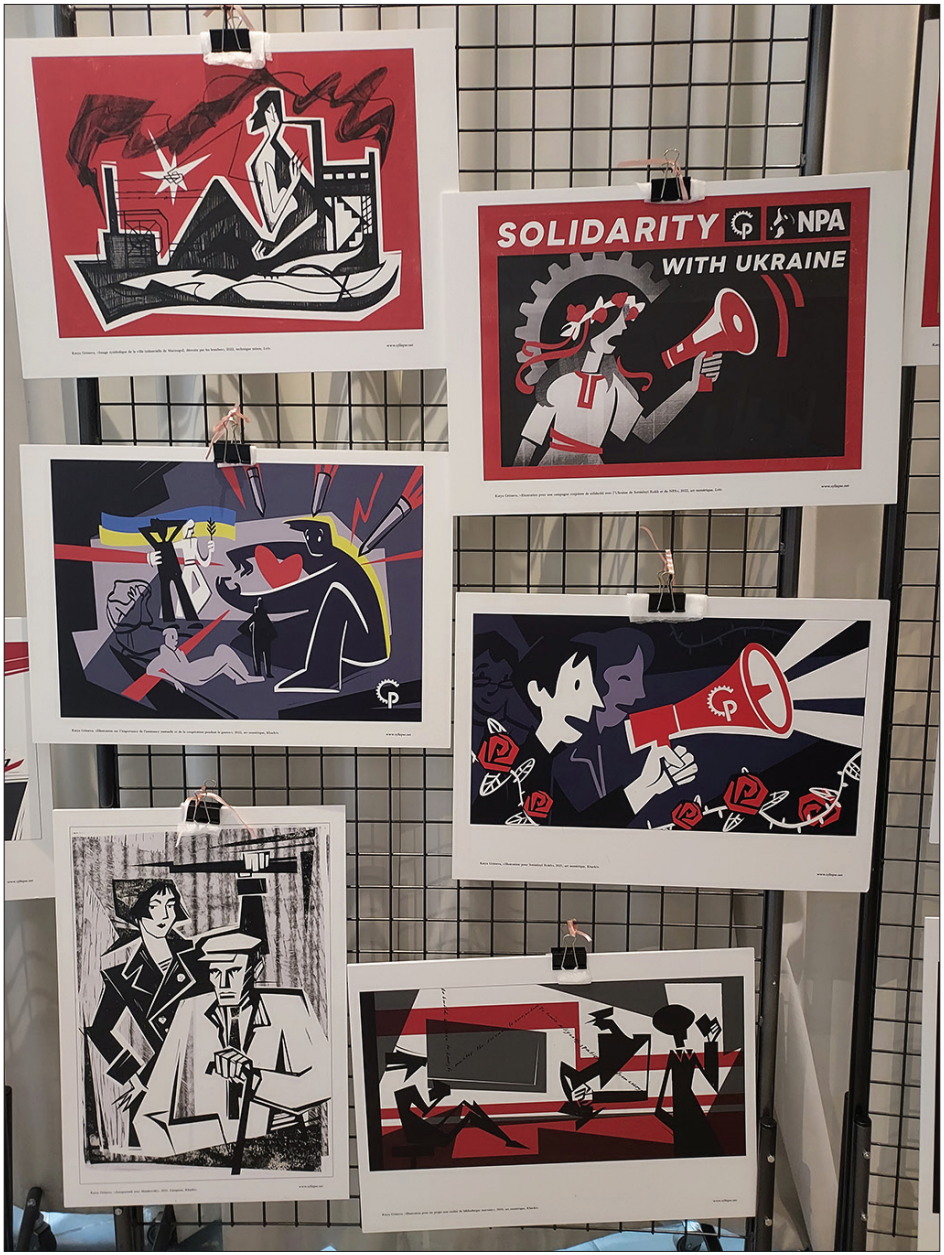
Elle illustre des publications internet ukrainiennes de gauche : Sotsialnyi Rukh et la revue *Commons*.

Elle est actuellement réfugiée à Lviv, à l'Académie des arts.

SYLLEPSE

KATYA GRITSEVA
VERNISSAGE 9 JUIN 2022
LE MUSÉE DU BOIS
ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE UKRAINIENNE
KATYA GRITSEVA
Née à Mariouopol dans une famille ouvrière, elle travaille principalement dans les domaines du graphisme numérique et imprimé et de la composition de livres.
Elle illustre des publications Internet ukrainiennes en gauche : Sotsialnyi Rukh et la revue Commons.
Elle est actuellement réfugiée à Lviv, à l'Académie des arts.
Socialisme
Étudiante
Poète
Artiste
Révolutionnaire
LA BOTTE RUSSE, UNE MENACE POUR L'ÉDITION UKRAINIENNE
Déclaration des éditions Meduza (Kyiv) et Syllepse (Paris), 20 avril 2022
L'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, le 24 février 2022, constitue une violation délibérée du droit à la nation ukrainienne à exister et à déterminer librement son avenir. Les massacres, les viols, les tortures constituent des moyens de guerre de l'armée russe auxquels le peuple ukrainien oppose une résistance héroïque. Si elle aboutissait, cette invasion signifierait également pour les Ukrainiennes une mise au pas idéologique et culturelle, la disparition de tout espace de réflexion, l'écrasement des libertés démocratiques élémentaires, d'expression et d'association.
Les éditions Meduza, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue fait de pensée libre, critique, émancipatrice. Un tel catalogue étant insupportable aux maîtres du Kremlin, les éditions Meduza, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, sont actuellement en grand danger.
Les éditions Syllepse se sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant plusieurs ouvrages. Cet engagement se poursuit et s'approfondit par le soutien à l'édition ukrainienne. Dans ce cadre, les éditions Meduza (Kyiv) et Syllepse (Paris) ont décidé de nouer un partenariat de solidarité et d'assistance.
Désormais les ouvrages des éditions Meduza en langue ukrainienne sont disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse en Ukraine et sur leur site www.syllepse.net. Le produit de la vente de ces livres sera intégralement versé aux éditions Meduza.
MEDUZA
SYLLEPSE

СОЦІАЛЬНИЙ РУХ


SOLIDARITY
NPA
WITH UKRAINE

Katya Gritseva.

DÉCLARATION DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV) ET SYLLEPSE (PARIS)

L'agression militaire de la Fédération de Russie, le 24 février dernier, contre l'Ukraine constitue une violation délibérée du droit à la nation ukrainienne à exister et à déterminer librement son avenir. Les massacres, les viols, les tortures constituent des moyens de guerre de l'armée russe auxquels le peuple ukrainien oppose une résistance héroïque.

Si elle aboutissait, cette invasion, signifierait également pour les Ukrainien·nes une mise au pas idéologique et culturelle, la disparition de tout espace de réflexion, l'écrasement des libertés démocratiques élémentaires, d'expression et d'association.

Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue constitué de pensée libre, critique, émancipatrice. Un tel catalogue est insupportable aux maîtres du Kremlin. Les éditions Medusa, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, sont actuellement en grave danger.

Les éditions Syllepse se sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant plusieurs ouvrages. Cet engagement va se poursuivre et s'approfondir avec le soutien à l'édition ukrainienne.

Dans ce cadre, les éditions Medusa (Kyiv) et Syllepse (Paris) ont décidé de nouer un partenariat de solidarité et d'assistance.

Désormais, les ouvrages des éditions Medusa en langue ukrainienne seront disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse, notamment sur son site www.syllepse.net.

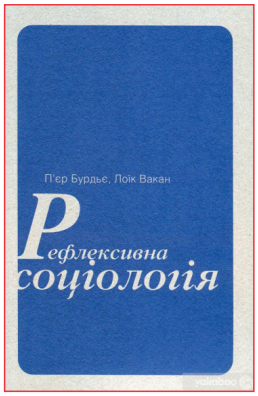
Ainsi, nous voulons permettre à tous et toutes d'apporter un soutien aux éditions Medusa en acquérant un ou plusieurs de leurs livres dont le prix unitaire est de 5 euros (format PDF). Le produit de la vente de ces livres sera intégralement versé aux éditions Medusa.

SOUTENEZ L'ÉDITION UKRAINIENNE LIBRE ET ENGAGÉE

DÉJÀ 4 TITRES TÉLÉCHARGEABLES ET EN PAPIER

SUR LE SITE DE SYLLEPSE ET EN LIBRAIRIE DANS LE MONDE ENTIER

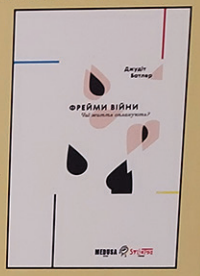
(DIFFUSION-DISTRIBUTION SOFEDIS/SODIS)



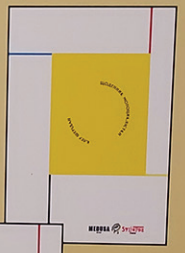
LA BOTTE RUSSE, UNE MENACE POUR L'ÉDITION UKRAINIENNE

Déclaration des éditions Medusa (Kyiv) et Syllepse (Paris), 20 avril 2022

L'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, le 24 février 2022, constitue une violation délibérée du droit à la nation ukrainienne à exister et à déterminer librement son avenir. Les massacres, les viols, les tortures constituent des moyens de guerre de l'armée russe auxquels le peuple ukrainien oppose une résistance héroïque. Si elle aboutissait, cette invasion signifierait également pour les Ukrainien·nes une mise au pas idéologique et culturelle, la disparition de tout espace de réflexion, l'écrasement des libertés démocratiques élémentaires, d'expression et d'association.

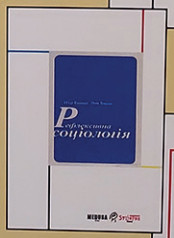


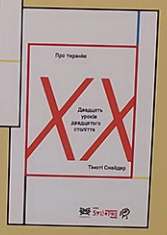
Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue fait de pensée libre, critique, émancipatrice. Un tel catalogue étant insupportable aux maîtres du Kremlin, les éditions Medusa, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, sont actuellement en grave danger.



Les éditions Syllepse se sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant plusieurs ouvrages. Cet engagement se poursuit et s'approfondit par le soutien à l'édition ukrainienne. Dans ce cadre, les éditions Medusa (Kyiv) et Syllepse (Paris) ont décidé de nouer un partenariat de solidarité et d'assistance.

Désormais les ouvrages des éditions Medusa en langue ukrainienne sont disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse en librairie et sur leur site www.syllepse.net. Le produit de la vente de ces livres sera intégralement versé aux éditions Medusa.





MEDUSA

SYLLEPSE

ÉRADICATION DE LA CULTURE ET MAIN BASSE SUR L'OR DES SCYTHES

JEAN-MARC ADOLPHE[1]

Entièrement détruite par un bombardement le 17 juin, la Maison de la culture de Lyssytchansk vient s'ajouter à la longue liste de sites culturels ou patrimoniaux visés par l'armée russe depuis le début de l'invasion en Ukraine. Un acharnement systématique qui atteste de la volonté génocidaire d'effacer toute expression d'une culture ukrainienne. Cette logique totalitaire passe en outre par le vol d'œuvres d'art et d'objets historiques dans les musées. Un véritable gang organisé a ainsi dévalisé le musée de Melitopol, qui s'était vu confier par la justice hollandaise, en 2021, des pièces présentées dans une exposition sur «L'Or des Scythes». Une décision que n'a jamais digérée Poutine. Il a envoyé ses sbires récupérer le précieux butin: rien de ce qui appartient à la mémoire et à la culture ukrainiennes ne saurait être épargné.

C'est une image que l'on croit avoir déjà vue. Un bâtiment totalement détruit, dont il ne reste, dérisoire, que la façade. Cela pourrait être le théâtre de Marioupol, bombardé le 16 mars, devenu charnier pour quelque 600 civils qui s'y étaient réfugiés. Les autorités russes n'ont même pas tenté de faire croire, comme ce fut le cas pour certains hôpitaux ou écoles, que le théâtre dissimulait des activités militaires. Plus grossier encore: la destruction du théâtre de Marioupol aurait été l'œuvre… des Ukrainiens eux-mêmes. Aujourd'hui, les Russes occupent Marioupol, ils organisent devant les ruines du théâtre un semblant de distribution alimentaire, et ont installé sur le parvis un camion avec un écran géant qui diffuse en continu la propagande de la télévision russe. Avec une bonne dose d'indécence, ils ont annoncé que le théâtre de Marioupol proposerait dans quelques mois une nouvelle saison culturelle. En russe, évidemment. Avec, en ouverture, un *Lac des cygnes* en version «danse macabre»?

Les images se répètent. La Maison de la culture de Lyssytchansk, comme hier le théâtre de Marioupol, a été détruite par un bombardement ce 17 juin. Là aussi, des habitants de la ville avaient trouvé refuge. Un premier bilan fait état d'au moins quatre morts (une mère et sa fille, ainsi qu'un jeune homme et une femme enceinte) et une dizaine de blessés. Un miracle quand on voit ce qui reste du bâtiment.

Tout comme Sievierodonetsk, de l'autre côté de la rivière Donets, Lyssytchansk est un objectif prioritaire du Kremlin pour grignoter le Donbass. La prise de ces deux villes ouvrirait aux Russes la route de Kramatorsk, grande ville de la région de Donetsk. Et après? Au bout de trois mois et demi de guerre, la «grande armée russe» [se] dépense beaucoup pour gagner fort peu. Et le peu qu'elle gagne, c'est parce qu'elle l'a réduit à l'état de ruines.

Si tant est qu'il ait sérieusement pensé faire main basse sur l'Ukraine en quelques jours et décapiter le gouvernement démocratiquement élu de Volodymyr Zelensky, Poutine a dû nettement revoir à la baisse

1. Jean-Marc Adolphe est directeur de la publication de *Les Humanités,* média alter-actif (*leshumanités.org*), «un journal en ligne, une plateforme coopérative mais aussi une constellation reliée d'évènements artistiques et culturels, écologiques, citoyens et solidaires».

ses ambitions territoriales. Mais au prix de pertes considérables dans les rangs mêmes de l'armée russe, et d'une mise au ban internationale de la Russie, le dictateur du Kremlin s'est enferré dans une fuite en avant destructrice. Jamais auparavant, en Tchétchénie, en Géorgie, en Irak, ni même en Ukraine avec l'annexion de la Crimée, l'armée russe n'avait rencontré une telle résistance, n'avait à ce point été mise en échec. D'autant plus humiliant, pour Poutine, que l'affront vient d'un «petit» pays, une «petite Russie», qui n'existe pas et qui n'aurait jamais dû exister.

TERRORISME D'ÉTAT

On a compris que les droits de l'homme, c'est un truc de «dégénérés» qui ne s'applique pas aux «valeurs traditionnelles» de la Russie (dixit l'ex-président Medvedev). On a compris que la cruauté (les tortures, les viols, les exécutions de civils) fait partie des «valeurs» de l'armée russe, bénie à l'avance par le patriarche Kirill: l'une des unités impliquées dans le massacre de Boutcha a même été décorée par Poutine lui-même. On a compris qu'il ne saurait y avoir, pour Poutine et ses affidés, de crimes de guerre, d'abord parce que la Russie n'est pas en guerre, c'est une «opération spéciale», ensuite parce que tous les Ukrainiens qui renâclent à devenir russes sont des traîtres et des nazis (des «nazis passifs»), et que contre de tels «nazis», tout est permis, aucun droit ne s'applique.

L'idée même que puisse exister un peuple ukrainien, une langue ukrainienne, une culture ukrainienne, est insupportable pour Poutine. Les autorités fantoches que les Russes ont installées à Kherson (la seule ville d'Ukraine occupée par les Russes, avec Marioupol, désormais) ont annoncé que tous les enfants nés depuis le 24 février se verront automatiquement attribuer la nationalité russe.

La Maison de la culture de Lyssytchansk, un bâtiment blanc datant de l'époque stalinienne, qui a été détruite le 17 juin, abritait notamment une bibliothèque, un bureau de poste et une salle de spectacles et de concerts. Depuis le début de la guerre, toutes les activités culturelles avaient été suspendues, la Maison de la culture s'était transformée en centre d'aide alimentaire. La distribution de bouteilles d'eau était vitale pour les habitants restés dans une ville où le réseau de distribution d'eau a été coupé. Faute de parvenir à prendre militairement Lyssytchansk, l'armée russe déploie la même «stratégie» qu'à Marioupol ou Sivierodonetsk: y rendre la vie impossible, asphyxier ses habitants. Empêcher l'aide alimentaire participe de cette politique terroriste. Mais il n'est pas indifférent que ce terrorisme-là ait jugé nécessaire de détruire une Maison de la culture.

Fin mai, le ministère ukrainien de la culture avait déjà recensé pas moins de 367 attaques contre le patrimoine culturel ukrainien, dont la destruction de 29 musées, 133 églises, 66 théâtres et bibliothèques, et même un cimetière juif centenaire, le cimetière de Hlukhiv, dans l'Oblast de Sumy. «Les Russes ont pour objectif précis de détruire notre culture, qui fait partie de notre identité, quelque chose qui distingue l'Ukraine de la Russie», déclare Olha Honchar, directrice générale du musée Territoire de la terreur de Lviv, un musée mémoriel construit sur le site d'un ghetto qui a été sous domination nazie (1941-1943) avant de devenir un centre de détention entre 1944 et 1955, durant la fin du règne de Staline. «Il est devenu tout à fait clair maintenant pour le monde entier que la Russie bombarde des musées, des archives et des théâtres non pas par accident», ajoute-t-elle.

Le 7 mai, à Chernihiv, l'armée russe a détruit l'ancien musée des antiquités ukrainiennes, un bâtiment

du 19e siècle construit dans le style néogothique, qui servait récemment de bibliothèque pour la jeunesse. «Les hordes nazies venues de Moscou ont détruit un monument de l'histoire locale, alors que le bâtiment avait survécu aux bombardements des bolcheviks en 1918 et 1919 et à la Seconde Guerre mondiale», a commenté Serhiy Laevsky, le directeur du musée d'histoire de Tchernihiv.

La région de Kharkiv, la deuxième plus grande ville d'Ukraine, a été particulièrement touchée, avec 80 destructions de sites culturels. Début mars, le musée d'art de Kharkiv, qui abrite 25 000 chefs-d'œuvre d'artistes ukrainiens et mondiaux a subi un incendie consécutif à un tir d'artillerie. Certaines œuvres ont pu être mises à l'abri, comme une version du célèbre tableau *Les Cosaques écrivent une lettre au sultan turc* de l'artiste d'origine ukrainienne Ilya Repin, mais l'état de nombreux autres tableaux rares et anciens n'a pu encore être évalué.

Dans la nuit du 7 mai, des missiles ont frappé le musée et la maison historique du célèbre poète et philosophe Grigori Skovoroda, dans le village de Skovorodynivka. Le bâtiment a été gravement endommagé et un certain nombre d'objets de valeur ont été ensevelis sous les décombres.

Le ton avait été donné dès la fin février avec le bombardement du musée d'Ivankiv. Cette cible n'était pas fortuite; il s'agissait de frapper l'Ukraine au cœur de sa culture. Dans ce musée étaient en effet exposées des œuvres importantes de Maria Primachenko, une figure emblématique de l'art ukrainien, célébrée en son temps par Picasso (lire article des ***humanités***). Bonne nouvelle, toutefois: contrairement à ce qui avait été d'abord annoncé, une dizaine d'œuvres de Maria Primachenko ont été sauvées in extremis par le gardien du musée, Anatoli Haritonov. L'histoire a été racontée voici quelques jours par *El País.* Ce gardien a eu la présence d'esprit, dès le premier jour de guerre, de décrocher les tableaux de Maria Primachenko et de les placer dans une caisse en bois. Pas suffisant, toutefois, pour protéger des flammes. Juste après le bombardement du musée, alors que celui-ci était en feu, il s'est précipité dans le bâtiment avec des voisins, et a pu extraire la précieuse caisse. Mais cet acte de bravoure n'a pu, à lui seul, sauver l'ensemble des collections du musée. 90 % des œuvres et objets qui y étaient conservés sont partis en fumée, dont celles, elles aussi emblématiques, de la brodeuse Hanna Veres.

UNE GUERRE GÉNOCIDAIRE

Ce ne sont là que quelques exemples. On peut parler d'un acharnement systématique contre des théâtres, musées, Maisons de la culture, bibliothèques, lieux patrimoniaux, qui relèvent de toute évidence d'une volonté délibérée du commandement de l'armée russe de détruire tout ce qui peut incarner ou représenter l'expression d'une culture ukrainienne. Sans le clamer publiquement, Vladimir Poutine a fourni la feuille de route d'une guerre génocidaire contre le peuple ukrainien. C'est ce que laissait entendre Dmitri Medvedev voici quelques jours, lorsqu'il disait que l'Ukraine ne serait peut-être plus sur la carte du monde dans deux ans.

Lorsque les destructions ne suffisent pas, l'armée procède au pillage de certains symboles artistiques ou culturels les plus identifiés à un patrimoine ukrainien, que les affidés de Poutine entendent s'approprier, en recourant à des méthodes de voyous.

À Marioupol, fin avril, les Russes ont volé toutes les œuvres de valeur du musée Arkhip Kouïndji, qui porte le nom d'un célèbre peintre paysagiste d'origine grecque-pontine. Né à Marioupol en 1841, Arkhip Kouïndji (son nom de famille signifie *orfèvre*

en urum, la langue des Grecs de Crimée) avait vécu quelques mois en France en 1875 et avait été remarqué lors de l'Exposition universelle de 1878 à Paris.

Lorsque l'armée russe occupait la région de Kharkiv la banlieue de Kyiv, les soldats volaient tout ce qu'ils pouvaient, y compris des jouets d'enfant, des pièces des lingerie... Là, on a du mal à imaginer que le «cambriolage» d'un tel musée soit simple rapine de soldats en goguette. Les pillards ont emporté le plus précieux, comme s'ils disposaient d'une liste préétablie. Parmi les tableaux d'Arkhip Kouïndji qui ont été volés, *Coucher de soleil rouge* (1905-1908), est à lui seul évalué à plus de 700 000 dollars selon la directrice du musée, Tatyana Buli, aujourd'hui réfugiée à Kiev.

Il faut plutôt parler d'une razzia en bande organisée, dont d'autres musées de Marioupol ont fait les frais : un musée d'histoire locale a ainsi été dépouillé d'une collection unique de 700 pièces de monnaie et de médailles. En tout, de l'aveu même de médias russes, quelque 2 000 pièces auraient été «retirées» de divers musées de Marioupol et seraient «entreposées temporairement» dans la ville occupée de Donetsk, avant d'être sans doute acheminées en Russie. En toute illégalité.

MAIN BASSE SUR L'OR DES SCYTHES

Plus significatif encore d'une volonté systématique de siphonner l'Ukraine de tout passé historique et culturel : à Melitopol, dans la région de Zaporijjia, les Russes ont fait main basse sur «l'or des Scythes». Ce pillage a été dénoncé fin avril par le maire de Melitopol, Ivan Fedorov. Les Russes n'ont pas seulement «visité» le musée d'histoire locale ; ils en sont repartis avec une cinquantaine de pièces d'armement historique datant du 17e au 20e siècle, ainsi que 76 objets fabriqués il y a au moins 1 500 ans. Enfin et surtout, ils ont dérobé une collection «unique et inestimable» d'or scythe vieux de 2 300 ans, mis à jour dans les années 1950 par des archéologues qui avaient trouvé ces objets en or en fouillant d'immenses tumulus appelés kourganes.

De toute évidence, le vol commis à Melitopol n'avait rien d'improvisé. Selon la directrice du musée, Leila Ibrahimova, les soldats ont spécifiquement demandé où se trouvaient ces objets précieux, qui avaient été cachés au début de l'invasion russe en Ukraine. Les soldats étaient accompagnés d'un homme en combinaison blanche capable de manipuler ces objets et de les escamoter sans les abîmer.

Autour du vol de ces objets d'art «se joue une querelle muséale, culturelle et mémorielle qui ouvre une nouvelle ligne de front dans le sanglant conflit russo-ukrainien», écrit sur *The Conversation* Victoire Feuillebois, professeure de littérature russe à l'université de Strasbourg :

> Qui prononce le mot «scythe» convoque tout un imaginaire de la steppe primitive et sauvage,

Coucher de soleil rouge (1905-1908), un tableau d'Arkhip Kouïndji, volé à Marioupol.

peuplée de cavaliers parés d'or qui sont autant de redoutables adversaires au combat. La fascination pour cet ensemble de cultures de l'Âge du fer, présentes en Europe et en Asie du 8e au 2e siècle avant Jésus-Christ, est ancienne en Occident. [...] En contexte slave, les Scythes ont le statut d'ancêtres rêvés des peuples de l'est de l'Europe. Cette culture orale, lointaine et à ce double titre ayant laissé peu de traces a néanmoins essaimé dans la steppe des «kourganes», ou monticules funéraires où étaient ensevelies les élites scythes. Dès le 18e siècle, on commence à ouvrir les tombes présentes sur le territoire russe de l'époque et on y découvre des artefacts témoignant de la richesse de cette civilisation : parmi eux, de splendides objets en or, montrant souvent des scènes de chasse ou de combat, dont la valeur artistique est évidente.

C'est en Ukraine, dans la carrière de Koul-Oba («la Colline de cendre»), située dans l'actuelle Crimée, que l'on découvre en 1830 une tombe où reposent, accompagnés d'un serviteur, un homme et une femme entièrement recouverts d'or : cette première découverte d'ampleur, dans une expédition commanditée à l'origine par le tsar russe Alexandre Ier, le vainqueur de Napoléon, mort en 1825, lance une opération de mythification générale des Scythes. Ils deviennent des aïeux glorieux, dont la maîtrise des armes n'a d'égale que celle des arts, et qui témoignent de l'existence précoce d'une grande civilisation extra-européenne dont les peuples slaves seraient les descendants.

[...] La Russie de Vladimir Poutine, lequel est un fervent défenseur de la doctrine eurasienne, a donc tout intérêt à récupérer pour elle ces grands ancêtres, quitte à piller un musée. Le sac du musée de Melitopol solde en effet une querelle muséale ouverte depuis 2014 entre la Russie et l'Ukraine. En 2014, les Scythes ont refait surface dans l'actualité : un musée d'Amsterdam avait consacré une exposition à l'or scythe d'Ukraine – et plus précisément de Crimée. Or, durant l'exposition, la Russie a annexé cette partie du territoire ukrainien. S'en est suivie une longue bataille judiciaire pour savoir à qui ces objets devaient être restitués : à l'Ukraine qui les avait prêtés ou à la Russie qui les réclamait ? En octobre 2021, un tribunal néerlandais tranchait en faveur de l'Ukraine et les objets ont été envoyés au musée de Melitopol. Pour les autorités ukrainiennes, c'était non seulement le signe que le droit était respecté, mais aussi le rappel que l'histoire scythe s'était jouée en grande partie sur les terres d'Ukraine. Or, ce sont en grande partie ces mêmes objets qui ont été pillés lors de l'occupation de Melitopol.

[...] Dans le contexte du conflit qui sévit depuis le 24 février 2022, c'est aussi une bataille mémorielle qui se joue autour des Scythes. Priver les Ukrainiens de leurs objets d'art scythe, les couper de ce peuple légendaire à l'aura culturelle et littéraire majeure, c'est consolider le contre-récit poutinien qui consiste à nier l'existence historique de l'Ukraine, laquelle aurait en réalité été créée de toutes pièces par Lénine. Le vol de ces objets, effectué de manière calculée et dans une grande violence, a donc un but politique : pas d'objets d'art, pas d'histoire ; pas d'histoire, pas de nation ; pas de nation, pas de guerre mais une «opération spéciale» de maintien de l'ordre sur un territoire qui s'inscrirait naturellement dans la continuité du territoire russe.

«Il y a maintenant des preuves très solides qu'il s'agit d'un vol intentionnel de la part de la Russie. Il est possible que tout cela fasse partie d'une stratégie visant à saper l'identité de l'Ukraine», confirme dans *The Guardian* Brian Daniels, un anthropologue américain qui travaille avec une équipe internationale d'universitaires et d'experts en technologie

numérique pour tenter de suivre la destination des objets d'art volés en Ukraine. Il n'est pas impossible que ce pillage massif soit orchestré et mis en œuvre par une unité dédiée de l'armée russe : certains parlent d'un véritable « gang spécialisé ». Mais tout l'or des Scythes ne se retrouvera peut-être pas en Russie. La corruption étant ce qu'elle est, certaines pièces volées à Melitopol semblent déjà faire l'objet d'un trafic clandestin. De premières « transactions » ont semble-t-il été repérées sur internet.

LES HUMANITÉS, MÉDIA ALTER-ACTIF
10 juin 2022

Luis G. Rendon, *The Daily Beast*

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, les Brigades éditoriales de solidarité ont publié 9 volumes : 800 pages et 212 articles. S'ajoutent *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine*, paru dès le 23 mars ; quatre livres en ukrainien en coédition solidaire avec les éditions Medusa de Kiyv ; une exposition des œuvres de l'« artiste révolutionnaire ukrainienne » Katya Gritseva. Sans oublier, les publications « ordinaires » de chacune des structures participant aux Brigades éditoriales de solidarité.
Il n'y aura pas de pause estivale pour l'offensive de l'impérialisme russe. Il n'y aura pas de pause pour les résistances ukrainiennes. Pourtant, pour employer le jargon militaire, les éditions Syllepse et les Brigades éditoriales de solidarité vont faire une pause tactique. Il leur faut en effet reconstituer leurs forces, préparer leurs programmes « ordinaires » de publications, préparer aussi le redéploiement de ces Cahiers de la résistance ukrainienne, préparer le dixième volume.
Le neuvième opus que vous avez entre les mains se termine sur un article, paru dans *Les Humanités,* le média alter-actif, qui résume parfaitement ce que nous avons voulu faire.

DES MUNITIONS POUR L'UKRAINE

JEAN-MARC ADOLPHE

Donner la parole au mouvement social, faire résonner d'autres voix qui n'ont guère d'écho médiatique dans et autour de la guerre en Ukraine : avec des « Brigades éditoriales de solidarité », les éditions Syllepse, résolument ancrées à gauche, ont entrepris de publier depuis le début mars textes, communiqués, entretiens et illustrations dans des cahiers qui peuvent être gratuitement téléchargés sur internet. Une mine d'informations et d'analyses qui demande, on l'imagine, un travail considérable mais oh combien nécessaire.

> Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.
>
> Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine. Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin. C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine. Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne…

Dès le début de l'invasion russe en Ukraine, les éditions Syllepse, « alter-éditeur » de sensibilité autogestionnaire, proche du mouvement altermondialiste et, plus généralement, du mouvement social, ont entrepris de constituer un « front éditorial », en association avec les éditions Page 2 à Lausanne, M Éditeur à Montréal et Spartacus (Paris), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical

international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue Alternatives Sud, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris). Sous le titre générique de «Liberté et démocratie pour l'Ukraine», huit cahiers, de 74 à 92 pages, ont déjà été publiés depuis le 1er mars. Cette alliance éditoriale s'est ensuite élargie à un «partenariat de solidarité et d'assistance» avec les éditions Medusa, maison d'édition indépendante ukrainienne, dont certains ouvrages (en ukrainien), peuvent aujourd'hui être achetés (5 €) sur le site des éditions Syllepse.

Autant de munitions pour comprendre et analyser sans complaisance l'offensive guerrière lancée par Vladimir Poutine en Ukraine.

La première vertu de ces «Brigades éditoriales de solidarité» est de donner la parole, numéro après numéro, aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre, alors même que ces voix-là ne sont pas celles qui ont le plus d'écho médiatique. Dès le premier numéro (1er mars), on pouvait aussi prendre connaissance de communiqués émanant du Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus ou de la Confédération du travail de la Russie (KTR), d'un regroupement de «travailleurs russes de la culture» ou encore d'un manifeste de féministes russes unies contre la guerre et l'occupation en Ukraine, mais aussi d'une pétition lancée sur les réseaux sociaux en Chine par cinq universitaires opposés à la guerre. Au fil des numéros, on pourra encore lire un appel d'étudiants, doctorants, professeurs, personnels et diplômés de la plus ancienne université de Russie, l'université Lomonossov de Moscou (n° 3), une information sur des actions de sabotage menées au Bélarus par des cheminots pour entraver l'acheminement des convois de l'armée russe (n° 4), mais aussi de textes d'enseignants syriens en exil, de l'Armée zapatiste de libération nationale au Mexique, de dockers suédois, etc.

Foisonnants, ces cahiers regorgent en outre de traductions de reportages, d'analyses et d'entretiens parus dans des médias ukrainiens, d'opposition russes ou internationaux. Sont ainsi, à lire, dans le dernier numéro paru, des textes des philosophes Judith Butler et Slavoj Žižek (n° 8). Mais ce qu'on ne trouve quasiment nulle part ailleurs, ce sont des échos de la société civile ukrainienne (et aussi, dans une certaine mesure, russe et biélorusse), à travers associations, syndicats et mouvements civiques, notamment féministes. Une large place est ainsi donnée à des documents issus de Sotsyalnyi Rukh (Mouvement social), une organisation de gauche anticapitaliste, féministe et écologiste ukrainienne.

LOIN DE «L'ANTI-IMPÉRIALISME DES IDIOTS»

Face à une gauche européenne qui a pu minimiser, par anti-américanisme viscéral, l'agression commise par la Russie de Poutine, les éditions Syllepse, pourtant situées très à gauche, se sont d'emblée positionnées sans la moindre ambiguïté. Dès le premier numéro, un texte de l'historien ukrainien Taras Bilous, rédacteur en chef de la revue en ligne *Spilne | Commons* (que l'on retrouve dans plusieurs publications ultérieures) met les points sur les i en s'adressant à cette partie de la gauche occidentale qui a voulu croire à «l'agression de l'OTAN en Ukraine», qui a «critiqué l'Ukraine pour ne pas avoir appliqué les accords de Minsk et a gardé le silence sur la violation de ces accords par la Russie et les prétendues «républiques populaires» [Donetsk et Lougansk]», ou encore «qui a exagéré l'influence de l'extrême droite en Ukraine, mais n'a pas remarqué l'extrême

droite dans les «Républiques populaires» et a évité de critiquer la politique conservatrice, nationaliste et autoritaire de Poutine.» Ce que Taras Bilous, en citant l'autrice et militante britannico-syrienne Leila Al-Shami, qualifie d'«anti-impérialisme des idiots»:

> Je ne suis pas un fan de l'OTAN, poursuit l'auteur. Je sais qu'après la fin de la guerre froide, le bloc (OTAN) a perdu sa fonction défensive et a mené des politiques agressives. Je sais que l'expansion de l'OTAN vers l'est a sapé les efforts visant au désarmement nucléaire et à former un système de sécurité commun. L'OTAN a tenté de marginaliser le rôle des Nations unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et de les discréditer en les qualifiant d'«organisations inefficaces». Mais nous ne pouvons pas revenir sur le passé. Nous devons nous fixer sur les circonstances actuelles lorsque nous cherchons un moyen de sortir de cette situation. [...] À maintes reprises, la gauche occidentale a répondu à la critique de la Russie en mentionnant l'agression des États-Unis contre l'Afghanistan, l'Irak et d'autres États. Bien sûr, ces États doivent être inclus dans la discussion – mais comment, exactement? L'argument de la gauche devrait être qu'en 2003, les autres gouvernements n'ont pas exercé suffisamment de pression sur les États-Unis à propos de l'Irak. Non pas qu'il soit nécessaire d'exercer moins de pression sur la Russie au sujet de l'Ukraine maintenant.

Dans le second numéro de ces cahiers *Liberté et démocratie pour l'Ukraine*, le socio-anthropologue Volodymyr Artiukh ajoute, à toutes fins utiles:

> Ici, dans le monde post-soviétique, nous avons beaucoup appris de vous. Par «nous», j'entends les chercheur·es et les militant·es communistes, socialistes démocratiques, anarchistes de gauche, féministes, atomisé·es ou vaguement organisé·es, de Kiev, Lviv, Minsk, Moscou, Saint-Pétersbourg et d'autres endroits qui sont plongé·es dans les horreurs de la guerre et de la violence policière. [...] Après l'effondrement de l'Union soviétique, nous nous sommes appuyé·es sur votre analyse de l'hégémonie américaine, du tournant néolibéral dans les formes d'accumulation du capital, et du néo-impérialisme occidental. Nous avons également été encouragé·es par les mouvements sociaux occidentaux, de l'altermondialisme aux protestations anti-guerre, d'Occupy à Black Lives Matter. Nous apprécions la façon dont vous avez essayé de théoriser notre coin du monde. Vous avez souligné à juste titre que les États-Unis ont contribué à saper les options démocratiques et économiquement progressistes de la transformation post-soviétique en Russie et ailleurs. Vous avez raison de dire que les États-Unis et l'Europe n'ont pas réussi à créer un environnement de sécurité qui inclurait la Russie et d'autres pays post-soviétiques. [...] Cependant, au milieu du bombardement de Kharkiv par la Russie, nous voyons les limites de ce que nous avons appris de vous. Ces connaissances ont été produites dans les conditions de l'hégémonie américaine, qui a atteint ses limites face aux lignes rouges sanglantes de la Russie. Les États-Unis ont perdu leur capacité à représenter leurs intérêts comme des intérêts communs à la Russie et à la Chine, ils ne peuvent plus imposer leur vision avec la puissance militaire, et leur influence économique se réduit.
> Malgré ce que beaucoup d'entre vous prétendent, la Russie ne répond plus, ne s'adapte plus, ne fait plus de concessions, elle a regagné son pouvoir d'action et elle est capable de façonner le monde qui l'entoure. [...] La Russie façonne le monde qui l'entoure, impose ses propres règles comme le faisaient les États-Unis, mais par d'autres moyens. Le sentiment de perte du sens des réalités que ressentent de nombreux commentateurs vient du fait que les élites russes en guerre sont capables d'im-

poser leurs illusions, de les transformer en fait sur le terrain, de les faire accepter aux autres malgré eux. Ces illusions ne sont plus déterminées par les États-Unis ou l'Europe, elles ne sont pas une réaction, elles sont une pure création. […] Vous nous avez appris tout ce qu'il faut savoir sur les États-Unis et l'OTAN, mais cette connaissance n'est plus si utile. Les États-Unis ont peut-être dessiné le contour de ce jeu de société, mais maintenant d'autres joueur·euses déplacent les pièces et dessinent leurs propres contours avec un marqueur rouge. Les explications centrées sur les États-Unis sont dépassées. J'ai lu tout ce qui a été écrit et dit à gauche sur l'escalade du conflit de l'année dernière entre les États-Unis, la Russie et l'Ukraine. La plupart de ces écrits étaient terriblement erronés, bien pire que de nombreuses explications venant du courant dominant. Leur pouvoir de prédiction était nul. […] Ne laissez pas des positions politiques bancales se substituer à une analyse de la situation. […] Une nouvelle réalité autonome émerge autour de la Russie, une réalité de destruction et de dures répressions, une réalité où un conflit nucléaire n'est plus impensable.

La militance n'empêche nullement que s'expriment aussi, dans ces cahiers, la poésie et la création graphique. Le septième numéro inclut ainsi un portfolio d'une jeune graphiste de 22 ans, originaire de Marioupol, aujourd'hui réfugiée à Lviv, Katya Gritseva (illustration en tête d'article), qui se définit elle-même comme «artiste révolutionnaire, socialiste, militante étudiante, poète».

LES HUMANITÉS, MÉDIA ALTER-ACTIF

À PARAÎTRE
L'Ukraine insurgée

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

SOUTENIR SOTSIALNIY RUKH (MOUVEMENT SOCIAL)

Les éditions Syllepse sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant divers ouvrages. Cet engagement s'est concrétisé à travers un partenariat de solidarité et d'assistance avec les éditions Medusa de Kyiv. Dans ce cadre, les éditions Syllepse diffusent désormais, en librairie et sur leur site, des ouvrages en langue ukrainienne des éditions Medusa. Le produit de la vente de ces ouvrages leur étant intégralement reversé.

Aujourd'hui, les éditions Syllepse proposent le t-shirt de l'organisation Sotsialniy Rukh (Mouvement social) et des cartes postales illustrées d'œuvres de Katya Gritseva, artiste révolutionnaire ukrainienne, actuellement réfugiée à Lviv. Les bénéfices de ventes seront intégralement versés à Sotsialniy Rukh.

S, M, L, XL
15 EUROS
(FRAIS DE PORT À L'UNITÉ 3 EUROS)

4 CARTES
6 EUROS
(FRAIS DE PORT INCLUS)

RETROUVEZ NOS LIVRES ÉLECTRONIQUES SUR L'UKRAINE RÉSISTANTE
EN TÉLÉCHARGEMENT LIBRE ET GRATUIT SUR WWW.SYLLEPSE.NET

COMMANDE DE T-SHIRT OU DE CARTES POSTALES

Sur le site des éditions Syllepse

Le t-shirt et les cartes postales sont en vente sur le site des éditions Syllepse. À retrouver dans la collection Mouvement social (Sotsialniy Rukh)
Paiement par CB ou PayPal.

www.syllepse.net

Par voie postale

Chèque de la commande à joindre au bon de commande et envoyer à l'adresse suivante :
Syllepse, 69, rue des Rigoles, 75020 Paris

T-shirt – 15 euros + 3 euros de frais de port

Taille choisie (case à cocher)
S : ☐ Nombre :
M : ☐ Nombre :
L : ☐ Nombre :
XL : ☐ Nombre :

Lot de 4 cartes postales (case à cocher) 6 euros
☐ : Nombre :

Nom, prénom :
Adresse :
Code postal, ville :
Courriel (facultatif) :

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*

Politics (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières,* le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud,* ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».